

4-36-119.1

LES MAIRES
DE SHERBROOKE
1852-1982

SOCIÉTÉ DE GÉNÉALOGIE
DES CANTONS DE L'EST INC.
275, rue Dufferin, Sherbrooke
(Québec) CANADA J1H 4M5

La Société d'histoire
des Cantons de l'Est



Avant-propos

L'histoire des maires de Sherbrooke est la réalisation d'un projet de la Société d'histoire des Cantons de l'Est. Ces dernières années, en effet, la Société a voulu contribuer à écrire l'histoire locale. Elle s'est fixé comme première tâche de donner à la population une histoire de Sherbrooke à travers la biographie de ses maires. La forme de l'oeuvre est donc celle d'un recueil biographique, qui pourra rejoindre et les amateurs d'histoire et le grand public. Mais notre préoccupation a été de découvrir, à travers la biographie des 55 maires de Sherbrooke, l'évolution globale de la ville. Certes, à cause de la facture de l'oeuvre, les faits politiques, économiques et sociaux ont été parfois très brièvement expliqués, parfois même simplement énoncés. Une véritable histoire de Sherbrooke supposerait un regroupement des faits et une analyse plus poussée. Ce serait une oeuvre beaucoup plus importante que la nôtre, et nous ne pouvons que la souhaiter, en espérant y avoir contribué de loin.

Confronté à d'autres oeuvres sur Sherbrooke, notamment celle d'Amédée Gaudreault, Les Maires de Sherbrooke, le présent recueil pourrait surprendre ici ou là. Le fait d'avoir éliminé des références qui justifient généralement l'affirmation historique, pourrait infirmer notre interprétation. Mais

DIRECTION DU PROJET:

Louissette Pothier

RECHERCHE ET RÉDACTION:

Andrée Bilodeau
Louise Brunelle-Lavoie
Marie-Jeanne Daigneau
Benoît Dionne
Lucile Fabi
Suzanne Fortin
Suzanne Lavoie
Gilles Parent
Louissette Pothier
Josée Saint-Denis

CROQUIS ET MAQUETTE:

Andrée Houde

RÉVISION:

Andrée Désilets
Colette Allard

COUVERTURE:

Collaboration de la
Fédération des caisses
populaires Desjardins
de l'Estrie

qu'il soit bien entendu que nous avons travaillé avec tout le respect que méritent nos prédécesseurs et que, si nous sommes en désaccord avec eux, c'est que nous avons eu la chance de découvrir de nouvelles sources d'information. On acceptera donc qu'ainsi évolue l'histoire.

Le projet de la Société a connu un développement accéléré grâce à une subvention du Ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu du Québec, qui nous a permis d'employer trois chercheurs à plein temps. Mais pour être complété et se rendre jusqu'à la publication, il a nécessité le bénévolat. Pendant six mois, cinq membres de la Société d'histoire des Cantons de l'Est lui ont consacré de nombreuses heures de travail en équipe, donnant au recueil sa forme définitive.

Louise Brunelle-Lavoie, Benoit Dionne, Suzanne Lavoie et Gilles Parent ont travaillé sous la direction de Louise Pothier, qui a assuré la coordination de la recherche et révisé les textes aux différentes étapes de leur réalisation. Enfin, Andrée Désilets a fait une dernière lecture du manuscrit afin de donner à l'ensemble le plus d'unité possible.

Au moment de la publication, la Ville de Sherbrooke a pris la relève par l'intermédiaire de son Service des relations publiques.

L'histoire des Maires de Sherbrooke, 1852-1982, a donc toutes les caractéristiques de l'oeuvre réalisée en collaboration. Que toutes et tous en soient remerciés.

La Société d'histoire des Cantons de l'Est

Janvier 1983



BOWEN, GEORGE FREDERICK
1852-1854

Naissance

A Québec, le 19 mars 1811.

Famille

Fils d'Eliza Davidson et d'Edward Henry Bowen, homme politique et juge en chef de la Cour supérieure, né à Kinsale en Irlande et venu au Bas-Canada en 1797.

Études

Droit à Québec, dans l'étude de Robert Sewell, fils du juge en chef Sewell; admission au Barreau en 1832.

Mariage

A Eliza Jessie Wyatt, fille de Charles Wyatt, marchand de Londres, à l'église anglicane St. Peter's de Sherbrooke, le 5 juillet 1843; sept enfants naîtront de ce mariage.

Décès

A Sherbrooke, le 26 avril 1898.

Carrière municipale

Maire du 14 août 1852 à l'été 1854.

Activités professionnelles

Quittant Québec à la fin de ses études de droit, George Frederick Bowen ouvre, dès 1835, une étude d'avocat à Sherbrooke. Nommé shérif du district de Saint-François en 1844, il assume cette fonction jusqu'en 1887, alors qu'il est démis pour des motifs d'ordre politique et ce, durant l'absence du premier ministre Mercier alors en Angleterre. A son retour, celui-ci lui confie le poste de protonotaire du district conjointement avec Hubert C. Cabana; il occupe toujours ce poste au moment de son décès en avril 1898.

Bowen remplit aussi les fonctions de juge de paix, de président de la Cour de sessions générales de la paix du district de Saint-François et de commissaire de faillites.

Il est également membre du Conseil d'administration de la Sherbrooke Academy, ainsi que du Bishop's College, et président de la Sherbrooke Total Abstinence Society. Bowen a également une activité militaire. Entré dans la milice à l'âge de 16 ans, il est posté à la frontière américaine durant l'insurrection de 1837-1838. Il contribue à repousser les raids féniens des années 1860. En 1867, il fonde le 53^e bataillon d'infanterie, ancêtre du Sherbrooke Regiment, dont il est commandant.

Carrière politique municipale

La municipalité de Sherbrooke, qui compte 2998 habitants, est constituée le 10 juillet 1852. Bowen en devient le maire le 14 août, au cours de la première assemblée du Conseil municipal. Selon le mode de désignation de l'époque, il est choisi parmi et par les conseillers élus. Un de ses premiers gestes comme maire consiste à accueillir Lord Elgin, gouverneur du Canada-Uni, et les 600 invités à l'inauguration du St. Lawrence and Atlantic Railway (Grand Tronc).

Son séjour à la mairie, d'une durée de deux ans, lui permet d'établir les bases des services publics offerts à la population de Sherbrooke et d'adopter les premiers règlements qui régiront la municipalité.

Un des premiers règlements, adopté en septembre 1852, concerne la circulation sur les voies publiques: limites de "vitesse" à respecter (le trot dans les rues bordées de trottoirs et le pas sur les ponts), clochettes obligatoires pour les carrioles, etc.

Une série de mesures visant à réduire les risques d'incendie est prise en décembre de la même année. Chaque propriétaire doit posséder deux échelles en bon état et deux seaux de trois gallons pour chaque édifice. Une récompense est prévue pour la première personne qui relie le boyau à la pompe à bras et pour le premier citoyen arrivé sur les lieux avec un baril d'eau. Selon le règlement n^o 3, le département de protection contre les incendies se compose de neuf officiers et de trente-deux hommes.

Les Maires de Sherbrooke

Les difficultés d'accès au marché situé dans la haute-ville obligent les autorités municipales à établir provisoirement un comptoir de bois de chauffage et de foin sur la rue King, entre la rue Wellington et le chemin de fer, jusqu'à l'établissement d'un nouveau marché dans la basse-ville. Les heures d'ouverture sont fixées les mardi et jeudi du lever du soleil à midi, et le samedi du lever du soleil jusqu'à huit heures du soir.

Les Maires de Sherbrooke



ROBERTSON, JOSEPH GIBB
1854-1855

Naissance

A Stuartfield dans l'Aberdeenshire (Écosse), le 1er janvier 1820.

Famille

Fils de James Robertson, pasteur, et d'Elizabeth Murray. Ils quittent l'Écosse en 1832 avec leurs enfants et passent quatre ans à Derby (Vermont), avant de s'établir à Sherbrooke où James Robertson devient le premier pasteur de la Congregational Church (Plymouth Church).

Études

A Derby (Vermont) et à Sherbrooke.

Mariage

A Mary Jane Woodward, fille d'Albert G. Woodward, à la Congregational Church de Sherbrooke.

Décès

A Sherbrooke, le 13 mars 1899, à l'âge de 79 ans.

Carrière municipale

Conseiller: du 14 août 1852 au 15 juillet 1854; de janvier 1868 au 5 novembre 1869.

Maire: du 15 juillet 1854 à juillet 1855; de 1857 à 1867; du 5 novembre 1869 au 30 décembre 1872.

Activités professionnelles

Connu d'abord comme commerçant et propriétaire d'une ferme et d'un moulin à farine, Joseph Gibb Robertson gère durant plusieurs années un magasin général. Il est aussi engagé dans plusieurs secteurs importants de l'activité économique de la région. Président de la Stanstead and Sherbrooke Fire Insurance Co. établie en 1835, il est également un des promoteurs de la Eastern Townships Bank dont les opérations débutent en 1859.

Il est, pendant plusieurs années, président du Sherbrooke Eastern Townships and Kennebec Railway (plus tard, Quebec Central Railway) qu'il contribue à mettre sur pied. Membre-fondateur de la Eastern Townships Agricultural Association (ETAA) en 1885, il en devient l'un des premiers directeurs.

Robertson assume aussi les charges de juge de paix et de président de la Cour de sessions générales de la paix du district de

Saint-François. Il occupe enfin la fonction de maître de poste à Sherbrooke, du 19 novembre 1892 jusqu'à son décès. Il est également engagé dans la troupe de cavalerie de Sherbrooke et dans la Sherbrooke Total Abstinence Society dont il est président.

Carrière politique provinciale

Robertson représente la circonscription de Sherbrooke à la législature de la province de Québec, comme député conservateur de 1867 à 1892. Il gagne sa première élection contre R.W. Heneker et perd sa dernière contre Louis-Edmond Panneton, tous deux également conservateurs et maires de Sherbrooke à un moment de leur carrière.

Il occupe durant plusieurs années le poste de trésorier de la Province, d'abord dans les cabinets de Chauveau, Ouimet et Boucher de Boucherville du 25 octobre 1869 au 25 janvier 1876, puis dans le cabinet Chapleau du 31 octobre 1879 au 20 janvier 1882, et enfin dans les cabinets Ross et Taillon du 23 janvier 1884 au 29 janvier 1887.

Robertson se fait le défenseur de la politique d'aide aux chemins de fer que le gouvernement met de l'avant au cours des années 1874-1876.

En 1874, il se rend en Angleterre où il négocie pour la province de Québec, un emprunt de 4 000 000 \$ qui sert principalement à accélérer les réalisations dans ce domaine. En 1876, des rivalités régionales se font sentir au sein du gouvernement, quant au choix des tracés qui bénéficieront de

subventions. Robertson démissionne en janvier pour protester contre les décisions prises. Sans entrer dans les rangs de l'opposition, Robertson garde une attitude réservée jusqu'en 1878.

Carrière politique municipale

En 1847, Robertson est le premier secrétaire-trésorier du nouveau Conseil de comté de Sherbrooke. Lorsque Sherbrooke est incorporée comme municipalité en 1852, il devient membre du Conseil municipal. Élu maire en 1854 et en 1855, il occupe à nouveau cette fonction de 1858 à 1867 et de 1869 à 1872.

Pendant son premier et court mandat, qu'abrège la loi municipale de 1855, Robertson est témoin d'un début d'organisation religieuse et scolaire à Sherbrooke. Le 14 janvier 1855 est célébrée la première messe, dans la nouvelle église Saint-Michel. L'ancienne chapelle Saint-Colomban, sise sur le site même du Séminaire, devient l'Institut littéraire de Sherbrooke. Le curé Dufresne en est le directeur, et l'acclésiastique E. Derome, le premier professeur, lors de l'ouverture des classes en septembre 1855.

Bien que Sherbrooke soit encore une ville anglophone à 84%, pour la première fois, aux élections scolaires de 1855, deux Canadiens français sont élus commissaires: Eugène Le-fevre et Henri Camirand.



BALL, ALBERT PHILIPS
1855-1857

Naissance

A Montréal, le 16 mai 1822.

Famille

Fils de W.E. Ball de Montréal et petit-fils de Samuel Ball, établi dans le canton d'Ascot en 1811 et considéré comme l'un des pionniers de Sherbrooke.

Études

Auprès du Rév. Dr. Black et de MM. Hawden et Taggar, à Montréal.

Mariage

A Mary Lee Pomroy, fille unique du colonel Benjamin Pomroy, de Compton, le 12 février 1850; onze enfants naîtront de ce mariage.

Décès

A Rock Island, le 22 décembre 1893, à l'âge de 71 ans.

Carrière municipale

Conseiller: du 14 août 1852 à 1855.
Maire: de juillet 1855 à janvier 1858.

Activités professionnelles

Albert Philips Ball s'installe à Sherbrooke en 1835, comme commis au service de la firme Ball & Kimball. Il repart cependant pour Montréal l'année suivante et ce n'est qu'en 1838 qu'il revient de façon permanente à Sherbrooke. Il entre alors chez Sleeper & Company. Cinq ans plus tard, il devient copropriétaire de ce commerce avec son oncle, L.-C. Ball, qui avait racheté les titres de Sleeper dès 1840. Seul dirigeant à partir de 1850, Albert P. Ball forme avec Franklin A. Webster, le 1er mai 1854, une nouvelle association qui durera environ trois ans. Ball est également présent dans d'autres secteurs d'activités économiques. Il gère en plus de son magasin général, une ferme qu'il possède à Sherbrooke. Il occupe par ailleurs, d'octobre 1854 à octobre 1857, la présidence de la Stanstead and Sherbrooke Fire Insurance Co.

En 1859, il devient promoteur de la Eastern Townships Bank qu'on est à mettre sur pied et membre du comité chargé de recueillir les souscriptions des actionnaires; Ball se voit bientôt confier la responsabilité de la première succursale de la banque qu'on décide d'implanter à Stanstead. Il demeure gérant

de la succursale jusqu'en 1880 et membre du Conseil d'administration jusqu'en 1886. Au cours de cette même période à Stanstead, il devient le secrétaire de la Massawippi Railway Co. et remplit durant plusieurs années la fonction de juge de paix du district de Saint-François. En 1886, à l'âge de 64 ans, Ball se retire à Rock Island, sur la ferme "Lee".

Carrière politique municipale

Membre du premier Conseil municipal de Sherbrooke en 1852, Ball est choisi comme maire en juillet 1855, selon la nouvelle loi des municipalités (Acte des municipalités et chemins, B.C., 18 Vict. 1855, Chap. 100, art. xxx). Durant plus de deux ans, il préside les délibérations à l'hôtel de ville.

En 1855, le Conseil accepte un règlement en vue de régulariser le poids et la qualité du pain à Sherbrooke. Des inspections des boulangeries sont prévues par la loi et des amendes peuvent être émises dans tous les cas de délits.

En 1856, le Conseil adopte son premier règlement quant à l'octroi de "licences" pour la vente de boissons alcoolisées. Durant la même année, on réglemente les séances du conseil.

En 1857, l'Institut littéraire est détruit par le feu. Une nouvelle bâtisse est reconstruite sur les mêmes fondations au coût de 1 200 \$. La même année, la Sherbrooke Academy est fondée sur la rue Bank et le Mont Notre-Dame est ouvert. Trois religieuses y enseignent à 41 jeunes élèves.

Les Maires de Sherbrooke

Sous le mandat de Ball, est aussi fondée la S.B. Jenckes and Son en 1857. Cette entreprise fabrique de la machinerie pour les moulins et les mines.

Les Maires de Sherbrooke

ROBERTSON, JOSEPH GIBB
1858-1867

Deuxième mandat et quatre mandats subséquents

Quand Robertson entreprend un deuxième mandat à la mairie de Sherbrooke, après une éclipse de deux ans et demi, la ville est en voie de devenir une capitale régionale. En 1861, la population est de 5899 habitants, ayant presque doublé en dix ans.

En 1858, la ligne de chemin de fer Passumpsic, plus tard appelée Boston and Maine, puis Quebec Central, qui allait jusqu'à Newport, atteint Sherbrooke.

En avril 1859, le Conseil décide d'entreprendre la construction d'un hôtel de ville entre les rues Wellington et Terrace, à l'emplacement du Palais de justice actuel. L'édifice est construit en briques et comporte deux étages et un sous-sol.

Le 2 juillet 1860, on établit un nouveau marché entre la rue Wellington et l'hôtel de ville. Le sous-sol de l'hôtel de ville est utilisé comme marché couvert, ce qui n'est pas sans inconvénients. En octobre 1871, par exemple, le secrétaire-trésorier de la ville se plaint de l'odeur "offensive" des viandes du marché qui traverse le plafond et rend son bureau inhabitable.

La première structure du pont Aylmer datant de 1837, le Conseil décide en octobre 1863 d'y effectuer des réparations majeures et

Les Maires de Sherbrooke

consacre à cette fin une partie de son budget.

Afin de prévenir les épidémies et d'en limiter l'étendue, un Comité d'hygiène est formé en 1866. Composé à l'origine du maire Robertson et des conseillers Heneker et Boivin, le Comité a pour tâche principale de veiller à la propreté des rues et des lieux publics et de faire procéder au nettoyage des maisons infectées.

Le 20 janvier 1868, prennent fin cinq mandats successifs de Robertson; le nouveau Conseil municipal choisit Heneker de préférence à Robertson comme maire. Ce choix, qui se déroule en l'absence de Robertson retenu à Québec par ses fonctions parlementaires et ministérielles, cause des remous dans la population. Robertson, qui avait été élu conseiller avec le plus grand nombre de voix, aurait dû, selon un usage qui prévalait à Sherbrooke, semble-t-il, être à nouveau désigné comme maire. Et on peut penser que la préférence accordée à Heneker par ses collègues ait eu pour motif de lui faire oublier la défaite qu'il venait de subir aux mains de Robertson dans l'arène provinciale.

Les Maires de Sherbrooke



HENEKER, RICHARD WILLIAM
1868-1869

Naissance

A Dublin (Irlande), le 2 mai 1823.

Famille

Parents d'origine anglaise.

Études

Au University College School de Londres; séjour d'un an en France.

Mariage

A Elizabeth Tuson, fille du lieutenant R.W. Tuson, en 1856; trois fils naîtront de ce mariage.

Décès

Le 18 août 1912, à Bournemouth (Angleterre), à l'âge de 89 ans.

Carrière municipale

Conseiller: de janvier 1864 à janvier 1868; de janvier 1876 à janvier 1877; de février 1877 à janvier 1883.

Maire: de janvier 1868 à novembre 1869; de janvier 1877 à février 1877.

Activités professionnelles

Ses études terminées, Richard William Heneker s'initie à l'architecture en Angleterre durant quelques années. Il travaille pendant cinq ans auprès de Sir Charles Barry, architecte du nouveau Parlement de Westminster. Il fait aussi de nombreux séjours sur le continent européen. Il quitte l'Angleterre en 1855, lorsqu'il est choisi par la British American Land Co. (fondée en 1833) comme commissaire à Sherbrooke. Pendant près de 47 ans, jusqu'en octobre 1902, l'importante "compagnie des terres" demeure sous sa gouverne. Les bureaux de la British American Land ainsi que la résidence d'Heneker se trouvent alors sur la rue Factory (sur le site actuel de la Kayser, rue Frontenac).

En 1866, Heneker visite la Suède et la Norvège, tentant d'attirer des colons dans les Cantons de l'Est pour le compte de son employeur. Amené à suivre de près le développement de Sherbrooke par la compagnie qu'il représente, R.W. Heneker s'engage par ailleurs personnellement, et de façon très active, dans les domaines les plus divers.

Dans le secteur industriel, il fonde en 1866, en compagnie de cinq hommes d'affaires des Cantons de l'Est et de Montréal (George

Stephen, Benjamin Pomroy, John Henry Pope, Alex Mitchell et Andrew Paton), la manufacture Paton & Co., pour laquelle la British American Land Co. a concédé un terrain. La construction de cette usine de lainages, terminée en 1867, coûte plus de 100 000 \$. Cette entreprise devient la troisième manufacture de textiles à utiliser les pouvoirs d'eau de la rivière Magog. La première, celle d'A. Lomas & Son, fondée en 1842, se spécialise dans les flanelles et les tweeds. La deuxième, la Sherbrooke Cotton Factory, fondée en 1845, déclare faillite trois ans plus tard. Quant à la Paton, elle connaît un essor rapide et elle devient en quelques années la plus grande manufacture de lainages au pays. Elle emploiera près de 500 hommes, femmes et enfants en 1875. Andrew Paton en sera le directeur-gérant.

L'intérêt constant d'Heneker pour le développement industriel de Sherbrooke et des Cantons de l'Est ne se limite pas au seul secteur des textiles. Il devient ainsi secrétaire-trésorier de la St. Francis & Mégantic International Railways Co. Promoteur de l'International and Massawippi Railways Co., il sera également l'un des initiateurs du projet de construction à travers les Cantons de l'Est de la Short Line, qui devait permettre de relier par une voie continue les façades est (Atlantique) et ouest (Pacifique) du continent nord-américain.

Président de la Sherbrooke & Magog Road Co. et de la Sherbrooke Gas & Water Co., il est également membre de la Eastern Townships

Agricultural Association (ETAA).

Il occupe en outre de hautes fonctions à la Eastern Townships Bank dont il est un des sept directeurs-fondateurs en 1859 et dont il assume la présidence de 1874 à 1902, succédant au colonel Benjamin Pomroy. Il est aussi un des directeurs de la Stanstead & Sherbrooke Fire Insurance Co.

Parallèlement à ces multiples activités, Heneker fait aussi partie de la milice: d'abord comme enseigne du 1er bataillon de Richmond (1858); puis comme major de la milice de réserve (1869); et enfin comme trésorier du 53^e bataillon des Volontaires lors du raid fénien de 1870.

Sur le plan religieux, il est très actif dans la paroisse St. Peter's de Sherbrooke. Il est délégué à plusieurs synodes diocésains, provinciaux et généraux, de l'Église anglicane du Canada, par exemple à Winnipeg en 1890.

Dans le domaine de l'éducation, Heneker est appelé à jouer un rôle non moins important. Il est successivement membre associé du Comité protestant du Conseil de l'Instruction publique de la province de Québec en 1876, membre du Conseil de l'Instruction publique en 1881, et enfin président du Comité protestant en 1892. A l'échelon scolaire local, il est membre du Conseil d'administration de l'Université Bishop's à partir de 1858, puis chancelier de cette même université en 1878.

Il suit de près l'organisation du Morey Art Building and Library et du Free Reading Room de Sherbrooke, galerie d'art et bibliothèque fondées par Samuel F. Morey vers 1886. Cette bibliothèque, avec ses collections dans les deux langues, était logée près du pont Hyatt, dans l'édifice longtemps occupé par le journal La Tribune.

Considéré comme le fondateur du Sherbrooke Protestant Hospital, Heneker en est le premier président. Cet hôpital, dont le projet est lancé en décembre 1888, n'ouvre ses portes qu'en juillet 1896. Il est situé dans l'Est de la ville, en face des bâtisses de l'Exposition (actuel terrain du Cégep de Sherbrooke, sur la rue du Parc).

En octobre 1902, Heneker quitte définitivement Sherbrooke pour terminer ses jours dans son pays d'origine.

Carrière provinciale

Il convient de signaler la tentative de R.W. Heneker, infructueuse d'ailleurs, pour représenter le comté de Sherbrooke au Parlement de Québec en 1867. Se présentant sous l'étiquette conservatrice, il est défait par J.C. Robertson, conservateur comme lui, par 484 voix contre 378.

Carrière politique municipale

C'est après avoir été membre du Conseil municipal pendant quatre ans que R.W. Heneker accède à la mairie de Sherbrooke le 20 janvier 1868, au cours de cette élection qui évince le maire sortant J.C. Robertson. Comme fait marquant de ce premier mandat de

Heneker, il convient de signaler l'autorisation (en l'absence du maire Heneker), par le Conseil de ville, le 31 mai 1869, d'une émission d'obligations pour l'achat de 2 000 actions de la Sherbrooke Eastern Townships & Kennebec Railway, fondée le mois précédent. En cette même année 1869, la British American Land cède à la ville de Sherbrooke un terrain pour l'entraînement militaire et athlétique (Champ de Mars). Bien qu'élus pour deux ans, Heneker ne complète pas son mandat.

A cause justement de ses absences répétées au cours de l'année 1869, et comme le prévoit le recueil des règlements municipaux d'alors, des élections anticipées ont lieu en novembre 1869, afin de lui désigner un successeur. J.G. Robertson reprend donc la fonction de maire pour quelques années encore.

ROBERTSON, JOSEPH GIBB
1869-1872

Septième mandat

Malgré des responsabilités ministérielles, Robertson reprend la charge de maire de Sherbrooke, le 5 novembre 1869. Pendant son septième mandat, la ville est en plein progrès. En 1871, la population atteint 4 432 habitants, et grâce à l'installation de la télégraphie, elle est en communication avec les grands centres commerciaux et industriels. Le Conseil de la ville collabore à cette innovation en cédant gratuitement à la Montreal Telegraph Co. l'usage d'une pièce adjacente à la salle du conseil.

A la suite de la conflagration qui a frappé la ville de Chicago, le Conseil du 16 octobre 1871 octroie au maire de cette ville un montant de 1 000 \$, à titre d'aide aux sinistrés.

Des règlements concernant la levée de taxes pour travaux de voirie sont à l'ordre du jour au cours de ce dernier mandat de Robertson, comme ils l'ont été fréquemment pendant les décennies 1850 et 1860. Ces services constituent alors une des principales préoccupations et responsabilités du Conseil municipal de Sherbrooke.

Les Maires de Sherbrooke



MORKILL, RICHARD DALBY
1873-1874

Naissance

Le 26 août 1818, dans le Yorkshire (Angleterre).

Famille

Descendant de Thomas Morkill.

Études

Mariage

A Luvia Doolittle Osgood, fille d'Alexandre Osgood de Sherbrooke, à l'église St. Peter's le 2 juin 1845.

Décès

A Sherbrooke, le 3 février 1900.

Carrière municipale

Conseiller: de février 1858 au 27 janvier 1873.

Maire: du 27 janvier 1873 au 20 janvier 1875.

Activités professionnelles

Parti de Bardsey, dans le Yorkshire, Richard Dalby Morkill parvient à Sherbrooke en octobre 1836. Il entre alors comme commis pour Gibson and Co., firme de Québec qui possède une succursale à Sherbrooke.

En 1840, il ouvre son propre magasin général et se spécialise dans la vente de créations et d'importations européennes. Premier à implanter ce type de commerce dans les Cantons de l'Est, il voit son établissement devenir progressivement l'un des plus considérables de Sherbrooke. Parallèlement, il s'engage dans plusieurs entreprises industrielles d'exploitation de bois d'oeuvre et de minoterie. Il possède notamment un moulin à Stoke Centre. Morkill participe aussi à titre d'actionnaire à d'importants projets dans la région. Ainsi souscrit-il à la Sherbrooke and Magog Turnpike Road, entreprise de construction de routes en 1853, et surtout à la Eastern Townships Bank.

Au plan social, Morkill est membre du Conseil d'administration puis secrétaire de la Sherbrooke Academy durant les années 1850.

Enfin, vers la fin des années 1880, il vend son commerce à son fils, R.D. Morkill J^r, devenu son associé depuis plusieurs années déjà. A ce moment, il devient courtier en assurances et immeubles.

Carrière politique municipale

Conseiller municipal de Sherbrooke depuis février 1858, Morkill est nommé maire le 27 janvier 1873, choisi de préférence à Andrew Paton. La nouvelle loi électorale qui s'applique depuis décembre 1872 limite le mandat du maire à un an; elle prévoit, par ailleurs, la sortie de charge de deux conseillers chaque année.

Réélu en février 1874, Morkill s'absente entre les mois de juillet et de septembre pour effectuer à ses frais un séjour en Europe. A cette occasion, Andrew Paton assure l'intérim.

Pendant les mandats de Morkill, le Conseil municipal surveille le développement de la Sherbrooke Eastern Townships and Kennebec Railway. Le 2 juin 1873, le Conseil rappelle à la compagnie qu'il lui a attribué une somme de 50 000 \$ pour aider à la construction du chemin de fer devant relier Sherbrooke et Québec, via la Beauce. Les travaux qui ont débuté en 1870 ont été interrompus à deux reprises, et le Conseil veut savoir à quel moment la Compagnie prévoit terminer les travaux et de quel matériau seront faits les rails: en fer ou en bois? Le 22 octobre 1874, le tronçon entre Sherbrooke et Westbury est enfin inauguré. En 1875, la ligne qui reliera Sherbrooke et Lévis, prend le

nom de Quebec Central Railway.

Le Conseil de ville de Sherbrooke doit aussi assurer certains services de police. En août 1873, il autorise le Comité de protection contre les incendies à organiser un corps de police volontaire, afin de protéger les propriétés contre le vol et le vandalisme à l'occasion d'incendies. L'année suivante, le Conseil engage deux policiers pour effectuer la surveillance aux heures d'arrivée des trains du Grand Tronc.

Contre les incendies, un règlement du Conseil adopté le 21 août 1873 interdit la construction d'édifices de bois dans le centre-ville.

On se préoccupe aussi de parfaire l'instruction des commis de bureau et des ouvriers. En novembre 1873, une école d'art, Drawing and Art School, obtient du Conseil la permission d'occuper l'étage supérieur de la Sherbrooke Academy et l'octroi de bois de chauffage pour l'hiver. Cette école commence ses activités en janvier 1874.

Une autre question importante pour le Conseil est celle de la vente des boissons alcoolisées, question très controversée au Canada, à cette période. Le maire Morkill semble un ardent partisan de la prohibition. Le 17 mars 1874, le Conseil lui "accorde" le mandat de faire parvenir une pétition au gouverneur général, au Sénat et à la Chambre des communes, pour les prier d'interdire la fabrication et la vente de boissons alcoolisées. En ce qui concerne particulièrement

Sherbrooke, le Conseil propose d'amender le règlement n° 63 de manière à ne plus accorder de permis de vente de boissons alcoolisées dans les magasins de Sherbrooke. Exceptionnellement, la séance du 7 avril se tient chez le conseiller H.R. Beckett, retenu au lit par la maladie, afin de lui permettre de voter. Les conseillers Griffith et Camirand refusent de se rendre chez Beckett; le conseiller Archambault vote contre l'amendement qui est adopté grâce aux votes de Paton, Elkins, Beckett et Morkill.

Le double mandat de Morkill coïncide avec un développement important pour la ville de Sherbrooke. Le 11 juin 1874, la ville est divisée en trois quartiers: Nord, Est et Centre-sud. En août suivant, le Conseil décide de construire le premier égout souterrain sous la rue Wellington. Sherbrooke est érigée en diocèse le 28 août et Mgr Antoine Racine en devient le premier évêque le 1er septembre suivant. En septembre également, le journal Le Progrès est fondé par les frères Louis-Charles et Louis-Arthur Bélanger.

Le 28 septembre, la Canadian Meat Produce Co. Ltd annonce son intention de s'établir à Sherbrooke; la Ville l'y encourage en lui offrant des exemptions fiscales, boni et autres mesures avantageuses. Cette industrie s'établira finalement à l'extrémité du quartier Est, lieu appelé Newington. En 1874, enfin, la Smith Elkins Manufacturing Co. ouvre une usine de fabrication de poêles. Cette usine est située à l'endroit où s'élève maintenant l'American Biltrite, rue Bank.



GRIFFITH, JOHN
1875-1876

Naissance

A Québec en 1814.

Famille

Fils de Joseph Griffith, originaire d'Irlande et de Joanna O'Brien. La famille s'installe à Sherbrooke le 9 août 1826.

Études

Mariage

A Ann McKenty de Shipton, le 6 mars 1848, à l'église Saint-Colomban; de ce mariage naîtront deux filles et un garçon.

Décès

A Sherbrooke, le 3 avril 1885.

Les Maires de Sherbrooke

Carrière municipale

Conseiller: du 14 août 1852 au 8 janvier 1872; du 13 février 1872 au 20 janvier 1875; du 17 janvier 1876 au 21 janvier 1881.
Maire: du 20 janvier 1875 au 17 janvier 1876; du 21 janvier 1881 au 18 janvier 1882.

Activités professionnelles

Vers 1840, Griffith ouvre un magasin général rue Commercial (rue Dufferin); ce commerce se maintient jusqu'en 1871. Au cours de cette période, il remplit les fonctions de juge de paix et de commissaire de faillites. En 1863, Griffith est nommé percepteur du revenu et inspecteur des licences pour le gouvernement de l'Union. A l'avènement de la Confédération, il demeure inspecteur des licences pour le gouvernement provincial et percep- teur du revenu pour le fédéral. Il occupe toujours ces fonctions lors de son décès en avril 1885.

Il est un des actionnaires de la Sherbrooke and Magog Turnpike Road constituée le 15 novembre 1854, qui a pour objectif de construire la route entre Sherbrooke et Magog. Il est aussi l'un des 29 membres-fondateurs de la Sherbrooke Permanent Building Society (plus tard Sherbrooke Trust), constituée en septembre 1874 à titre de "société d'habitation", avec fin de faciliter la construction, la rénovation et l'achat d'immeubles. A partir de 1877, la Société aura ses bureaux dans l'édifice Griffith, rue Commercial (aujourd'hui édifice du Pionnier, rue Dufferin).

Les Maires de Sherbrooke

John Griffith est enfin un des directeurs de la Stanstead and Sherbrooke Fire Insurance Co.

Carrière politique municipale

Déjà membre du Conseil de comté de Sherbrooke, Griffith devient conseiller du premier Conseil lorsque Sherbrooke est constituée en municipalité en 1852. Il le demeure sans interruption jusqu'à sa défaite aux élections municipales de janvier 1872. Dès le 13 février suivant, il est de retour, succédant à John Précourt démissionnaire. Élu maire le 20 janvier 1875, il devient le premier Irlandais catholique à accéder à ce poste. A partir de 1876, il représente le quartier Centre au Conseil. Griffith obtient un second mandat à la mairie en 1881; mais l'année suivante, il se retire pour raison de santé.

La petite vérole sévit à Sherbrooke en 1875. Dès janvier, le Conseil adopte un règlement pour réorganiser le Comité d'hygiène qui devra prendre des mesures propres à enrayer la contagion.

La crise économique qui frappe le pays depuis 1873 poursuit ses effets. La ville de Sherbrooke est contrainte de vendre les obligations, d'une valeur de 21 000 \$, qu'elle possède à la Banque de Montréal, pour rembourser un emprunt de 16 954 \$.

La Ville qui a souscrit à la construction de deux chemins de fer, le St. Francis Megantic and International et le Eastern Townships and Kennebec Railway, déplore le fait que le gouvernement provincial ne fournisse plus

d'aide aux compagnies de chemin de fer. Le Conseil de ville s'en plaint dans une lettre adressée le 7 décembre au gouvernement de la province.

Malgré la situation économique défavorable, le Conseil de ville accepte des innovations. A son assemblée du 2 novembre 1875, il décide de placer des fanaux aux coins de quelques rues de la ville.

D'ailleurs, la ville se développe et la population s'accroît. Elle compte 7 585 habitants, ce qui lui donne droit au rang de "cité" auquel elle est élevée par une loi du Parlement provincial sanctionnée le 24 décembre 1875. Selon cette loi, les engagements et les règlements antérieurs de la ville demeurent. Les limites sont celles de 1852, mais la ville est divisée en quatre quartiers. Deux conseillers représentent le Nord, un le Sud, un l'Est et trois le Centre. Les sept conseillers élisent un des leurs comme maire. Le maire doit posséder 1 000 \$ en propriété. Pour être conseiller, il faut avoir 21 ans et être un sujet de Sa Majesté. Il faut aussi posséder, à son nom ou celui de sa femme, 600 \$ de propriété. Il faut habiter Sherbrooke depuis un an et avoir payé les taxes scolaires et municipales. Quant aux électeurs, ils doivent avoir des propriétés à leur nom ou à celui de leur femme pour une valeur de 200 \$, ou avoir payé un loyer de 20 \$ au cours de l'année. Les élections se tiennent le deuxième lundi de janvier. Le maire est élu pour un an et les conseillers pour trois ans. Après la première élection, deux conseillers se retireront la première année, deux autres la

deuxième année et les trois derniers, la troisième année. Le Conseil décide qui se retire après les première et deuxième années.

Dans le secteur privé, la Eastern Townships and Kennebec Railway est réorganisée à cause d'une mauvaise situation financière. Elle devient la Quebec Central Railway. Financée par des capitaux anglais, elle a son siège à Londres jusqu'en 1913. Joseph G. Robertson, de Sherbrooke, en demeure cependant le président. Et la nouvelle société prolonge le chemin de fer jusqu'à Weedon. Pendant ce temps, la St. Francis Megantic and International Railway construit un premier tronçon jusqu'à Robinson (canton de Bury).

En mars 1875, François Codère et E. Boucher fondent une société commerciale connue sous le nom de Codère et Boucher. Les associés se livrent au commerce de la ferblanterie et de la ferronnerie. Le 21 avril, quatre religieuses des Soeurs de la Charité de Saint-Hyacinthe ouvrent l'Hospice du Sacré-Coeur dans une maison de brique sise au coin des rues Galt et Fédéral.

Le 19 avril, débutent les travaux d'agrandissement du Collège de Sherbrooke: une nouvelle aile de cinquante pieds sur quarante-cinq s'élève sur trois étages. Le 30 août, un décret de Mgr Antoine Racine érige le Collège en séminaire diocésain, le Séminaire Saint-Charles Borromée. En septembre, quatre classes du cours commercial et une du cours classique sont inaugurées. Cent vingt-deux élèves fréquentent l'institution.

Le site de la prison de Sherbrooke étant acquis par le Séminaire, l'année 1875 voit aussi la construction d'une nouvelle prison (corps principal de l'édifice actuel). Elle voit enfin la construction d'un palais de justice (partie du manège militaire de la rue Williams).



CLARK, ELEAZAR
1876-1877

Naissance

A Stanstead, le 23 février 1811

Famille

Fils de Sarah Brown et d'Eleazar Clark, un des premiers pionniers du canton de Stanstead.

Études

Mariage

A Miranda Haskell, fille de Benjamin Haskell d'Ascot, à la mission protestante épiscopale de Sherbrooke et Lennoxville, le 14 juin 1835; neuf enfants naîtront de ce mariage.

Décès

A Sherbrooke, le 28 juin 1889, à l'âge de 78 ans.

Carrière municipale

Conseiller: de 1859 à 1869; du 22 janvier 1878 au 20 janvier 1879.

Maire: du 17 janvier 1876 au 15 janvier 1877; du 16 février 1877 au 22 janvier 1878.

Activités professionnelles

Au cours de ses quelque 50 années de résidence à Sherbrooke, Clark occupe plusieurs fonctions pour le district judiciaire de Saint-François: inspecteur du revenu, juge de paix, inspecteur des poids et mesures, poste qu'il occupe toujours au moment de son décès en juin 1889.

Homme d'affaires très entreprenant, Clark joue un rôle important dans la découverte de gisements de cuivre dans la région, et plus particulièrement dans le canton d'Ascot. Il y entreprend des prospections au cours des années 1860. Il ouvre plusieurs mines dont une qui porte son nom. Il exploite également d'autres mines en Ontario où il est allé poursuivre ses explorations. La vente de ses terres minières, à fort bon prix, parfois même jusqu'à 100 000 \$, lui permet d'amasser une véritable fortune.

Il peut ainsi investir des sommes considérables dans le secteur foncier. Ses spéculations dans le quartier Nord de la ville lui font réaliser d'intéressants profits par la revente de terres divisées en plusieurs

lots. Clark est aussi l'un des actionnaires de la Eastern Townships Bank.

Carrière politique municipale

Ancien conseiller municipal de 1859 à 1869, Clark effectue un retour à la vie politique le 10 janvier 1876, comme représentant du quartier Nord. Il est élu maire sans opposition le 17 janvier suivant. Il est ré-élu le 12 février 1877 en remplacement de Heneker, démissionnaire.

Dès février 1876, probablement à cause de l'influence du maire Clark, homme d'affaires efficace, le nouveau Conseil de ville manifeste son intention de mettre de l'ordre dans les finances et dans les livres de la municipalité. Plusieurs mesures sont donc adoptées en ce sens: obligation de procéder par commande écrite pour tout achat de matériel au nom de la municipalité; obligation de s'en tenir au budget alloué aux différents comités (Police, 2 000 \$; Hygiène et indigents, 1 500 \$; Protection contre les incendies, 5 000 \$; Voirie, 10 000 \$; Finance, 5 000 \$). De plus, à partir de novembre 1876, une mesure est adoptée afin que les comptes municipaux en souffrance soient mis entre les mains des avocats de la ville pour perception.

A cette époque, la ville de Sherbrooke possède les valeurs suivantes:

Hôtel de ville:	20 000 \$
Casernes de pompiers:	3 000 \$
Terrain de manoeuvres:	3 000 \$
Ancienne prison:	3 000 \$

En mars 1876, la Municipalité décide de se doter d'un nouveau sceau en remplacement de l'ancien sceau de "ville" devenu désuet depuis que Sherbrooke a reçu sa nouvelle charte de "cité" en 1875. Le Conseil révisé également tous les règlements en vigueur, les classe et en dresse un index.

Le 1er août, la Ville songe à l'organisation de la force policière dans Sherbrooke. Cependant, une semaine plus tard, les trois policiers déjà engagés sont congédiés à la suite d'une entente avec le gouvernement pour l'embauche de trois policiers provinciaux.

En décembre 1876, la Ville accorde un boni de 15 000 \$ à la Canadian Meat and Produce Co. pour l'aider à reprendre ses activités interrompues par un incendie.

La Ville accorde également à la Sherbrooke Gas Co. le droit exclusif de fournir du gaz à la ville pour une période de 25 ans, à compter du 1er mai 1876. La compagnie pourra jouir d'une exemption de taxes d'une durée de 20 ans et elle aura le droit d'installer ses conduites dans les rues où elle le désire. Elle s'engage à fournir du gaz avant la fin de 1877. L'année suivante, elle obtiendra un délai jusqu'en juin 1878.

En avril 1877, le Comité d'hygiène recommande la vaccination de tous les citoyens de la ville contre la petite vérole. Le Conseil adopte cette mesure. Il est aussi à la recherche d'un endroit pour loger les personnes atteintes de cette maladie, car la maison du canton d'Orford qui les accueillait a

signifié son intention de ne plus les recevoir. En juillet 1877, le Conseil achète un terrain et, en novembre, le Comité d'hygiène recommande la construction d'un édifice temporaire devant servir comme "hôpital" pour la petite vérole; il sera connu sous le nom "d'Hôpital civique".

En 1877 toujours, la Ville fait parvenir 1 000 \$ aux 20 000 sans-abri de Saint-Jean (Nouveau-Brunswick), victimes d'un grave incendie.

En août, le Conseil accepte la soumission de Law et Wilson et leur accorde le contrat pour une nouvelle caserne de pompiers, rue Market (terrain du Séminaire, rue Marquette actuelle). Ce sera fait au coût de 8 641,67 \$. En novembre, la Ville procède à l'achat d'une cloche pour l'édifice.

L'année 1877 voit aussi l'ouverture de la Central School, rue King, face à la rue Goodhue (aujourd'hui rue Camirand). Il s'agit d'une école primaire protestante. C'est également l'année où la Sherbrooke Academy (fondée en 1857) devient la Young Ladies Academy, coin Market et Academy (Marquette et Académie).

HENEKER, RICHARD WILLIAM
1877

Deuxième mandat

Absent de la scène politique municipale pendant plusieurs années, Richard William Heneker effectue un retour en janvier 1876, en tant que représentant du quartier Nord. Élu maire le 15 janvier 1877, il démissionne le 12 février suivant, demeurant toutefois simple conseiller. Absent de Sherbrooke à partir du 13 juillet, Heneker voit son siège déclaré vacant le 14 septembre 1877, en raison de son absence de plus de deux mois aux assemblées du conseil. Réélu sans opposition une semaine plus tard, Heneker poursuit sa carrière politique municipale durant cinq autres années, pour se retirer le 2 janvier 1883. De 1876 à 1882, il sera d'abord membre, puis président du Comité des finances.



IVES, WILLIAM BULLOCK
1878

Naissance

Le 17 novembre 1841, dans le canton de Compton.

Famille

Fils d'Artemissa Bullock et d'Ell Ives. D'ascendance britannique, les Ives ont d'abord immigré au Connecticut, puis dans les Cantons de l'Est, avec un groupe de loyalties.

Études

A la Compton Academy, puis cléricature à Sherbrooke; admission au Barreau en 1867.

Mariage

A Elizabeth Emma Pope, fille de John Henry Pope, ministre du cabinet Macdonald, le 20 novembre 1869, à l'église anglicane de Cookshire; le couple n'aura pas d'enfants.

Décès

A Ottawa, le 15 juillet 1899, à l'âge de 57 ans; funérailles à l'église anglicane St. Peter's de Sherbrooke.

Carrière municipale

Conseiller: de janvier 1875 au 22 janvier 1878.

Maire: du 22 janvier 1878 au 20 janvier 1879.

Activités professionnelles

Ives pratique le droit à Sherbrooke de 1867 à 1890, s'associant successivement à H.M. Hovey de Stanstead, F.E. Gilman de Montréal, J.W. Merry de Coaticook, H.B. Brown et C.A. French de Sherbrooke. Il est aussi un homme d'affaires très actif et son nom est lié à plusieurs entreprises industrielles: dans le domaine du bois, de la pulpe et du papier (il est président de la Salmon River Pulp Co., de la Royal Pulp and Paper Co. d'East Angus, de la Scotstown Lumber Co. et de la Cookshire Mills Co.); dans les chemins de fer (Hereford Railway Co.); dans la fabrication de la chaux (il est vice-président de la Dominion Lime Co. de Dudswell); il est aussi vice-président de la Dominion Castle Co.; il a des actions dans la Paton Mills Co. et dans la Sherbrooke Gas and Water Co. Au cours des années 1890, il s'engage de plus dans l'exploitation minière en Colombie Britannique. C'est au retour d'une visite dans cette province qu'il est frappé de l'attaque de paralysie qui l'emporte.

Carrière politique fédérale

En 1878, Ives est élu député de Richmond-Wolfe à la Chambre des communes. Il représente cette circonscription pour le parti conservateur jusqu'en 1891, alors qu'il devient député de Sherbrooke. De décembre 1892 jusqu'à la victoire libérale de 1896, Ives fait partie du cabinet conservateur, à titre de président du Conseil privé puis de ministre du commerce. Il siège enfin dans l'opposition de 1896 jusqu'à son décès, le 15 juillet 1899.

Carrière politique municipale

Ives est un grand propriétaire de l'Est de Sherbrooke. En 1869, il acquiert Wilminhorst, vaste domaine qui passe aux Filles de la Charité du Sacré-Coeur en 1911, et dont une partie constitue l'actuel numéro 605 de la rue Bowen Sud. Aussi est-ce comme représentant du quartier Est de la ville qu'il est conseiller de 1875 à 1879. Et le 22 janvier 1878, il devient maire de Sherbrooke.

Son mandat à la mairie coïncide avec les derniers soubresauts de la crise économique qui sévit au pays depuis 1873. Les affaires restent mauvaises et la Ville a peu d'argent. Pourtant, en août 1878, à la suite de plaintes de nombreux citoyens au sujet du taux d'évaluation, le Conseil consent à une diminution des taxes foncières dans plusieurs cas et, par conséquent, à une diminution des revenus municipaux. Par contre, la situation précaire des finances de la ville n'empêche pas le Conseil d'autoriser la création d'un établissement de bains publics, "à un endroit approprié" et sous la surveillance d'un gardien.

Le Conseil doit aussi se prononcer encore une fois sur la question des permis pour la vente de l'alcool. Le 3 juin, il décide qu'aucun permis ne sera octroyé aux tavernes pour la vente de boissons alcoolisées.

Pendant ce temps, la ville voit la fondation du journal l'Examiner de W.A. Moorehouse; l'inauguration d'un nouvel édifice de la Eastern Townships Bank rue Commercial (l'actuel édifice, rue Dufferin); la construction, au coût de 5 000 \$, du nouvel édifice de la Young Men's Academy, coin Portland et Queen (l'actuelle école Mitchell); le lancement du bateau à vapeur l'Enterprise de R.N. Arkley, naviguant sur la Saint-François entre Sherbrooke et Bromptonville; enfin la visite, le 12 août, du gouverneur général Lord Dufferin.

CLARK, ELEAZAR
1879

Deuxième mandat

Un des premiers gestes du nouveau Conseil municipal formé en 1879, à nouveau sous la direction de Clark, est la création d'un comité chargé d'examiner les livres municipaux de l'année précédente. Le Comité, sous la présidence du conseiller Heneker, note dans son rapport l'absence d'ordre et de méthode dans les livres tenus par le secrétaire-trésorier William Griffith. Il révèle des irrégularités dans des paiements de comptes n'ayant pas été soumis au Conseil. Le conseiller John Griffith et le secrétaire-trésorier sont mis en cause, ayant reçu un paiement pour des vaches et des chevaux destinés aux départements municipaux présidés par le conseiller Griffith.

Les échevins Cabana, Camirand et Woodward se portent à la défense du secrétaire-trésorier, et la motion de destitution est rejetée. Le Comité émet cependant diverses recommandations qu'on tentera d'appliquer par la suite. Il suggère que les vérificateurs-comptables vérifient chaque mois les comptes approuvés par le Conseil et les paiements effectués; il propose également que les comptes soumis soient réglés mensuellement.

Le 3 mars, le Conseil approuve le budget suivant:

Les Maires de Sherbrooke

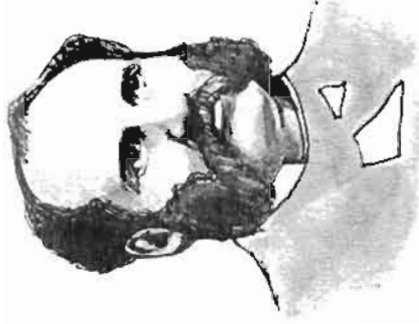
Finances: 8 700 \$
Hygiène et indigents: 1 500 \$
Voirie: 4 000 \$
Police: 1 765 \$
Éclairage: 500 \$
Protection contre les incendies: 2 500 \$

Les finances de la Ville sont dans un piètre état. Déjà très endettée, la Municipalité éprouve beaucoup de difficultés à percevoir ses taxes. Le 9 juin, elle vote une demande d'amendement à sa charte. Il lui est accordé par l'Assemblée législative et sanctionné le 31 octobre 1879. La Ville obtient alors la permission de faire vendre des immeubles pour arrérages de taxes de trois ans et plus. Elle obtient également le droit d'imposer une taxe de 1% sur le traitement de ceux qui gagnent 500 \$ et plus par an.

Le gouvernement provincial ayant renoncé à entretenir une force policière à Sherbrooke, le Comité de la police a été autorisé en 1878 à organiser un corps policier. Le Conseil adopte donc le règlement n° 90 le 9 juin 1879. Suivant ce règlement, deux constables sont engagés, de même que le chef T. Rawson et le sergent P. Couture.

Dernier geste de l'administration Clark, la Municipalité fait installer en janvier 1880 des boîtes d'alarme pour incendie par A.C. Skinner.

Les Maires de Sherbrooke



CABANA, HUBERT-CHARON
1880

Naissance

Le 14 juin 1838, à Verchères.

Famille

Fils de Marie-Louise Enfield et de Lambert Charon Cabana.

Études

Cours classique au Collège de l'Assomption, puis études de droit (1858-1862); admis au Barreau le 7 octobre 1862.

Mariage

Le 13 août 1866, à Mary Esther (Marietta) Carr, fille de Francis Carr et de Suzanna Haines du canton de Compton, à l'église Saint-Thomas d'Aquin de Compton; cinq enfants naîtront de ce mariage.

Décès

Le 8 juin 1901, à Sherbrooke, à l'âge de 62 ans.

Carrière municipale

Conseiller: du 10 janvier 1876 au 17 janvier 1880; du 21 janvier 1881 au 19 janvier 1885.

Maire: du 17 janvier 1880 au 21 janvier 1881; du 19 janvier 1885 au 9 octobre 1885.

Activités professionnelles

Reçu au Barreau en 1862, H.C. Cabana exerce à Sherbrooke durant près de 23 ans les diverses fonctions d'avocat, de juriste-conseil et de procureur. Il est associé à l'étude légale Cabana et Chicoyne. Il enseigne le droit civil à l'Université Bishop's, à l'époque où cette institution comprend une faculté de droit (de 1880 à 1888). Élu bâtonnier du district de Saint-François en mai 1884, Cabana occupe le poste de protonotaire adjoint de la Cour supérieure de la province de Québec pour le district de Saint-François à partir de septembre 1885.

Parallèlement à sa carrière d'avocat, il assume la direction du Pionnier, premier journal francophone de Sherbrooke, qu'il fonde avec Louis-Charles Bélanger en octobre 1866. Devenu seul propriétaire en 1874, il revend le journal quatre ans plus tard à la Compagnie Typographique des Cantons de L'Est qui vient d'être créée. Président de cette compagnie entre 1878 et 1885, il y reste associé par la suite, à titre de membre du Conseil d'administration.

Également commissaire des écoles catholiques de Sherbrooke, président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke en 1871-1872, en 1878 et en 1892, directeur de l'Union des arts et de la Bibliothèque (appellation francisée du Morey Art Building and Library et du Free Reading Room vers la fin du siècle dernier), il est de plus le premier président de l'Union Saint-Joseph des artisans de Sherbrooke, société de bienfaisance fondée en 1874. D'allégeance conservatrice en politique, il est secrétaire du Club Cartier de Sherbrooke.

Carrière politique municipale

Siégeant au Conseil de ville de 1876 à 1885 comme représentant du quartier Centre, H.C. Cabana est élu maire à l'unanimité le 17 janvier 1880, devenant le premier Canadien français à présider les assemblées du Conseil de ville de Sherbrooke.

Au début de l'année 1880, on constate une amélioration notable de la situation économique sherbrookoise. Ainsi le Pionnier signale que les manufactures, dont plusieurs avaient dû fermer leurs portes ou fonctionner au ralenti durant les années précédentes, sont à nouveau en pleine activité.

En mars 1880, après quatre ans de délai, un contrat est signé avec A.O. Granger Co. de Philadelphie, contractant pour le compte de la Sherbrooke Gas and Water Co. Durant la même année, la firme A.O. Granger est chargée des travaux d'installation des conduites d'eau et de gaz à travers la ville. Jusqu'alors, Sherbrooke avait été éclairée à l'aide de lampes à pétrole, et l'eau de la rivière était distribuée de porte en porte.

Les Maires de Sherbrooke

Le nouveau contrat stipule qu'il en coûtera à chaque abonné 12 \$ par robinet par année et 8 \$ par robinet additionnel. Par contre, personne n'est obligé de faire partie du réseau. La compagnie exécute tous les travaux à ses frais, mais elle obtient en retour le privilège exclusif de fournir l'eau et le gaz à la ville pendant 25 ans.

Le 12 avril 1880, la Ville prend possession du nouveau pont en fer sur la rivière Magog dans la basse-ville (actuel pont Gilbert Hyatt). Comme l'ancien pont de bois n'était plus sécuritaire, l'administration précédente du maire Clark avait confié par contrat ces importants travaux à la Toronto Bridge Co. en septembre 1879.

Le 24 avril de la même année, le Conseil octroie un montant de 250 \$ aux sinistrés de l'incendie de Hull.

Le 1er mai, le premier contrat de service téléphonique avec la compagnie Bell est signé. Cette première ligne allait relier la boulangerie de C.H. Fletcher (coin King et Wellington) avec sa brasserie (Spring Brewery) sur le chemin Brompton, soit le site longtemps occupé par la boulangerie Allatt's.

Le Conseil autorise également l'achat d'une carrière de pierres de dallage (pour le recouvrement des rues et des trottoirs), sur la ferme Cunningham, dans le canton de Westbury. Les premiers travailleurs y sont engagés à la fin d'août 1880.

Les Maires de Sherbrooke



GRIFFITH, JOHN
1881

Deuxième mandat

Le 21 janvier 1881, au premier tour de scrutin pour élire le maire, J.R. Woodward obtient trois voix et H.C. Cabana, deux. Obligé de s'absenter de la ville pour ses affaires, le conseiller Woodward, ne peut remplir la fonction. Après discussion, on reprend le vote, et c'est alors que John Griffith est élu.

La population de la ville est alors de 7 446 habitants. Au mois de mai, C.O. Genest ouvre rue Wellington un commerce en gros et en détail de "fleurs, grains, provisions". (Après 1933, le commerce sera connu sous la raison sociale Genest, Nadeau limitée.)

Les Maires de Sherbrooke

A partir du 23 mai, la Quebec Central Railway Co. annonce qu'un express fera le trajet entre Lévis et Sherbrooke en six heures et demie. Et en décembre, un représentant de la Bell Telephone Co. demande au Conseil l'autorisation de fixer des câbles téléphoniques aux poteaux de télégraphe de la ville.

Les Maires de Sherbrooke



WIGGETT, JAMES WILLIAM
1882

Naissance

A Waterville, dans le Canton de Compton, le 16 janvier 1843.

Famille

Fils d'Ann Moore et de William Wiggett qui est venu d'Angleterre avec son père et s'est établi à Waterville.

Études

Études commerciales au Bishop's College School; obtention d'un diplôme de "common school teacher", à Sherbrooke en 1860.

Mariage

A Eliza Johns à l'église anglicane St. George de Lennoxville, le 8 décembre 1864; le couple aura neuf enfants.

Décès

A Sherbrooke, le 3 mars 1885, à l'âge de 42 ans; funérailles à l'église St. Peter's de Sherbrooke.

Carrière municipale

Conseiller: du 12 janvier 1880 au 18 janvier 1882.

Maire: du 18 janvier 1882 au 8 janvier 1883.

Activités professionnelles

James William Wiggert est d'abord à l'emploi de John Prentice Cushing de Lennoxville. Puis, en 1873, il s'établit à Sherbrooke où il gère pendant dix ans la brasserie de Charles H. Fletcher. Il est aussi actionnaire de la firme D. MacManamy & Co., spécialisée dans le commerce du vin et de l'alcool, et l'un des fondateurs de la Sherbrooke Permanent Building Society. En 1883, il fonde avec son frère John A. Wiggert, la Wiggert Bros Co., une entreprise de fabrication de bière, d'alcool et de boissons gazeuses (l'eau minérale Abénakis). Mais la firme rencontre bientôt d'importantes difficultés et Wiggert connaît un revers de fortune; c'est ce qui causera sa mort prématurée à l'âge de 42 ans.

Au point de vue social, Wiggert est un membre actif d'une association anglaise pour sourds-muets, l'Institut McKay; un temps, il en est même le secrétaire-trésorier. Son engagement dans cette institution s'explique par le fait qu'il aurait eu des enfants sourds-muets.

Carrière politique municipale

Wiggert est élu conseiller municipal, représentant du quartier Nord, le 12 janvier 1880, puis il devient maire de la ville le 18 janvier 1882. Pendant le mandat de Wiggert à la mairie, la ville se développe grâce aux initiatives d'entreprises privées comme la Compagnie de téléphone Bell qui inaugure un service de centrale, mais grâce aussi à la politique de boni du Conseil municipal. Toute industrie manufacturière qui s'établira à Sherbrooke sera exemptée de taxes municipales pour une période de 10 à 20 ans. Quant aux manufactures de coton d'au moins 20 000 fuseaux, le règlement n° 94 voté en mars 1882 prévoit à leur endroit une exemption de taxes de 20 ans et une subvention de 5 000 \$.

Afin de les rendre plus efficaces et plus économiques, le Conseil procède aussi à la fusion des services municipaux. C'est ainsi que les services des policiers, des pompiers, de l'éclairage, de l'hygiène, et le Comité des pauvres sont placés sous une seule autorité, celle du chef Robert Davidson. Le Conseil trouve également une solution au problème d'espace du marché public: celui-ci sera logé au premier étage de l'hôtel de ville, tandis que les bureaux municipaux seront aménagés au second.

Au point de vue financier, le Conseil règle la question de la Canadian Meat & Produce Co. Cette dernière a déclaré faillite et fermé ses portes en 1878. La ville, qui détenait une hypothèque de 13 480 \$ sur la propriété, s'en porte acquéreur. Et, sous le mandat de Wiggert, le Conseil autorise la

vente de la propriété aux entrepreneurs Bowen et Woodward qui s'engagent à y établir leurs ateliers de construction et de réparation de locomotives et de wagons au service de la Quebec Central Railway.

L'année 1882 voit enfin le lancement d'un nouveau journal, Le Progrès de l'Est, et la fondation de l'École du centre tenue par les Frères du Sacré-Coeur, aux coins des rues Gillespie, Ball et Alexandre (elle deviendra l'École supérieure de Sherbrooke en 1941, et elle est maintenant connue sous le nom d'École Sacré-Coeur).



LOMAS, ALEXANDER GALT
1883-1884

Naissance

A Sherbrooke, le 4 juin 1845.

Famille

Fils d'Ann Taylor et d'Adam Lomas. Ce dernier est né à Bury (Lancashire, Angleterre) en 1800 et est venu s'établir à Sherbrooke en 1842.

Études

Mariage

A Ellen Maria Pennoyer, fille de Joseph Pennoyer, à l'église St. Peter's de Sherbrooke, le 3 septembre 1872; trois enfants naîtront de ce mariage.

Décès

A Sherbrooke, le 18 janvier 1918, à l'âge de 72 ans.

Carrière municipale

Conseiller: du 21 janvier 1881 au 19 janvier 1883; du 19 janvier 1885 au 27 janvier 1890; du 16 janvier 1893 au 16 janvier 1899.

Maire: du 19 janvier 1883 au 19 janvier 1885.

Activités professionnelles

Devenu l'associé de son père dans la filature que celui-ci a établie en 1842 et qui prend le nom de A. Lomas & Son, Woolen Mills, Alexander Galt Lomas en est l'assistant-directeur durant plusieurs années avant de prendre la tête de l'entreprise. En même temps, il s'occupe de la comptabilité et de la direction de la Magog Woolen Mills (sise près de la rivière Magog, sur la rue Factory, maintenant Frontenac) qu'il fonde en 1868 avec son père, Adam Lomas, et A.L. Grindrod.

Parallèlement à ses activités professionnelles, il est membre de la brigade des incendies et il devient, en 1879, capitaine d'une des compagnies mises sur pied par le Département de protection contre les incendies. Ce serait l'expérience d'un feu qui avait ravagé les moulins Lomas à une époque où les services de pompiers étaient nettement insuffisants qui l'aurait incité à entrer dans la Brigade des incendies.

CARRIÈRE POLITIQUE MUNICIPALE

En se présentant aux élections municipales du 19 janvier 1881, Alexander Galt Lomas suit une fois de plus les traces de son père, qui a été membre du Conseil au cours des années 1850. Élu représentant du quartier Centre, il s'occupe particulièrement du Comité de protection contre les incendies. Deux ans plus tard, soit le 19 janvier 1883, il devient maire de Sherbrooke.

Une des premières décisions du Conseil présidé par Lomas porte, en février 1883, sur la construction du pont situé dans la haute-ville, sur la rivière Magog (Upper Magog Bridge, devenu par la suite le pont Wolfe puis le pont H.C. Cabana). Le contrat dont le montant s'élève à 1 895 \$ est accordé à G.G. Bryant.

En avril, le Conseil doit faire face à des protestations populaires contre la taxe imposée sur le salaire. Le Conseil menace alors de poursuivre en justice ceux qui n'acquittent pas cette taxe en totalité.

Le printemps amène aussi les conseillers à statuer sur une campagne d'embellissement de la ville: dans certaines rues, les propriétaires devront planter des arbres devant leur demeure.

Et la Municipalité suit le progrès: le service téléphonique étant complètement installé dans Sherbrooke, la Municipalité devient un des clients de la Bell Telephone Co. en septembre 1883.

Au mois de décembre suivant, le Comité de protection contre les incendies recommande le démantèlement de l'organisation des volontaires, qui ne répond plus aux besoins, et suggère plutôt la mise sur pied d'un corps de pompiers sur appel, qui seraient payés sur une base annuelle et non plus selon un tarif horaire. Ce corps serait composé d'une quinzaine de personnes, incluant les officiers. Ces changements sont adoptés et appliqués au cours de l'année 1884.

Quant à l'éclairage des rues, qui se fait maintenant au gaz, la Ville se plaint du faible rendement des nouvelles lampes au gaz en comparaison avec les anciennes lampes à l'huile. Le 3 décembre, le Conseil entreprend donc des négociations avec la Sherbrooke Gaz and Water Co. en vue d'un nouveau contrat plus acceptable. Ces négociations seront longues et ardues.

Avec janvier revient l'élection à la mairie. Lomas est réélu le 25 janvier 1884, mais le choix ne fait pas l'unanimité. Ainsi, Le Pionnier du 31 janvier suivant le considère comme une "injustice faite aux Canadiens français qui avaient le droit d'avoir un des leurs à cette charge cette année".

Pendant ce deuxième mandat de Lomas, on décide de prolonger le système d'égouts sur une portion de la rue King. On est donc encore loin d'un réseau complet d'égouts dans la ville.

Puis, à l'automne 1884, le Conseil accède aux demandes de la Dominion Telephone Co., qui veut ériger des poteaux de téléphone dans la ville en plus d'utiliser les poteaux déjà mis en place par la voirie municipale pour le télégraphe d'alarme. La Municipalité elle-même préfère cette compagnie dont les prix sont plus concurrentiels que ceux de Bell; elle signe un contrat annuel avec la Dominion Telephone. Mais l'installation de deux réseaux se révélera bientôt peu profitable: elle apportera un doublement nuisible pour la voirie en plus de perturber et d'endommager le système municipal d'alarme. La concurrence féroce de Bell aura finalement raison de son compétiteur.

L'année 1884 voit aussi la fondation de l'Eastern Townships Agricultural Association (ETAA), société agricole dont la principale activité sera une exposition annuelle à la fin de chaque été.

La paroisse Saint-Michel est démembrée pour la première fois. Le 5 octobre 1884, la paroisse Saint-Jean-Baptiste est créée et sa première église est bénite. Il s'agit d'une église de 111 pieds de longueur, 61 pieds de largeur et 27 pieds de voûte, construite au coût approximatif de 10 000 \$. Hubert-Olivier Chalifoux en est le premier curé.

CABANA, HUBERT-CHARON
1885

Deuxième mandat

L'élection d'Hubert-Charon Cabana à la mairie de Sherbrooke pour un second mandat, le 19 janvier 1885, fait grand bruit dans la presse francophone locale. Le Pionnier et Le Progrès de l'Est y voient, quant à eux, la consécration du droit des Canadiens français de voir un des leurs promu à la mairie sherbrookoise et ce, à intervalles réguliers.

Au printemps 1885, les pourparlers reprennent avec l'agent de la Bell Telephone Co., Carlos Skinner. Cette compagnie désire prolonger ses lignes. Le Comité de protection contre les incendies recommande une réglementation pour l'installation de poteaux et de fils téléphoniques. La Ville, pour sa part, souhaite renouveler son système d'alarme pour les services de police et de feu. Les négociations avec la compagnie traînent en longueur et n'aboutiront qu'à la fin de 1886. Quant à Skinner, après une série de poursuites judiciaires contre son employeur, la Bell Telephone Co., il fonde en 1888 la Sherbrooke Telephone Association, qui deviendra en 1896 la People's Telephone Co., dont le nom sera finalement changé en celui d'Eastern Townships Telephone Co.

En mai 1885, la Ville acquiert de C.H. Fletcher dix acres de terrain dans le quartier Nord pour un montant de 1 500 \$. Cet emplacement doit servir de dépotoir.

Le Conseil municipal, qui a entrepris des pourparlers avec le gouvernement provincial depuis plusieurs années déjà, désire liquider le solde de sa dette (fonds d'emprunt municipal) qui s'élève à 31 671,74 \$. Pour ce faire, il passe le règlement n° 113 le 30 juin 1885, autorisant l'émission d'obligations pour un montant de 30 000 \$.

La ligne du chemin de fer Waterloo & Magog Railway Co. étant terminée et le service de trains établi entre Sherbrooke, Montréal et New-York, le Conseil de ville transmet en juillet le montant promis de 20 000 \$, sous forme d'obligations. Le boni promis à l'origine s'élevait à 25 000 \$, mais il avait été réduit à 20 000 \$, en novembre 1882, au moment de la ratification du règlement par les contribuables.

En août 1885, la crainte se répand que l'épidémie de variole qui a pris des proportions alarmantes à Montréal où elle sévit ne s'étende à Sherbrooke. A la suggestion du maire, le Comité d'hygiène entreprend une campagne de vaccination à travers la ville. Ces mesures préventives se révèleront efficaces puisque la ville ne sera à peu près pas touchée par l'épidémie.

L'Eastern Townships Agricultural Association (ETAA) tient sa première exposition en octobre 1885, en présence du lieutenant-gouverneur Rodrigue Masson.

L'année 1885 voit aussi l'inauguration du nouvel édifice gouvernemental, voisin de la Eastern Townships Bank (actuelle Bibliothèque municipale, rue Dufferin). Le bureau de

poste et le Service des douanes y sont localisés. Une fabrique de cigares, la Queen Cigar Factory, dirigée par W.R. Webster, voit le jour sur la rue Meadow. L'Harmonie de Sherbrooke tient ses premières représentations publiques.

Ce second mandat de Cabana à la mairie se termine prématurément. A la suite de sa nomination, en septembre 1885, à la fonction de protonotaire adjoint du district de Saint-François, H.C. Cabana doit résilier ses fonctions à la mairie en octobre 1885, les deux postes étant incompatibles. William Thomas White assure l'intérim comme premier magistrat de la ville.



WHITE, WILLIAM THOMAS
1886

Naissance

A Québec, le 28 mai 1836.

Famille

Fils de Mary White et de Michael White; les ancêtres de W.T. White sont venus de Newtown, comté de Westmeath (Irlande).

Études

Au High School de Québec et à Bishop's College de Lennoxville. En 1864, il entreprend ses études de droit dans l'étude de C.C. Colby de Stanstead et les complète dans celle de R.N. Hall de Sherbrooke.

Mariage

En premières noces, à Emily Strong Colby, fille de M.F. Colby de Stanstead, le 28 mai 1864, à la Congregational Church de Stanstead. En secondes noces, à Mary Cowan Dickenson, fille de Charles M. Dickenson de Sherbrooke, le 16 août 1870; de cette

deuxième union naîtront deux garçons et une fille, dont Charles, qui sera également maire de Sherbrooke en 1918-1919.

Décès

A Sherbrooke, le 4 avril 1925.

Carrière municipale

Conseiller: du 16 février 1885 au 9 octobre 1885; du 15 janvier 1887 au 9 janvier 1888. Maire: par intérim, du 9 octobre 1885 au 20 janvier 1886; en titre, du 20 janvier 1886 au 15 janvier 1887.

Activités professionnelles

Commis à la Eastern Townships Bank de Stanstead avant d'entreprendre ses études de droit, White exerce sa profession d'avocat à Sherbrooke de 1868 à 1895. Il est successivement associé aux études Hall et White; Hall, White et Panneton; Hall, White et Cate; White et Cate; enfin White, Cate et Wells. Il est le conseiller juridique de plusieurs entreprises et institutions au cours de ces années, telles la Waterloo and Magog Railroad Co. et la Eastern Townships Bank.

Élu bâtonnier du district de Saint-François à cinq reprises entre 1881 et 1891, il devient le bâtonnier général de la province en 1882, 1895 et 1896. Il est également procureur de la Couronne de 1883 à 1888 et de 1891 à 1895. En plus, pendant quelques années, il enseigne le droit criminel au Bishop's College. Nommé juge de la Cour supérieure du district Saint-François le 5 novembre 1895, il occupe ce poste jusqu'en novembre 1904.

Il exerce, par ailleurs, plusieurs fonctions au sein d'entreprises de la région. Président de la Stanstead and Sherbrooke Fire Insurance Co. (1880-1883), il est l'un des 29 fondateurs de la Sherbrooke Permanent Building Society, dont il est membre du Conseil d'administration de 1909 à 1912. Actionnaire de la Sherbrooke Gas and Water Co., il participe à l'achat de la firme A.O. Granger par la Sherbrooke Gas and Water Co. en 1885. Il est président de la Sherbrooke Light, Heat and Power Co. et de la Massawippi Valley Railroad Co.

Journaliste dans ses moments libres, il est pendant quelque temps l'éditeur de la Sherbrooke Gazette. White prend également part au développement social de Sherbrooke. Premier président de la Commission scolaire protestante de Sherbrooke (1875-1880), il est aussi gouverneur du Sherbrooke Hospital.

Carrière politique municipale

Le 16 février 1885, White est élu par acclamation pour représenter les électeurs du quartier Nord de Sherbrooke. Il succède ainsi au conseiller démissionnaire W.C. Lyford. Ayant assumé l'intérim à la mairie à partir d'octobre 1885, après la nomination de H.C. Cabana à la fonction de protonotaire adjoint du district de Saint-François, White est choisi maire à l'unanimité au mois de janvier suivant. Au cours de ses trois années au sein du Conseil, il est président du Comité des finances à deux reprises. Il se retire finalement en janvier 1888.

En 1886, on remarque à Sherbrooke la construction de la gare du Canadien Pacifique à l'extrémité Ouest de la rue Marquette. Le 21 juin 1886, la Sherbrooke Permanent Building Society devient la Sherbrooke Loan and Mortgage Co. (elle deviendra la Sherbrooke Trust en 1927). La législature de la province lui accorde alors une charte spéciale qui la transforme en une véritable entreprise financière.

Le Conseil, qui projette d'ériger un pont de fer sur la rivière Saint-François reliant les quartiers Nord et Est, soumet à l'Assemblée législative une demande pour que celle-ci constitue une compagnie par actions (joint stock company) qui serait chargée d'effectuer les travaux. Cette compagnie s'appelle la Sherbrooke Bridge Co. Elle prévoit l'imposition d'un péage dont les taux maximums sont fixés comme suit:

- 2 ¢ pour un piéton;
- 5 ¢ pour un véhicule à un cheval;
- 8 ¢ pour un véhicule à deux chevaux ou deux boeufs;
- 4 ¢ pour chaque cheval additionnel et cavalier;
- 1 ¢ pour un mouton, un veau, un cochon;
- 0 ¢ pour un enfant ou un cortège funèbre.

Septembre 1886 voit la fondation de l'École supérieure Sainte-Marie, confiée aux religieuses de la Congrégation de Notre-Dame. Deux religieuses résidant au Mont Notre-Dame s'y rendent chaque jour en voiture. Quarante-vingt-quatre élèves sont inscrites la première année.



MURRAY, WILLIAM
1887

Naissance

Le 15 août 1845, dans le comté d'Armagh (Irlande).

Famille

William Murray vint au Canada avec ses parents, alors qu'il était enfant.

Études

Cours commercial à Saint-Edouard (Napierville).

Mariage

A Amélia Moreau, le 25 mai 1868; le couple aura trois filles et deux garçons.

DÉCÈS

A Sherbrooke, le 4 septembre 1909; funérailles à l'église St. Patrick.

Carrière municipale

Conseiller: du 12 janvier 1885 au 15 janvier 1887; de janvier 1888 à janvier 1894.

Maire: du 15 janvier 1887 au 9 janvier 1888.

Activités professionnelles

Ses études terminées, Murray entre en apprentissage chez Alexander McGibbon de Montréal, qui oeuvre dans le commerce de l'épicerie. Il vient s'établir à Sherbrooke en 1868 et il y ouvre un magasin général. En 1881, il vend son commerce pour devenir épicier grossiste. Homme d'affaires en vue, Murray est membre fondateur du Sherbrooke Board of Trade, constitué le 13 décembre 1889. L'année suivante, il en est le vice-président.

Juge de paix du district de Saint-François, il est nommé par le Gouvernement, en 1878, membre puis président de la Cour des commissaires du canton d'Ascot. Il occupe une fonction dans cette cour jusqu'en 1887.

Président de la St. Patrick's Society, Murray est aussi membre du Comité de fondation de l'église St. Patrick, inaugurée le 4 septembre 1887. Pendant vingt-deux ans, il est un des marguilliers de cette paroisse. Il agit comme commissaire et secrétaire de la Commission scolaire des écoles catholiques de Sherbrooke pendant trente ans.

Murray est l'un des directeurs de la Compagnie de Colonisation et de Crédit des Cantons de l'Est lors de sa constitution. Il est enfin un membre fondateur de la Compagnie

typographique, propriétaire du Pionnier, et il en est le président en 1877.

Carrière politique municipale

Murray accède à la fonction de maire le 15 janvier 1887, devenant ainsi le deuxième Irlandais à occuper le poste.

Le budget de la ville est alors de 60 338 \$. Pour sa part, la célébration, en 1887, du jubilé d'or de la reine Victoria coûte à la ville 357.50 \$, dont 200 \$ pour un feu d'artifice. Au budget apparaît également l'aménagement d'un nouveau marché, sur un lot vacant, rue Market (Marquette).

Sherbrooke continue dans la voie de la modernisation telle qu'elle apparaît à la fin du XIX^e siècle. Symbole de progrès, la première liste des abonnés de téléphone est publiée; elle comprend 46 noms. Deuxième signe: en avril, le Conseil décide de numéroter les maisons; le Comité de police est mandaté pour exécuter cette décision.

De plus, la Municipalité et la Sherbrooke Gas and Water Co. en viennent à une entente, à la suite d'une longue querelle. Le contrat, signé en septembre, est pour une durée de 12 ans. Pour assurer l'éclairage, la compagnie bénéficie d'une exemption de taxes jusqu'au 1er juillet 1905. Par ailleurs, la Municipalité se réserve la possibilité de racheter les infrastructures de la compagnie, à compter de cette date (1er juillet 1905).

Enfin, c'est l'inauguration de l'éclairage électrique à Sherbrooke. Le Conseil en entier et une grande partie des citoyens assistent à la démonstration donnée par la Royal Electric Co. L'installation comprend trois lampes à arc placées aux trois intersections les plus importantes: angle des rues Factory-Wellington, Market-Factory et King-Wellington. Il n'en est pas question pour les maisons, car on craint les méfaits de l'électricité.

Et le 8 décembre a lieu l'ouverture officielle du nouvel Hôpital du Sacré-Coeur sur la rue Belvédère.



PANNETON, LOUIS-EDMOND
1888

Naissance

Dans la banlieue de Trois-Rivières, le 6 juillet 1848.

Famille

Fils de Marie Blondin et d'André Panneton, cultivateur.

Études

Cours classique au Séminaire de Trois-Rivières; cléricature à l'étude Borlase à Sherbrooke entre 1865 et 1870; admission au Barreau le 21 juin 1870.

Mariage

A Corinne Dorais, fille de Louise-Elmire Poisson et de Louis-Trefflé Dorais, député de Nicolet à l'Assemblée législative, le 6 juillet 1886 dans la paroisse Saint-Grégoire (Nicolet); de ce mariage naîtront cinq enfants, quatre garçons et une fille.

Décès

A Montréal, le 5 août 1935, à l'âge de 87 ans; inhumation au cimetière de la Côte-des-Neiges.

Carrière municipale

Conseiller: du 11 janvier 1886 au 18 janvier 1888.

Maire: du 18 janvier 1888 au 18 janvier 1889.

Activités professionnelles

Pour la pratique du droit, Louis-Edmond Panneton s'associe tour à tour avec les avocats J. Short, R.N. Hall et W.T. White, puis avec H.W. Mulvena et J. Alfred Leblanc, enfin, avec ce dernier et son propre fils Dorais Panneton. Comme avocat criminaliste, il se signale dans la défense de personnes accusées de meurtre, dans des causes célèbres en leur temps. Au civil, son nom est particulièrement lié au procès Gouin vs McManamy qui porte sur la propriété du fond de la rivière Magog. Sa compétence et sa réputation lui valent aussi d'être appelé à deux reprises à plaider au Conseil privé de Londres. Il est conseiller juridique de la Ville de Sherbrooke pendant plusieurs années et il enseigne le droit civil à l'Université Bishop's. Entre 1886 et 1907, il est élu bâtonnier du district de Saint-François à six reprises. En 1907 et 1908, il est choisi comme bâtonnier général du Barreau de la province.

Le 7 décembre 1912, il devient juge de la Cour supérieure du district de Montréal et il le restera jusqu'à sa démission en 1933,

à l'âge de 85 ans. Il siège pendant plusieurs années à la Cour de révision. En juin 1916, il est nommé commissaire royal pour faire enquête sur l'administration de la ville de Montréal; le rapport qu'il produit à la fin de cette enquête est percutant, puisqu'il entraîne la démission de sept échevins. En 1920, Panneton est désigné comme administrateur de la loi des faillites pour le district de Montréal.

Lorsqu'après une longue carrière, il se retire de la magistrature le 15 janvier 1933, il revient à la pratique du droit comme conseiller du plus jeune de ses fils, Jacques, à son étude de Montréal.

Parallèlement à sa carrière d'avocat, Louis-Edmond Panneton remplit diverses fonctions sociales à Sherbrooke et dans les Cantons de l'Est. Il est membre-fondateur de la Sherbrooke Permanent Building Society, commissaire des écoles catholiques en 1877, membre du Bureau des examinateurs qui décerne les diplômes d'enseignement en 1885 et 1886, président de la Compagnie typographique des Cantons de l'Est, propriétaire de l'hebdomadaire Le Pionnier, propriétaire et éditeur du journal Le Peuple, hebdomadaire sherbrookoïse qui paraît du 18 novembre 1890 au 20 mars 1891. Il est également président de la Sherbrooke Library & Art Union en 1895 et 1896 ainsi que de la Société Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke en 1880, 1907 et 1908. Conservateur en politique, il est président de l'association conservatrice connue sous le nom de Club Cartier en 1878 et 1897.

Carrière politique provinciale

A l'élection provinciale de 1892, Panneton est élu député de Sherbrooke, triomphant de deux adversaires dont J.G. Robertson, longtemps trésorier de la province. Il est ainsi le premier député francophone de Sherbrooke. Il est réélu en 1897 mais défait par Pantaléon Pelletier en 1900. De son travail à l'Assemblée législative, on retient particulièrement la loi qui porte son nom, qui nécessita une chaude lutte contre les propriétaires forestiers et qui visait à améliorer les conditions salariales des bûcherons et des employés de chantier.

Carrière politique municipale

Au niveau municipal, Panneton est élu sans opposition représentant du quartier Centre le 11 janvier 1886. Deux ans plus tard, le 18 janvier 1888, il devient le quatorzième maire de Sherbrooke au cours d'une élection qu'il remporte de justesse grâce à l'intervention du maire sortant, procédé peu habituel pour une élection à la mairie.

Le 6 février, dès le début du mandat du nouveau maire, la Woman Christian Temperance Union présente une pétition de 552 signatures demandant la prohibition de la vente de boissons alcoolisées dans tous les magasins et cabarets de la ville. A deux reprises, le Conseil vote sur cette question et se divise; le vote prépondérant du maire fait échec à la requête.

En juillet, le Conseil signe un nouveau contrat avec la Sherbrooke Gas & Water Co. Il s'agit, cette fois, de remplacer l'éclairage au gaz par l'éclairage à l'électricité dans

les rues de la ville. Grâce à deux dynamos qu'elle vient d'installer à son usine de la rue Factory (Frontenac), la compagnie peut assurer ce service; la transformation s'effectue avant le début de l'année 1889. La compagnie compte aussi sur une clientèle privée; pour l'obtenir, elle installe gratuitement les fils et donne les lampes.

En novembre, le Conseil décide d'ouvrir sans délai un parc dans l'Est de la ville; ce parc, le parc Forsyth, est situé à l'arrière de l'église Saint-Jean-Baptiste. Enfin, en décembre, à la suite de nombreux débats sur la procédure d'élection municipale, il est décidé de maintenir la procédure prévue par la charte. Seul le nombre des conseillers est modifié, passant de 7 à 11, soit 3 pour les quartiers Nord, Sud et Centre, et 2 pour le quartier Est. L'amendement à la charte qui permet l'augmentation du nombre des conseillers sera fait le 21 mars 1889 et entrera en vigueur pour l'élection de janvier 1890.

Dans le domaine laissé à l'initiative privée, l'année 1888 voit la fondation du Sherbrooke Protestant Hospital.



BRYANT, GEORGE GILMAN
1889

Naissance

A Stanstead, en mars 1833.

Famille

Fils de W.E. Bryant et de Clarissa Barnett, Américains venus s'installer à Stanstead en 1830, puis à Sherbrooke en 1845.

Études

A la Sherbrooke Academy.

Mariage

A Alicia Hall, fille de John Hall, le 8 janvier 1856; quatre enfants naîtront de ce mariage: un fils mort en bas âge et trois filles.

DÉCÈS

Le 28 janvier 1906, à sa résidence de la rue Portland, à l'âge de 73 ans; funérailles à la Methodist Church de Sherbrooke.

Carrière municipale

Conseiller: de 1884 à 1888; de 1890 à 1895.
Maire: du 18 janvier 1889 au 27 janvier 1890.

Activités professionnelles

George Gilman Bryant est d'abord employé du Grand Trunk Railway à Richmond. Puis il débute en affaires, à son compte, comme entrepreneur en construction. Il construira, entre autres, l'église méthodiste de Sherbrooke et plusieurs gares sur la ligne principale du Canadian Pacific Railway jusqu'à Sudbury. En 1870, il fonde une entreprise de matériaux de construction. Il devient également manufacturier en 1877, et sa compagnie, la G.G. Bryant and Co., fabrique portes, châssis et tout autre objet de menuiserie.

Il se lance même dans la construction de maisons d'habitation démontables pour les colons européens qui s'installent dans l'Ouest canadien. Mais la concurrence d'entreprises du même genre établies au Manitoba le force à abandonner cette industrie après quelques années.

Au sein de la société sherbrookoise, Bryant milite avec acharnement pour la cause de la tempérance. Il est en tête de toutes les mesures qui visent la restriction du trafic de l'alcool.

Durant les dernières années de sa vie, il prend une part active à la Chambre de commerce, qui a été constituée le 13 décembre 1889, alors qu'il était maire, sous le nom de Sherbrooke Board of Trade. Au moment de

sa mort, en 1906, il est encore membre du conseil de cet organisme.

Carrière politique municipale

Le Conseil trouve important de faire connaître les avantages que possède la ville de Sherbrooke: pouvoir d'eau presque illimité et système de communication et de chemin de fer lui assurant un contact direct avec toutes les parties du pays. Il forme donc un comité chargé d'étudier toutes les façons d'attirer de nouvelles industries. On peut voir un résultat du travail du comité l'année suivante, alors que la Ville paie 126,45 \$ pour un numéro spécial du Dominion Illustrated.

En 1889, la Sherbrooke Gas and Water Co. remplace l'éclairage au gaz par l'installation de 50 lampes dans les rues de la ville. Il en coûte annuellement environ 80 \$ pour chaque lampe, selon l'utilisation qui en est faite, puisque les lumières des rues sont éteintes lorsque la lune est assez brillante. A la fin de l'année 1889, l'éclairage électrique compte 39 clients, y compris les magasins et les hôtels, le moulin Lomas, la manufacture de corsets, les terrains de l'exposition et le Séminaire. La consommation d'électricité augmente au point de surcharger les dynamos. La Ville devra remédier à ce problème dans un proche avenir.

Un autre service public important, le Service de protection contre les incendies, connaît un développement considérable. A la suite d'une pétition demandant une station de police et d'incendie dans le quartier Centre de la ville, le Conseil accepte

qu'une section de la brigade existante s'installe au marché de bois et de foin, à la limite ouest du pont Aylmer. En confiant aux pompiers la surveillance du marché et de la nouvelle balance publique, la Ville économe du personnel. Les pompiers de 1889 ont accès à soixante-huit bouches d'eau placées à des endroits stratégiques; ces bouches d'eau alimentent les deux engins à vapeur du Service d'incendie. Le système d'alarme comprend treize boîtes.



CHICOYNE, JÉRÔME-ADOLPHE
1890

Naissance

A Saint-Pie (Bagot), le 22 août 1844.

Famille

Fils de Jérôme Chicoyne et de Marie-Dorothée Deslandes.

Études

Au Séminaire de Saint-Hyacinthe; puis études de droit et admission au Barreau en 1868.

Mariage

A Marie-Caroline Perreault de Saint-Pie, en la cathédrale de Saint-Hyacinthe, le 7 janvier 1868.

Décès

A Providence (Saint-Hyacinthe), le 3 octobre 1910.

Carrière municipale

Conseiller: de 1889 à 1895.

Maire: du 27 janvier 1890 au 22 janvier 1891; du 28 janvier 1892 au 16 janvier 1893.

Activités professionnelles

Jérôme-Adolphe Chicoyne pratique le droit à Saint-Hyacinthe. Il collabore, comme journaliste, au Courrier de Saint-Hyacinthe et à L'Opinion publique.

Il est aussi un des promoteurs de la Société de Colonisation de Saint-Hyacinthe. Le gouvernement de la province le charge de l'oeuvre de Rapatriement en vue de favoriser le retour au pays des Canadiens qui ont émigré aux Etats-Unis. Les cantons de Ditton, Chesham et Emberton, situés dans Compton, sont désignés comme "colonie de rapatriement". J.A. Chicoyne est chargé de mettre sur pied cette colonie. Sa mission terminée, il demeure à Ditton (La Patrie). Il est maire de la municipalité du 29 février 1876 à mars 1878. Il est, par la suite, fondateur et organisateur de la Compagnie de Colonisation et de Crédit des Cantons de l'Est, constituée en 1881. Les membres du premier bureau de direction sont des notables des Cantons de l'Est ou de Nantes (France). Sur le plan financier, c'est une faillite; mais la compagnie construit des routes, réussit à implanter un noyau de population dans le canton de

Woburn et érige les imposants Moulins nantais à Lac-Mégantic.

Chicoyne s'établit alors à Sherbrooke où il est rédacteur du Pionnier de juin 1881 à janvier 1882. En 1882, il est président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke.

Lorsque Lac-Mégantic forme un municipalité en 1885, Chicoyne en devient échevin et, l'année suivante, le deuxième maire de la municipalité.

Du 4 mars 1886 à avril 1889, Chicoyne est à nouveau rédacteur du Pionnier. En mai 1902, on le retrouve au Pionnier qu'il vient d'acheter mais, quelques jours plus tard, le journal cesse de paraître.

Carrière politique provinciale

Comme conservateur, Chicoyne représente la circonscription de Wolfe à l'Assemblée législative de 1892 à 1904. Il parraine diverses mesures législatives. Une première, sanctionnée le 10 mars 1899, décrète qu'il ne sera pas accordé de "subvention pour une industrie de nature analogue à une établie, qui n'a pas reçu de subvention"; et une deuxième, le 28 mars 1901, dénie le droit de "subvention pour une industrie déjà établie dans la province".

Carrière politique municipale

Jérôme-Adolphe Chicoyne est élu maire pour un premier mandat en 1890. Cette année-là, le nombre de conseillers est porté à onze.

Les Maires de Sherbrooke

La tradition d'alternance d'un maire canadien-français et d'un maire canadien-anglais semble s'établir.

Pour la première fois, le rôle d'évaluation dépasse trois millions.

Le Département des chemins recommande "l'adoption dans la confection des trottoirs de matériaux plus durables que le bois", dans les quartiers les plus fréquentés de la ville.

Plusieurs nouveaux règlements sont adoptés pour améliorer les conditions d'hygiène dans la construction et l'entretien des latrines, ainsi que pour la garde des cochons et le transport du purin.

Des améliorations sont apportées à l'Hôpital civique pour les maladies contagieuses. Les Soeurs Grises s'occupent des patients, moyennant cinq dollars par jour, peu importe le nombre de malades.

Le 13 décembre, la British American Land Co. vend à la Ville, au coût de 2 500 \$, un terrain, coin Ball et Gillespie, pour aménager un parc; ce parc prendra le nom de Racine, en l'honneur du premier évêque de Sherbrooke.

Un pont est construit sur la rivière Magog, à l'extrémité nord de la rue Belvédère, par J. Gordon and Son, au coût de 5 865,93 \$.

Les Maires de Sherbrooke



WOOD, ISRAËL LE 4e
1891

Naissance

A Stanstead, le 24 juin 1822.

Famille

Fils d'Israël Wood le 3e et de Lucy Bangs. Venus d'Angleterre en 1744 et établis au Massachusetts, son grand-père et son père immigrèrent avec les Loyalistes. Ils furent parmi les premiers à se fixer à Stanstead en 1797.

Études

Mariage

A Lydia M. Moulton, le 18 octobre 1849, à la Free-Will Baptist Church de Stanstead; de ce mariage naîtra une fille, Lucy Frances.

Décès

A Sherbrooke, le 18 février 1906, à l'âge de 84 ans; funérailles à l'église St. Peter's.

Carrière municipale

Conseiller: du 27 janvier 1890 au 22 janvier 1891.

Maire: du 22 janvier 1891 au 28 janvier 1892.

Activités professionnelles

Israël Wood est ajusteur pour le compte de diverses compagnies d'assurances. Il est de plus syndic pour l'application de la loi des faillites, directeur et vice-président de la Eastern Townships Bank, vice-président de la Jenckes Machine Co. et actionnaire d'autres entreprises de la ville. Il succède également à Henecker comme président du Sherbrooke Hospital de 1903 à 1906. A ce titre, il insiste auprès du président du Comité de l'aqueduc pour que la ville fournisse gratuitement l'eau à l'hôpital, et il finit par l'obtenir.

Carrière politique municipale

Au moment où Wood devient le 17^e maire de Sherbrooke, la population de la ville atteint 10 100 habitants dont 47% de Canadiens français. Le budget de la ville est de 111 334 \$. La répartition des conseillers est la suivante: 5 anglo-protestants, 4 Canadiens français et 2 Irlandais catholiques.

Sous le mandat de Wood, la ville se développe régulièrement. La Paton, par exemple, obtient un boni de 25 000 \$, mais s'engage en

contre-partie à construire de nouveaux édifices d'une superficie de 32 000 pieds carrés. On installe une ligne de transmission qui rejoint Bishop's College, afin de lui fournir l'éclairage électrique. Des travaux d'égouts pour une somme de 13 000 \$ sont entrepris dans les rues Commercial, Wellington et Ball: 4 114 verges de tuyaux d'égouts sont ainsi installées. La Ville acquiert de Thomas B. Terrill les 67 acres de terrain qui deviendront le parc Victoria, ainsi nommé en l'honneur de la souveraine régnante. Enfin le Curling Club est constitué.

Wood étant un apôtre acharné de la tempérance, le Conseil impose, sous sa présidence, une taxe annuelle spéciale de 15 \$ à chaque détenteur d'un permis pour vente d'alcool.

Le mandat de Wood à la mairie ne dure qu'un an. L'augmentation du nombre des conseillers en janvier 1890 a entraîné le tirage au sort de la durée des mandats. Le sort a voulu que celui de Wood prenne fin en janvier 1892. Et Wood choisit alors de se retirer de la vie publique municipale.

CHICOYNE, JÉROME-ADOLPHE
1892

Deuxième mandat

A son deuxième mandat, le maire Chicoyne est élu par un vote de 7 à 2. Presque en même temps, la population de la circonscription de Wolfe le réclame pour les élections provinciales; il accepte, est élu et cumule les fonctions de maire de Sherbrooke et de député de Wolfe.

Au niveau municipal, sous le second mandat de Chicoyne, le Conseil de ville est préoccupé de conserver les industries déjà établies à Sherbrooke. Mis au courant que la Corset Co. désire quitter la ville pour Saint-Hyacinthe où on lui offre des avantages, le Conseil charge un comité d'étudier la question. Finalement, le Conseil accorde à la compagnie une exemption de taxes pour dix ans et une subvention de 15 000 \$, à condition que l'entreprise demeure à Sherbrooke et construise un édifice en brique.

Le Conseil se félicite de l'essai des trottoirs de pierre fait l'année précédente. Il souhaite qu'une partie du budget puisse être chaque année affectée à l'extension de ces travaux.

Les travaux d'égouts se poursuivent aussi. A cet effet, la ville emprunte 10 000 \$. Ces travaux sont justifiés par la lutte à faire

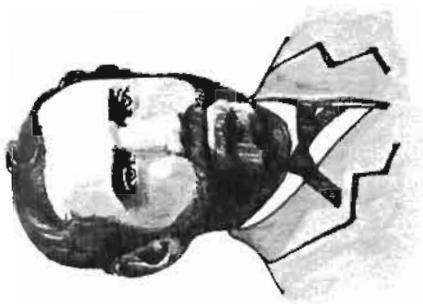
aux maladies contagieuses; 42 cas sont encore signalés dans la ville en 1892, dont 11 cas mortels.

L'aide de la Ville aux indigents consiste toujours dans la distribution de bois de chauffage. Le Conseil décide que dorénavant cette aide ne sera accordée que sur recommandation du clergé ou d'un membre d'un comité de secours.

L'année 1892 marquant le centenaire de l'ouverture des Eastern Townships, il est projeté de célébrer ce centenaire par l'érection d'un monument fait de pierres portant le nom du premier colon de chaque municipalité des Cantons de l'Est. Le 6 septembre, le lieutenant-gouverneur de la province, Sir Adolphe Chapleau, pose au parc Victoria la pierre angulaire du monument projeté.

L'année 1892 voit aussi la fondation de l'Union musicale de Sherbrooke qui cessera ses activités en 1896 mais les reprendra en 1921.

Enfin, deux vieux problèmes touchant la ville sont réglés cette année-là. Le premier concerne l'habitude des enfants de glisser dans les rues et sur les trottoirs, ce qui constitue une source de dangers pour les piétons. Le second a trait à quatre maisons "mal famées" qui sont fermées; la maîtresse de l'une d'elles est poursuivie en justice, les trois autres choisissant plutôt de quitter la ville.



McMANAMY, DANIEL
1893

Naissance

Probablement en Irlande, le 29 décembre 1839.

Famille

Études

Mariage

A Ann Cahill, à l'église Notre-Dame de Mont-réal en 1868; six enfants, deux garçons et quatre filles, naîtront de ce mariage.

Décès

Le 2 janvier 1919, à sa résidence de la rue Gordon.

Carrière municipale

Conseiller: de 1882 à 1884; de 1890 à 1892; de 1894 à 1913.

Maire: du 16 janvier 1893 au 15 janvier 1894.

Activités professionnelles

Irlandais de naissance, Daniel McManamy arrive à Montréal en 1840. Après s'y être marié en 1868, il vient s'établir à Sherbrooke la même année. Aussitôt installé, il ouvre un magasin général et il devient bientôt marchand en gros, de vins et spiritueux, sous la raison sociale D. McManamy and Co. Son commerce a pignon sur rue au 10 de la rue King, et les deux fils de McManamy, Daniel et William, y sont plus tard associés.

A titre d'homme d'affaires des plus influents et d'homme politique des mieux renseignés, McManamy participe activement au travail d'amélioration de sa ville.

Promoteur foncier, McManamy réalise un coup de maître en janvier 1898, lorsqu'il acquiert, en compagnie de deux associés, le lot 1444 (50 acres) de la British American Land Co., pour la somme de 36 500 \$. Le Conseil municipal lorgne depuis un bon moment du côté de ce secteur, au sud de la ville, au-delà de la rue Ball, mais la British American Land Co. ne semble pas disposée à vendre. Comme la Cité a haussé considérablement l'évaluation, et donc les taxes, du lot en question en 1897, R.W. Heneker, commissaire local de la British American Land Co., conteste en justice cette hausse d'évaluation portée de 35 000 \$. à 55 000 \$. A titre de président du Comité des finances à l'hôtel

de ville, Daniel McManamy peut en quelque sorte jouer sur deux tableaux à la fois au cours de ces tractations et ainsi presque forcer cette vente. Comme la Ville a besoin de cet espace pour son expansion, le peuplement de ce qui va être surnommé le "petit Canada" est rapide, lorsqu'on y trace les rues Laurier, Aberdeen et les autres rue adjacentes.

Daniel McManamy est aussi l'un des initiateurs du mouvement de la ligue des propriétaires de la municipalité qui exerce des pressions constantes, au début des années 1900, en vue d'obtenir un pouvoir électrique municipal.

En 1901, il est un membre très actif de la délégation qui vise à obtenir un nouveau Palais de justice pour Sherbrooke. En 1918, on le retrouve au sein d'un comité formé pour améliorer la situation des tramways dans la ville. Il est aussi président de la société St. Patrick de Sherbrooke.

Carrière politique municipale

Membre du Conseil de ville durant environ un quart de siècle, Daniel McManamy fait surtout sa marque au sein des comités de la Voirie et des Finances. Échevin du quartier Centre de 1882 à 1884, il représente par la suite les citoyens du quartier Sud, de 1890 jusqu'en février 1913. Pro-maire à maintes reprises, il est cependant maire une seule fois en 1893, et ce mandat est relativement calme.

Les principaux travaux d'aménagement des parcs Victoria et Racine sont complétés. Conformément à la décision prise en 1892, la Ville poursuit le remplacement des trottoirs de bois par des trottoirs de pierre. L'école du soir dispense des cours aux adultes, et la Municipalité fournit les livres scolaires. Tout l'éclairage dans les rues de la ville se fait aux lampes à arc électriques. Fini donc le temps des lampes à l'huile ou au gaz. Le premier compteur électrique est installé dans la résidence Dussault, au coin des rues Marquette et du Couvent (aujourd'hui rue Cathédrale).

Au Conseil de ville, point de dossier brûlant. En plus de prêter attention aux multiples demandes de raccordement au système d'égouts municipal, les échevins entreprennent des démarches pour que le Collège d'agriculture, que le gouvernement provincial souhaite implanter dans les Cantons de l'Est, soit situé à l'intérieur des limites de la ville ou à proximité.

Le mandat de McManamy ne présente donc aucune action éclatante qui le distingue. Et c'est plutôt pour son rôle au Conseil, comme principal défenseur de la municipalisation des services et de l'acquisition, par la Ville, du pouvoir électrique (1908), que le nom de McManamy est connu des Sherbrookoïses.



GORDON, CLARK
1894

Naissance

A Russeltown, comté de Châteauguay, le 30 juillet 1836.

Famille

Fils de Daniel Moodie Gordon, né au New Hampshire, et de Relief Allen, née au Connecticut. Mariés au Vermont en 1811, les Gordon s'installent à Russeltown en 1816.

Études

Mariage

A Ann Eliza Rankin, fille de William Rankin de Sherbrooke, le 13 mars 1860.

DÉCÈS

Funérailles à l'église méthodiste de Sherbrooke, le 30 juillet 1916.

Carrière municipale

Conseiller: de janvier 1892 à janvier 1894;
de janvier 1895 à janvier 1898.

Maire: du 15 janvier 1894 au 21 janvier
1895.

Activités professionnelles

Clark Gordon arrive à Sherbrooke en 1857. Il est connu comme entrepreneur de chemin de fer et constructeur de maisons. Co-propriétaire de la firme de fabrication de briques Gordon and Loomis, il s'en retire et établit sa propre briqueterie dans l'est de la ville de Sherbrooke en 1895. Il y investit une somme assez considérable pour installer de nouveaux modèles de fourneaux pouvant cuire 40 000 briques à la fois.

Carrière politique municipale

Peu de choses remarquables sont à souligner dans le Sherbrooke de 1894. La ville continue les projets commencés et améliore son équipement en achetant un appareil à broyer les pierres et une machine pour travailler les chemins. Elle installe les premiers parafoudres sur la ligne de transmission d'électricité, et une nouvelle dynamo est ajoutée à l'usine d'éclairage.

Le Conseil vote un règlement pour obliger tous les enfants se préparant à entrer à l'école publique à se faire vacciner ou à produire un certificat médical attestant qu'ils ont été vaccinés avec succès au cours des sept dernières années.

Le Comité des finances recommande qu'une exemption de taxes et un boni soient offerts à la Jenckes Machinery Co., comme encouragement à étendre ses opérations.

L'année 1894 voit naître l'Union mutuelle des Cochers Unis de Sherbrooke. Les cochers voient dans cette société de secours mutuel un moyen de s'apporter une aide réciproque advenant la perte de chevaux. Notons enfin que c'est en 1894 que Allan Russell Wilson installe sa fonderie rue Wellington. Il déménage rue Dufferin en 1945.



BÉLANGER, LOUIS-CHARLES
1895

Naissance

Le 19 mai 1840, en la paroisse de Sainte-Rosalie, comté de Bagot.

Famille

Fils de Charles Bélanger, cultivateur et maître-forgeron, et d'Angélique Renaud-Blanchard. Sa mère était la fille de Louis Renaud-Blanchard, Patriote de 1837 et député à l'assemblée législative en 1841.

Études

Études classiques à Saint-Hyacinthe de 1853 à 1860; études de droit à Sherbrooke, au bureau de William Locker Felton, à partir de 1862; admission au Barreau en octobre 1866.

Mariage

A Margaret Henrietta Unsworth, fille de James Unsworth, éditorialiste au Montreal Gazette, et de Mary Hatton, le 23 octobre 1865, à la cathédrale Saint-Michel de Sherbrooke; de ce mariage, naîtront trois enfants dont deux mourront en bas âge.

Décès

A Sherbrooke, le 15 octobre 1918, à l'âge de 78 ans.

Carrière municipale

Conseiller: de 1881 à 1883; de 1890 à 1894; de 1896 à 1899.

Maire: en 1895 et en 1900.

Activités professionnelles

Louis-Charles Bélanger fait ses études classiques à Saint-Hyacinthe. Il vient s'établir à Sherbrooke en 1860, comme professeur de langue et étudiant en théologie au Collège commercial de Sherbrooke. En 1862, il abandonne la vocation religieuse au profit d'études de droit.

Après son admission au Barreau à l'automne 1866, Bélanger s'associe comme avocat à H.C. Cabana. Ensemble, ils mettent sur pied Le Pionnier, premier journal français publié dans les Cantons de l'Est. Ne partageant pas les mêmes opinions politiques, ils se séparent en juillet 1874. A partir de ce moment, L.C. Bélanger ouvre sa propre étude de droit. A l'automne de la même année, avec son frère Louis-Arthur, il se porte acquéreur du Sherbrooke News et fonde Le Progrès. Ces deux journaux paraîtront jusqu'en avril 1878, année où les frères Bélanger vendent

leur entreprise à la Compagnie typographique des Cantons de l'Est, présidée par H.C. Cabana. Cette compagnie poursuivra la publication du Pionnier. Le Sherbrooke News et Le Progrès cessent de paraître.

En 1878, Louis-Charles Bélanger devient procureur de la Couronne. Il exerce tour à tour ses fonctions avec les avocats Hall, Brooks et White, jusqu'en 1887. Avocat éminent et criminaliste de grande réputation, il plaide plusieurs causes devant le Conseil privé de Londres.

En 1882, toujours avec son frère, il se lance à nouveau dans l'aventure journalistique avec la publication d'un journal bi-hebdomadaire, Le Progrès de l'Est. Il s'y consacre jusqu'en 1890. Son frère continue la publication jusqu'en 1924.

Louis-Charles Bélanger est aussi commissaire des écoles en 1865 et en 1892, président de la Société Saint-Jean-Baptiste en 1876 et en 1884, membre-fondateur de l'Union Saint-Joseph. Membre du 53^e bataillon, il est capitaine de la Compagnie n^o 4, composée exclusivement de Canadiens français, de 1882 à 1885.

Carrière politique fédérale et provinciale

Libéral, Louis-Charles Bélanger tente à deux reprises de se faire élire à la Chambre des communes. En 1874, à l'élection partielle de Richmond-Wolfe, il se lance dans la mêlée contre le libéral sortant Henry Aylmer et le conservateur Henry Hanning. Le vote se divise et Aylmer est réélu. En 1887, Bélanger se

présente comme libéral dans Sherbrooke et il est défait par R.N. Hall.

Bélanger connaît également deux défaites sur la scène provinciale comme candidat libéral pour le comté de Sherbrooke. En 1890, il est défait par J.G. Robertson. Il obtient une majorité de 300 votes dans la ville mais les petites municipalités environnantes ne lui accordent pas leur appui. En 1897, il est défait par une majorité de 499 voix par le candidat conservateur Louis-Edmond Panneton.

Carrière politique municipale

Conseiller depuis quelques années, L.-C. Bélanger est élu maire de Sherbrooke pour la première fois en 1895. Dans l'exercice de ses fonctions, le maire Bélanger défend deux causes devant la législature provinciale. La première concerne le bill du Sherbrooke Street Railway, cause dans laquelle Bélanger défend les intérêts de la ville. La seconde consiste en une demande de subvention pour venir en aide à l'exposition de Sherbrooke.

Durant le mandat du maire Bélanger, plusieurs autres événements marquent l'histoire de Sherbrooke

En avril 1895, le Comité d'hygiène de la ville fait état de ses visites à dix laiteries de la ville et mentionne que la plupart sont en bonne condition, sauf pour la ventilation et l'eau. Il est recommandé de remédier sans délai à ces problèmes. Par contre, trois d'entre elles ont été trouvées insalubres. Il est recommandé que les propriétaires soient avisés que, sans changement majeur, le lait qu'ils vendent ne pourra plus

être distribué en ville. De plus, toute personne qui vend du lait aux portes devra payer un permis.

Sur le plan industriel, les travaux d'agrandissement de la manufacture Jencques sont entrepris durant cette période. Plusieurs autres entreprises sollicitent l'aide de la Ville pour s'installer à Sherbrooke. Il s'agit de la Walter Blue Co., la Gardner Tool Co. et la White Cloud Novelty Co.; dans chaque cas, la Ville accorde des exemptions de taxe en plus d'offrir des bonis aux deux dernières entreprises.

Enfin, au niveau religieux, le noviciat et la maison mère des Petites Soeurs de la Sainte-Famille sont transférés à Sherbrooke le 5 octobre 1895. Et en décembre, la loi constituant en corporation les Soeurs du Précieux-Sang de Sherbrooke est adoptée.

BRYANT, GEORGE GILMAN
1896

Deuxième mandat

C'est au cours du second mandat à la mairie de George Gilman Bryant que la Ville signe un contrat avec la Sherbrooke Street Railway Co. Cette compagnie s'engage à construire et à exploiter un chemin de fer urbain, tandis que la Ville lui accorde une exemption de taxes pour une période de 20 ans. Ce temps écoulé, la Ville pourra modifier les termes du contrat et même racheter le réseau.

Sous le mandat de Bryant également, deux compagnies se voient offrir des bonis: le Quebec Central Railway, qui veut installer des ateliers de fabrication et de réparation, et la Dominion Brussels Carpet. La Sherbrooke Telephone Association, fondée en 1880, devient la People's Telephone Co.

Le Sherbrooke Hospital ouvre ses portes le 8 juillet 1896.

Dans le domaine sportif le Conseil permet la formation d'une association connue sous le nom de Sherbrooke Boating and Canoeing Club. Mais l'événement marquant se produit dans le domaine culturel: c'est le spectacle de la chanteuse canadienne-française Emma Lajeunesse, la célèbre Albani. Elle se fait entendre dans la salle du Séminaire Saint-Charles-Borromée le 8 février 1896.



FRASER, HARRY REDFERN
1897

Naissance

A Sherbrooke, le 12 septembre 1859.

Famille

Fils de John Dupont et de Ellen Scott (Redfern) Fraser.

Études

Au Bishop's College de Lennoxville; admission au Barreau en 1883.

Mariage

A Harriet Helen M. Simpson, à Lennoxville, le 25 août 1902.

Décès

A Sherbrooke, le 10 mars 1924, à l'âge de 64 ans; funérailles à l'église St. Peter's.

Carrière municipale

Conseiller: de 1894 à 1896 et en 1898.

Maire: en 1897 et en 1899.

Activités professionnelles

H.R. Fraser pratique le droit à l'étude Hurd et Fraser. Il est conseiller juridique de plusieurs sociétés, comme la Canadian Bank of Commerce, le Quebec Central Railway, le Grand Truck Railway, le Maine Central Railway et le Sherbrooke Railway and Power Co. Au cours de sa carrière, il remplit successivement les rôles de trésorier et de bâtonnier du Barreau de la province.

Dans le domaine industriel, Fraser est un des directeurs de la Sherbrooke Loan and Mortgage Co. (aujourd'hui Sherbrooke Trust) et de la Dominion Lime Co; il est secrétaire de la Chaleur Bay Mills Co.

Au plan social, il est directeur et secrétaire de la Eastern Townships Agricultural Association (ETAA) et administrateur du Bishop's College. En 1896, il est choisi comme président du Club Macdonald-Cartier qui réunit les jeunes conservateurs. Enfin, en 1908 et en 1909, il est délégué au Synode diocésain de Québec de l'Eglise anglicane.

Il fait également partie des forces militaires, s'occupant de la milice pendant plus de 30 ans et commandant le 53^e régiment pendant plusieurs années.

Carrière politique municipale

Fraser commence sa carrière politique municipale en 1894, comme conseiller du quartier Nord. Il n'a alors que 35 ans.

Quand il devient maire, trois ans plus tard, le souci majeur du Conseil semble de subvenir à l'approvisionnement en eau potable des citoyens de Sherbrooke. En février 1897, le Conseil offre 75 000 \$ à la Gas and Water Co. pour lui faciliter l'acquisition de son système d'aqueduc. Devant le refus de vendre de la compagnie, la Ville propose de mettre sur pied son propre réseau d'aqueduc. La compagnie cède alors, et la vente est conclue le 24 janvier 1898, pour une somme approximative de 100 000 \$.

L'année 1897 voit aussi la mise sur pied des tramways à Sherbrooke. Le réseau comprend alors deux lignes principales. La première relie le centre-ville de Sherbrooke à Lennoxville, via la rue du Dépôt. La seconde part de la rue Wellington, emprunte les rues Commercial (Dufferin), Moore, Queen, Wolfe et Belvédère, pour revenir au centre-ville par la rue King. Une troisième ligne est en préparation: il s'agit de la ligne qui reliera le quartier Est au centre-ville à partir de 1898.

Le 7 février 1897, le Sherbrooke Daily Record est fondé par L.S. Channel. Et le 31 mars, le Sherbrooke Golf Club est organisé.

Un ingénieur mécanicien de Sherbrooke, George Foote Foss, travaille tout l'hiver pour mettre au point une automobile au

pétrole. Au printemps, il présente son invention, qui peut atteindre une vitesse de 15 milles à l'heure. C'est le premier moteur à essence construit au Canada, quatre ans avant ceux d'Henry Ford. Le moteur de la voiture inventée par Foss est situé à l'avant, contrairement aux prototypes de Ford qui porteront un moteur à l'arrière.

En 1897, le Conseil de ville reçoit plusieurs demandes de constitution en corporation. Mentionnons le Sherbrooke Ladies Musical Club, le Sherbrooke Gun Club et le Metropolitan Amateur Athletic Club.

Enfin, 1897 voit l'incendie de la première église St. Patrick. Les tableaux précieux qu'elle renferme sont ainsi détruits.



FORTIER, STANISLAS
1898

Naissance

A Wotton, comté de Wolfe, le 1er février 1855.

Famille

Fils de Stanislas Fortier, un des pionniers de Saint-Camille, et de Julie Mathieu.

Études

Études primaires à l'école de Wotton.

Mariage

En premières noces, à Mélanie Bourque, le 3 septembre 1883, à la cathédrale de Sherbrooke; en deuxième noces à Gratia Gagné, veuve de Philippe-Horace Lemire, le 30 avril 1914, à l'église Saint-Jean-Baptiste; dix enfants naîtront du premier mariage et deux du second.

1898 et comme maire, sous le mandat duquel la municipalisation de ce premier service public est achevée en janvier 1898.

Mais le mandat du maire Fortier est aussi marqué par d'autres travaux et changements majeurs. C'est d'abord la construction d'un pont de fer à douze arches sur la Saint-François (pont Aylmer) dont le contrat est accordé à la Dominion Bridge pour la somme de 9 836 \$. C'est aussi l'apparition de nouvelles lampes d'une durée de 90 heures pour l'éclairage des rues. Ces lampes remplacent les lampes à arc dont la tige de carbone devaît être jusque-là changée chaque soir, nécessitant le travail de deux employés.

La Canadian Rand Drill, succursale d'une société américaine, reçoit de la Ville un boni de 15 000 \$ pour ouvrir une usine dans le quartier Sud, y faire travailler 75 employés et verser 35 000 \$ en salaires annuels. Il s'agit d'une usine métallurgique qui fabrique particulièrement de l'outillage minier. Elle est construite à l'embranchement de toutes les lignes de chemin de fer qui desservent Sherbrooke: le Canadien Pacifique, le Grand Tronc, le Boston & Maine Railway et le Quebec Central Railway.

Sur le plan social, l'année 1898 est marquée par la première collation de grades de l'école des infirmières du Sherbrooke Hospital et par l'inauguration d'un terrain de crosse à l'emplacement du parc de baseball actuel (rue du Parc).

Décès

A Sherbrooke, le 4 mars 1927; funérailles à l'église Saint-Jean-Baptiste.

Carrière municipale

Conseiller: pour le quartier Est, de janvier 1890 à janvier 1898; de janvier 1915 à janvier 1921.

Maire: du 10 janvier 1898 au 24 janvier 1899.

Activités professionnelles

Stanislas Fortier est d'abord cultivateur, comme son père l'a été, mais sa faible santé l'oblige à abandonner cette occupation dès l'âge de 26 ans. Il devient commis en 1881, à l'emploi de L.H. Guay, et il s'initie au commerce. Après avoir ainsi acquis de l'expérience et accumulé du capital, il devient à son tour propriétaire d'une épicerie, en société avec son beau-frère Calixte Thérien d'abord, puis à son seul compte entre 1892 et 1913, enfin en société avec son fils Wilfrid, sous la raison sociale S. et W. Fortier Ltée. Le magasin est situé aux numéros 46-16-18, rue du Pont (maintenant numéros 46-48, rue King Est), dans un édifice de brique à trois étages que Fortier a fait construire en 1892 et qu'il a habité jusqu'à son décès. A partir de 1896, Fortier est aussi l'un des directeurs d'une compagnie qui se forme pour exploiter la tannerie de Bégin et Lemieux.

Carrière politique municipale

La carrière politique de Stanislas Fortier est particulièrement liée à la municipalisation de l'aqueduc, comme conseiller et président du Comité de l'aqueduc entre 1890 et

Enfin, la Charte de la Ville est amendée de telle manière que le maire sera désormais élu par la population. Stanislas Fortier est ainsi le dernier maire choisi parmi et par les échevins.

FRASER, HARRY REDFERN
1899

Deuxième mandat

C'est en janvier 1899 que les contribuables sherbrookoïses ont obtenu le privilège de choisir leur maire par un scrutin populaire. Ainsi Harry Redfern Fraser devient le premier maire de Sherbrooke élu par l'ensemble de la population. Il est également le premier maire à recevoir un salaire pour les services rendus. En mars 1899, un amendement à la Charte est voté par le Conseil, à l'effet d'attribuer au maire une allocation n'excédant pas 500 \$.

En 1899, le gouvernement provincial vote un budget de 60 000 \$ pour la construction d'un nouveau Palais de justice pour Sherbrooke, ce qui entraînera le déménagement forcé du marché et de l'hôtel de ville. Pour le marché, des mesures nécessaires sont prises par la Ville pour le déménager rapidement sur le site du poste d'incendie n° 3, rue des Grandes-Fourches, endroit où sont déjà situés les marchés à bois et à foin. Par contre, les décisions concernant l'hôtel de ville seront prises quelques années plus tard.

Le premier contrat d'électricité prend fin en 1899, et la municipalité songe à acquérir et diriger elle-même le service d'électricité. Pour le moment, les conseillers se contentent de renouveler le contrat pour une durée limitée à cinq ans.

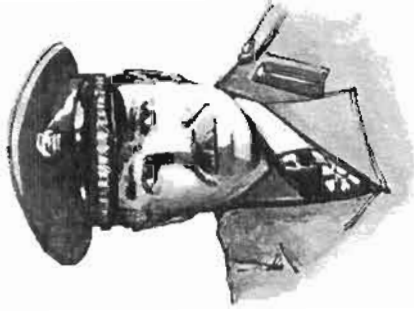
BELANGER, LOUIS-CHARLES
1900

Deuxième mandat

Un nouveau siècle commence. L.-C. Bélanger entreprend son second mandat comme maire, après l'avoir emporté par une majorité de 46 voix sur son seul adversaire, F.H. Hébert. Il devient le premier maire canadien-français de Sherbrooke élu au vote populaire, à la suite de l'ordonnance apportée à cet effet en 1898.

Sous son mandat, la présentation d'un deuxième projet de loi à l'Assemblée législative visant à restreindre le système des bonis force le Conseil à se prononcer contre l'abolition du système, étant donné l'attrait qu'il peut avoir sur la venue éventuelle d'industries à Sherbrooke. En effet, les offres de terrains, de réductions de taxes et d'approvisionnement en force motrice à bon compte sont les principaux moyens que la Ville entend continuer à appliquer pour attirer de nouvelles industries.

En 1900, la Ville entreprend la construction du premier trottoir de béton sur la rue Wellington, entre la rue King et le pont Dufferin, au coût de 8 000 \$. L'argent provient des crédits votés pour l'entretien général de la voirie. Et la Ville engage pour la première fois l'ingénieur, Thomas Tremblay, pour le Service de l'aqueduc.



WORTHINGTON, EDWARD BRUKEN
1901

Naissance

A Sherbrooke, le 1er décembre 1860.

Famille

Fils de E.D. Worthington, médecin, et de Frances Smith, fille de Hollis Smith, conseiller législatif élu en 1856 dans la circonscription de Wellington.

Études

Études primaires à la Sherbrooke Academy et au Bishop's College School; Worthington devient notaire en 1883, après des études supérieures à l'Université Bishop's.

Mariage

A Mabel Isabel Molson, fille de J.D. Molson de Montréal, à l'église anglicane de Lennoxville, le 18 juin 1890.

Décès

A Sherbrooke, le 20 octobre 1945, à l'âge de 84 ans; il est inhumé au cimetière Elmwood, après des funérailles militaires à l'église St. Peter's de Sherbrooke, le 22 octobre 1945.

Carrière municipale

Conseiller: de 1899 à 1901.

Maire: du 14 janvier 1901 au 13 janvier 1902.

Activités professionnelles

Le notaire Edward Bruen Worthington est également un militaire depuis son jeune âge. Il se joint au Sherbrooke Regiment dès 1878; il est le commandant du 53^e bataillon de 1895 à 1900; il commande ensuite la 8^e brigade d'infanterie de 1900 à 1903; il organise et commande le 11^e Hussard de 1903 à 1906. En 1909, il dirige la 3^e brigade à cheval des Cantons de l'Est. Il commande la 10^e brigade d'infanterie de 1910 à 1926 et réorganise, de 1920 à 1922, le Sherbrooke Regiment, dont il devient commandant honoraire en 1926.

Au cours de la première guerre mondiale, il est attaché au quartier général des forces expéditionnaires canadiennes outre-mer; il a alors le grade de lieutenant. En France, il est choisi comme commandant du 17^e bataillon des Highlanders de la Nouvelle-Écosse. Il mérite d'ailleurs la médaille d'honneur du gouvernement français. Il s'occupe du rapatriement des prisonniers de guerre à Wahn,

en Allemagne, et il est nommé membre honoraire à vie de la légion britannique.

Après sa carrière municipale, E.B. Worthington tente une carrière parlementaire fédérale. En 1921, sous la bannière conservatrice, il est défait dans Sherbrooke par le libéral F.N. McCrea. Il est défait à nouveau en 1925 par le libéral C.B. Howard, toujours dans Sherbrooke.

Carrière politique municipale

E.B. Worthington est élu sans opposition le 14 janvier 1901, soit deux jours après la réception offerte aux soldats qui reviennent de la guerre contre les Boers, en Afrique du Sud. Le sergent-major A.N. Worthington, frère du nouveau maire, fait partie de ce groupe de vétérans.

Plusieurs questions préoccupent le Conseil sous le mandat de Worthington. D'abord, l'évaluation de la propriété foncière imposable ayant augmenté d'un million au cours des dix dernières années et atteignant 4 200 000 \$, le secrétaire-trésorier de la Ville a besoin d'aide pour accomplir sa tâche. La Ville décide donc d'améliorer ses finances en engageant un percepteur de taxes qui relèvera du secrétaire-trésorier et assumera une partie de sa tâche.

Par un Comité sanitaire, la Ville s'occupe de fournir des services à la population du quartier Centre et à celle de la partie supérieure du quartier Est. L'entretien des ponts, des rues et des trottoirs est toujours à l'ordre du jour.

Mais la question principale concerne la construction du Palais de justice. En 1901, une délégation se rend à Québec pour inviter le gouvernement provincial à entreprendre la construction du Palais de justice, décidée en 1899. Lord Strathcona fait don d'un terrain à cette fin, coin Wellington et Factory (Frontenac). L'hôtel de ville sera donc délogé, mais le Conseil est heureux que le centre-ville soit embelli par la construction du nouveau Palais de justice.

Juillet 1901 marque aussi la pose de la première brique de l'Opera House. Le besoin d'une salle de réunions sécuritaire se faisait sentir depuis 1882. C'est dans la nouvelle salle que se tient la première initiation du Conseil 530 des Chevaliers de Colomb, le 2 septembre. L'inauguration officielle de l'Opera House a lieu le 27 septembre avec la présentation de Faust, mettant en vedette Lewis Morrisson. L'Opera House est connue sous le nom de Théâtre Clément, du nom de son principal promoteur, Fred M. Clément.

La population de Sherbrooke au recensement de 1901 est de 11 765 habitants.



CAMIRAND, JUDES-OLIVIER
1902

Naissance

A Sherbrooke, le 25 octobre 1847.

Famille

Fils de Hercule-Olivier Camirand et de Thérèse Gauthier.

Études

Études primaires à Sherbrooke. Cours classique au Séminaire de Trois-Rivières. Études de médecine à l'École de médecine et de chirurgie de Montréal, affiliée à l'Université Victoria de Cobourg (Ontario), terminées en mai 1871.

Mariage

A Albertine Dion, le 27 juin 1910, à Saint-Frédéric de Beauce; deux enfants naîtront de ce mariage.

Décès

Le 2 octobre 1920, après une longue maladie.

Carrière municipale

Conseiller: d'avril 1878 à 1880.

Maire: en 1902 et en 1904.

Activités professionnelles

Judes-Olivier Camirand est le fils d'un des pionniers canadiens-français de Sherbrooke, Hercule-Olivier Camirand, un hôtelier établi à Sherbrooke en 1844.

Au cours de sa carrière, le docteur Camirand occupe de hautes fonctions au sein de plusieurs associations médicales. Il est, entre autres, vice-président de l'Association médicale canadienne et membre du Bureau des gouverneurs du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec. Au plan local, il est membre du Bureau des médecins de l'hospice du Sacré-Coeur; membre-fondateur, puis président de la Société médicale du district de Saint-François; et premier président du Bureau médical de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul.

Figure très populaire à Sherbrooke, Judes-Olivier Camirand s'engage dans toute une palette de sociétés nationales et religieuses. Président de la Société Saint-Jean-Baptiste en 1889, il est également membre d'un grand nombre de sociétés, dont l'Union Saint-Joseph, le Monument national, etc. Il figure parmi les fondateurs de l'Harmonie de Sherbrooke, fanfare dont il est d'ailleurs

le premier tambour-major et directeur musical en 1884. Il est enfin membre-fondateur de la première Union musicale de Sherbrooke (1892-1896).

Homme d'affaires, il est actionnaire et membre du Conseil d'administration de la St. Lawrence Lumber and Industrial Co. Très intéressé à l'agriculture, il possède une ferme considérable sur le chemin de Magog, connue sous le nom "Les Ormeaux". En 1900, on le retrouve à la présidence du Board of Trade de Sherbrooke. Il est également membre du Conseil d'administration de l'Université Laval à Montréal.

Carrière politique municipale

Le 13 janvier 1902, Judes-Olivier Camirand est élu, à l'unanimité, maire de Sherbrooke. Cette même année, la politique de la municipalisation de l'électricité franchit une étape importante. En effet, la Ville fait l'acquisition du bassin de Westbury, une réserve d'eau consistant en une chute de 30 pieds sur la rivière Saint-François. Par cet achat, Sherbrooke acquiert un terrain de 17 acres sur la rive sud et autant sur la rive nord de la rivière Saint-François, à environ 18 milles de Sherbrooke, dans le canton de Westbury (lots 18 et 19 du IV^e rang), pour la somme de 9 519 \$. La ville songe à ériger un barrage à cet endroit et à satisfaire ainsi des besoins futurs en pouvoir hydro-électrique. Dans l'immédiat, pour répondre à la demande toujours croissante de courant électrique, un nouveau barrage est aménagé en juillet 1902, d'une rive à l'autre de la rivière Magog, remplaçant le vétuste barrage

à ailes. Ces transformations portent la capacité de l'usine Frontenac à 840 kW.

Au mois de mai, on abandonne l'idée de construction de ce qui aurait pu devenir le deuxième hôtel de ville de Sherbrooke; le Conseil et tous les services municipaux déménagent plutôt dans les locaux de l'édifice Brooks, situé en face du bureau de poste, rue Dufferin.

Dans la ville, différents travaux de voirie sont entrepris. Tout en poursuivant les travaux d'élargissement de la rue Wellington jusqu'à la rue Marquette, travaux amorcés l'année précédente, le Conseil signe un contrat avec la National Bridge Co. pour le remplacement de la structure de bois du pont Wolfe par une structure d'acier. A cause d'une grève dans l'acier, à Pittsburg, ces travaux fonctionnent au ralenti. Les autorités municipales refusent même à la National Bridge Co. une prolongation de trois mois sur la date prévue pour la fin du chantier. Le Conseil de ville finit par obliger la firme responsable de l'exécution du contrat à remettre provisoirement en condition le vieux pont.

Signe des temps, le taux de taxation de la Commission Scolaire locale passe à quatre sous par 100 \$ d'évaluation. En cette époque glorieuse pour l'Empire britannique, la Ville alloue un montant de 100 \$ pour la célébration de la Journée de la paix en Afrique du Sud. Dans la ville, la mort de William

Griffith ne passe pas inaperçue. Il faut dire que ce dernier a occupé le poste de secrétaire-trésorier de la municipalité pendant 30 ans, jusqu'à sa retraite en 1900.

Quant au projet d'établir un palais de justice à Sherbrooke, pour le district de Saint-François, il piétine. En effet, les pourparlers amorcés à ce sujet avec le gouvernement provincial achoppent encore sur le choix du site.



FARWELL, WILLIAM
1903

Naissance

A Compton, le 20 septembre 1835.

Famille

Fils de William Farwell et de Harriett Carr.

Études

A l'académie de Sherbrooke et à l'académie de Hatley, ainsi qu'au Bishop's College de Lennoxville.

Mariage

A Elizabeth Jane Winn, de Stanstead, le 1er octobre 1860; deux fils naîtront de ce mariage.

Décès

Le 13 octobre 1918, à son domicile de la rue Dufferin, à l'âge de 83 ans; funérailles à l'église St. Peter's de Sherbrooke.

Carrière municipale

Conseiller: en 1904 et 1905.

Maire: en 1903 et 1907.

Activités professionnelles

Personnage dynamique, William Farwell débute en affaires avec Thomas Tait de Melbourne en 1852. Entre 1854 et 1859, il occupe la fonction de marchand général pour la firme Kilburn et Morrill de Stanstead. Il devient par la suite assistant-caissier à la National Bank de Derby Line, au Vermont. A son arrivée à Sherbrooke en 1861, il débute comme caissier à la Eastern Townships Bank. Promu gérant général de cette institution bancaire en 1879, il en assume la présidence à partir de 1902. Au total, il sera au service de cette banque durant 50 ans, soit jusqu'à sa fusion avec la Banque canadienne de Commerce en 1912. Il siégera alors au bureau de direction de la Banque canadienne de commerce. Toujours dans le domaine bancaire, il est élu vice-président de l'Association canadienne des banquiers en 1896.

Parallèlement à sa carrière de banquier, William Farwell oeuvre au sein de nombreuses firmes. Président de la International Coal S. Coke et de l'Empire Trust, il est également vice-président de la Jenckes Machine, directeur de la Canadian Rand Drill (plus

tard Canadian Ingersoll Rand), de la Consolidated Mining and Smelting, de la Sherbrooke Railway and Power ainsi que la South Eastern Railway. Il est aussi membre du Conseil d'administration de l'Université Bishop's ainsi que conseiller au King's college.

Ayant à coeur le bien-être de ses semblables, William Farwell est actif dans quelques sociétés de bienfaisance locales. Ainsi, il est président honoraire à vie du Sherbrooke Hospital et membre de la Ligue pour la prévention de la tuberculose du district de Saint-François. Il s'occupe même du Protestant Hospital for Insane de Montréal.

Carrière politique municipale

William Farwell accède à la mairie de Sherbrooke en 1903. Il remporte une victoire serrée (146 voix de majorité) contre Clark Gordon, faisant campagne contre la municipalisation de l'électricité que prône le groupe de Daniel McManamy.

Pendant ce premier séjour de Farwell à la mairie, Sherbrooke accueille deux nouvelles industries, la Sherbrooke Steam Heating et la Hiram N. Turner Co., compagnie canadienne qui fabrique des balances et des instruments de mesure de poids et qui bénéficie de la traditionnelle exemption de taxes pour une période de dix ans. La même année, deux hommes d'affaires, Arthur Chevalier et P.H. Gendron, lancent la Compagnie de sirop Mathieu, sur la rue Albert, voulant en cela commercialiser la découverte du chimiste sherbrookoïis J.L. Mathieu.

Au Conseil de ville, certains dossiers importants cheminent. Par exemple, la Ville cède au gouvernement provincial des propriétés du square Strathcona, étape importante en vue de l'érection du futur Palais de justice. Les travaux de réfection du pont Wolfe reprennent, cette fois sous la responsabilité de la firme Oswego Bridge Co.; ils sont réalisés entre mai et août 1903, au coût de 18 902 \$. Et en août 1903, les élus municipaux votent le règlement 219 qui oblige les citoyens à raccorder leurs systèmes privés d'égouts à celui de la ville.

Relativement à l'épineuse question de la municipalisation de l'électricité, les pourparlers reprennent en vue d'acheter la Sherbrooke Power, Light and Heat. Un comité est mis sur pied à cette fin; il est présidé par le juge William White et comprend trois représentants de la firme visée, ainsi que cinq échevins de la ville. La Ville fait une offre d'achat de 200 000 \$ aux directeurs de la compagnie, offre qui englobe toutes les propriétés, meubles et immeubles, sauf les installations de gaz sur le chemin de Lennoxville. La compagnie Sherbrooke Power, Light and Heat, qui juge cette offre insuffisante, se voit accorder une prolongation du contrat qui la lie à la Ville pour l'éclairage des rues, et ce, jusqu'au 1er juillet 1905. Le contrat est prolongé aux mêmes conditions que le contrat initial signé en 1887. Par ailleurs, la Ville continue à explorer les possibilités d'utilisation hydro-électrique du bassin Westbury, dont elle s'est portée acquéreur l'année précédente.

CAMIRAND, JUDES-OLIVIER
1904

Deuxième mandat

Élu par acclamation le 11 janvier 1904, Judes-Olivier Camirand revient à la mairie pour un deuxième mandat. L'année 1904 est marquée par les débuts de la construction du futur Palais de justice. Ainsi, la Ville accorde une subvention de 300 \$ pour une réception qui souligne la pose de la pierre angulaire du futur édifice. Les travaux de construction doivent être complétés au cours de l'année 1905.

Au Conseil de ville, on accepte les recommandations du Comité de la voirie et l'on décide que c'est l'année des trottoirs. A plusieurs endroits dans la ville, des trottoirs de pierre viennent remplacer les trottoirs de bois. Ces améliorations résultent du fait que, depuis plusieurs années, des citoyens demandent à être dédommages pour des fractures subies lors d'une chute sur un trottoir en bois qui nécessite des réparations.

Dans le secteur industriel, l'entreprise Geo Long Planning Mill vient s'ajouter à toutes celles qui ont précédemment bénéficié de la politique d'exemption de taxes municipales.

En mars 1904, le maire et le conseiller McManamy se rendent à Québec pour faire amender la Charte de la Ville. On désire

Les Maires de Sherbrooke

qu'à l'avenir, tout règlement nécessitant le vote des électeurs puisse être adopté suivant la majorité en nombre, et non plus suivant la majorité au rôle d'évaluation. De plus, le scrutin devra être secret lors du vote de règlements municipaux. Ces changements souhaités font suite au résultat du premier référendum (21 et 22 mars 1904) sur la municipalisation de l'électricité qui a vu le oui de la majorité des électeurs battu par l'évaluation supérieure dans le camp du non. Le bill privé qui amende la Charte de la Ville est adopté à Québec et un deuxième référendum s'organise conformément aux nouvelles modalités de la charte. Cette consultation porte sur un emprunt par la Ville d'une somme de 200 000 \$, en vue de l'achat des installations électriques de la Sherbrooke Power, Light and Heat. Le débat est vif. Le référendum se tient le 1er août et le règlement est battu par 9 voix (419 pour, 428 contre). La Sherbrooke Power, Light and Heat, en réplique, se déclare prête à céder toutes ses installations (électricité et gaz) pour une somme de 233 000 \$. Vers la même époque, la Ville demande des avis légaux en vue de la possible expropriation de cette firme à l'expiration de son contrat en juillet 1905.

Durant son deuxième terme, le maire Camirand doit se faire remplacer à deux occasions, chaque fois pour une période de trois mois. La première fois, en février, T.W. Fuller le remplace; en août, c'est au tour de Daniel McManamy d'occuper le fauteuil de maire.

Les Maires de Sherbrooke

A la fin de son mandat, comme pour faire avancer un dossier qui piétine, Camirand se déclare publiquement favorable à la municipalisation de l'électricité à Sherbrooke.



LEONARD, JOHN
1905

Naissance

A Stornoway, le 15 mai 1855.

Famille

Fils de Thomas Leonard et de Mary Henry.

Études

Au Séminaire Saint-Charles, en 1876-1877, puis au Collège de Nicolet et au St. Francis College de Richmond. Bachelier en droit de Bishop's en 1884; admission au Barreau la même année.

Mariage

A Joannah Magaret Griffith, fille de William Griffith, secrétaire-trésorier de Sherbrooke, le 13 août 1893, à la cathédrale Saint-Michel; le couple aura trois enfants.

Décès

A sa résidence de la rue Montréal, le 1er mai 1935; funérailles à l'église St. Patrick.

Carrière municipale

Maire: en 1905.

Activités professionnelles

En 1881, John Leonard entreprend ses études de droit chez Kerry et Mulvena. Admis au Barreau en 1884, il pratique d'abord avec G.L. de Lottinville. En 1889, Leonard est avocat de la défense dans la célèbre cause de Morrisson, qui a tué un huissier chargé de le chasser de sa terre pour contestation de titre. Au début du siècle, Leonard s'associe à Jacob Nicol. Il est nommé bâtonnier du district de Saint-François en 1908. Le 19 juillet 1909, Patrice A. Juneau devient son associé. Le contrat stipule que Juneau recevra 550 \$ la première année et 650 \$ la deuxième. L'association dure jusqu'en 1915. Leonard pratique alors quelques mois avec J. Roy. Le 15 novembre 1915, Leonard est nommé protonotaire de la Cour supérieure du district de Saint-François.

En juin 1896, délégué à Québec lors de la convention provinciale de l'Ordre des Forestiers (société d'assurance mutuelle), Leonard est nommé représentant provincial à la grande convention générale de février 1897 à Columbus, Ohio.

Il est aussi commissaire pour l'érection des paroisses du diocèse de Sherbrooke en 1899. Irlandais, il s'intéresse à la fondation de l'église St. Patrick et à l'académie St. Patrick. Il représente l'élément irlandais à la Commission scolaire catholique de Sherbrooke de 1908 à 1934. Il démissionne alors pour raison de santé; un autre Irlandais, Torrence-G. Walsh, lui succède.

En 1908, John Leonard tente une incursion en politique fédérale. Candidat libéral, il est défait par le conservateur A.N. Worthington par 144 voix.

Carrière politique municipale

En janvier 1905, un groupe de Sherbrookoïis, Irlandais en tête, songe à modifier la règle de l'alternance qui prévaut, entre Canadiens français et anglais, pour le poste de maire de Sherbrooke. Les Irlandais veulent bénéficier aussi de cette convention. Le 6 janvier 1905, six Irlandais, six Canadiens anglais et six Canadiens français se réunissent donc pour discuter de la question. Ils s'entendent sur une proposition: demander au conseiller Charles Walter Cate, à qui devait échoir la succession du maire Camirand, de laisser sa place comme maire à l'Irlandais catholique John Leonard, en échange de l'assurance qu'un anglo-protestant serait maire l'année suivante. Cate refuse et se présente contre Leonard. Mais ce dernier est élu, le 16 janvier, avec une majorité de 241 voix.

Sous le mandat de Leonard, le 20 mars 1905, une résolution est envoyée aux directeurs de la Sherbrooke Power, Light and Heat Co. les

avisant que la Ville a décidé de se prévaloir de son droit d'option. En effet, selon le contrat du 4 octobre 1887, la Ville conserve, à compter du 1er juillet 1905, l'option de racheter les travaux de ladite compagnie à la valeur qui sera fixée par arbitrage. Robert A. Ross est choisi par le Conseil comme arbitre.

Du côté de l'aqueduc, une tour destinée à augmenter la pression de l'eau est construite près du réservoir. Ainsi, tous les endroits élevés peuvent être alimentés en eau potable. Lorsque l'hiver est très froid, comme celui de 1905, les robinets demeurent ouverts continuellement pour éviter le gel. La consommation d'eau est plus importante durant les mois de janvier, février et mars que le reste de l'année. En mars, 500 000 gallons de plus qu'en décembre sont consommés. Deux recommandations sont faites à l'effet que la Ville engage un inspecteur pour s'assurer que les tuyaux sont en bon état et que chaque industrie est branchée sur le compteur d'eau. Le Comité d'aqueduc, par souci d'économie, rencontre les propriétaires résidents de la rue Liverpool (tronçon de la rue King Ouest) pour obtenir qu'ils paient 10% du coût de l'extension du système d'aqueduc. Les propriétaires refusent de payer pour des travaux qui reviennent à la Ville. En conséquence, le comité ne permet pas l'installation du système d'aqueduc pour l'année en cours.

Le 7 juin, Daniel McManamy écrit au maire pour l'aviser qu'il vient d'acquiescer tous les droits sur le lit de la rivière Magog

ainsi que sur tout pouvoir hydraulique potentiel. L'achat est fait conjointement avec D.O.E. Denault. Vu cette acquisition, l'érection d'un barrage aux rapides de Rock Forest n'affecterait en rien les propriétés de la Sherbrooke Power, Light and Heat Co. ou de la British American Land Co. C'est pourquoi McManamy et Denault ont servi de tiers dans cet achat et que McManamy reste en liaison avec le Conseil.

En octobre, quelques mois après la fusion de la Rand Drill avec l'Ingersoll Company of America, des démarches sont entreprises pour acheter 15 acres de terre de la British American Land Co. A l'assemblée annuelle des actionnaires de cette dernière, en novembre, deux nouveaux directeurs élus sont de l'Ingersoll.

Deux associations voient le jour en 1905; l'Organisation of Caledonian Society of Sherbrooke (société écossaise) et la Sherbrooke Amateur Athletic Association.

Les Maires de Sherbrooke



OLIVIER, CHARLES-FRÉDÉRIC
1906

Naissance

A Lennoxville, le 4 novembre 1846.

Famille

Fils de Valère Olivier et de Marie Boudreau.

Études

A Bishop's College School et au collège de Saint-Hyacinthe.

Mariage

A Jeannette Benedict en 1877; onze enfants naîtront de ce mariage.

Décès

A Sherbrooke, le 31 décembre 1940.

Carrière municipale

Conseiller: de 1898 à 1911.

Maire: en 1906

Activités professionnelles

Charles-Frédéric Olivier est le petit-fils de Jean-Baptiste Olivier, résident de Sherbrooke depuis 1835. Il a vingt ans lorsqu'il s'établit à Boston. Un séjour de dix ans lui permet, ainsi qu'à son frère Albert, d'y acquérir de l'expérience dans le commerce. De retour à Sherbrooke, les frères Olivier ouvrent, coin King et Wellington nord, un magasin de vêtements pour hommes et femmes, le Boston Store, Olivier Brothers.

Au plan social, Charles-Frédéric Olivier est membre fondateur de l'Harmonie de Sherbrooke et il en est le secrétaire en 1884.

Carrière politique municipale

Conseiller depuis plusieurs années, il est élu maire, sans opposition, en 1906.

Le 29 janvier, un référendum autorise la Ville à emprunter, jusqu'à concurrence de 125 000 \$. On contracte immédiatement un emprunt de 50 000 \$, dont 40 000 \$ servent à des travaux d'aqueduc. On continue à placer des compteurs pour tous les services où l'eau sert à d'autres fins qu'à l'usage domestique. Tous les grands consommateurs d'eau sont donc maintenant "à la mesure", à l'exception des compagnies de chemins de fer; c'est le seul moyen de contrôler leurs dépenses en eau. Pendant les premiers mois de l'année, la consommation d'eau demeure

stable. Il n'y a pas de tuyaux à dégeler, ce qui peut être attribué, en grande partie, au soin qu'a pris le Département d'aqueduc d'enfouir plus profondément plusieurs tuyaux de distribution et de raccordement. Le nombre de raccordements à la canalisation s'élève maintenant à 1 623. Durant l'année, 216 latrines sont aussi nettoyées.

Le Comité d'hygiène installe un incinérateur au coût de 183,38 \$. Au moyen d'une petite quantité d'huile, au-delà de 3 000 voyages de détritrus sont consommés.

Le 24 février, une action est enregistrée en Cour Supérieure par la Cité de Sherbrooke afin d'obliger la Sherbrooke Power, Light and Heat Co. à se soumettre à l'arbitrage pour que Sherbrooke puisse en faire l'acquisition.

Il y a alors, sur une distance de moins d'un demi-mille, cinq barrages qui fournissent l'énergie à 14 industries:

barrage 1: pour Paton Mills et Lomas Mills
barrage 2: Magog Woollen Mills, Loomis et Sherbrooke Water Works
barrage 3: Sherbrooke Power Light Heat and Power Sherbrooke
barrage 4: Street Railway, Moore Carpet, Modern Bedstead et les anciens bâtiments de la Corsét Co. Il y a un surplus de pouvoir.
barrage 5: Bush Bros' & Ash and Door Shop, moulin à farine, Sherbrooke Iron Works, Imperial Laundry, Drew's Machine Shop.

Le total du pouvoir dans les limites de la ville est évalué à 4 200 chevaux vapeur, dont 1 590 ne sont pas encore utilisés. Il y

a possibilité d'obtenir un surplus, en construisant un barrage supplémentaire entre les barrages 3 et 4.

Pendant l'année 1906, on construit une nouvelle usine au barrage de la rue Frontenac. De nouvelles turbines génératrices et un nouveau tableau de distribution sont installés. La fréquence du courant est changée de 133 cycles à 60, avec courant en deux phases au lieu de trois. Ces travaux nécessitent le remplacement de tous les moteurs, transformateurs, compteurs et lumières de rues.

La Ville consacre aussi 5 000 \$ à l'aménagement d'un camp militaire, rue Bowen Sud. Désormais, les manoeuvres d'été pour les militaires de la région s'y tiendront.

La Ville contribue encore à la construction de trottoirs de béton, en face des résidences dont les propriétaires assument la moitié des coûts des travaux.

Elle accorde enfin une exemption de taxes à la nouvelle compagnie Modern Bedstead.

Le gouvernement provincial, pour sa part, subventionne la construction du Palais de justice et l'aménagement du square Strathcona. Le Palais de justice est inauguré le 11 septembre, au cours d'une cérémonie présidée par le premier ministre de la province, Sir Lomer Gouin.

Quant à l'initiative privée, on lui doit d'abord la construction du Monument national, salle de spectacles érigée rue Marquette et inaugurée le 5 février 1906. On lui doit aussi la campagne organisée en mars par une trentaine de marchands de Sherbrooke afin d'attirer les clients des environs de la ville. L'offensive publicitaire consiste à payer le billet de retour par chemin de fer aux clients qui demeurent dans un rayon de 40 milles s'ils achètent pour une valeur de 25 \$ en dix jours, et à ceux qui habitent à plus de 40 milles s'ils font des achats pour une valeur de 50 \$ au cours de la même période.

FARWELL, WILLIAM
1907

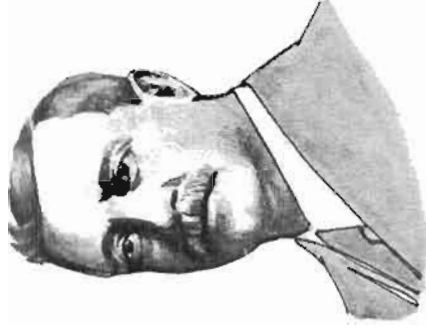
Deuxième mandat

Conseiller municipal en 1904 et 1905, William Farwell retourne à la mairie le 14 janvier 1907. Durant cette année, le Conseil de ville consacre le gros de ses efforts à solutionner la délicate question de la municipalisation de l'électricité. Depuis 1905, la Ville attend les résultats de l'arbitrage auquel elle a décidé de recourir, afin d'en arriver à un compromis avec la Sherbrooke Power, Light and Heat Co. Lassé d'attendre, le Conseil de ville amorce d'autres pourparlers avec la firme Sherbrooke Power, Light and Heat Co., qui aboutissent à une nouvelle offre d'achat au montant de 260 000 \$. Tout au long de ces négociations, la Ville hésite, penchant tantôt pour le développement du bassin Westbury qu'elle a acquis précédemment, tantôt pour l'achat des installations privées locales. Jouant sur les deux tableaux à la fois, les édiles municipaux votent un règlement visant à consulter les contribuables au sujet d'un emprunt de 200 000 \$ pour l'installation d'un réseau électrique municipal ainsi que des bâtisses nécessaires à un tel projet. Si la Ville s'acharne à vouloir municipaliser l'électricité, c'est qu'elle veut pouvoir offrir de l'électricité à bas tarif et faire de cet avantage la pierre angulaire de sa politique industrielle, mettant dès lors de côté la pratique des bonis et des réductions de taxes. Le grand jour du référendum arrive

en fin le 24 juin 1907 et les contribuables votent par l'affirmative. Au même moment, la Ville acquiert de la British American Land pour un montant de 1 000 \$ les terrains avoisinant la chute Drummond, sise trois milles en amont de Sherbrooke, sur la rivière Magog.

Sur d'autres plans, les progrès de la ville sont tout aussi marquants. Ainsi, l'année 1907 voit les débuts de l'enregistrement des véhicules-moteurs. Une dizaine d'automobiles sont ainsi recensées dans les limites de Sherbrooke. En juillet 1907, a lieu la consécration de la maison mère des Petites Soeurs de la Sainte-Famille (rue Drummond, maintenant Galt Ouest). Le 31 août 1907, grande primeur canadienne à Sherbrooke: lors de l'Exposition du Dominion, dont on fête le 40^e anniversaire, se tient à Sherbrooke une démonstration de dirigeables. Le 24 septembre suivant, c'est l'inauguration du courrier par facteurs à Sherbrooke. En décembre de la même année, la construction du nouvel Hôpital civique rue Drummond est complétée. Cet édifice logera plus tard l'Unité sanitaire, puis les services techniques de la Ville de Sherbrooke.

Dans leur quête de nouvelles industries, les autorités municipales favorisent l'implantation de la bijouterie McRae and Keeler. Quant à la firme Eastern Townships Fairbanks Co. qui désire s'installer à Sherbrooke, la Ville la gratifie d'une partie du lot 1 444 (rue Belvédère) qu'elle vient d'acquérir de la British American Land au montant de 20 000 \$.



BACHAND, LÉONILDE-CHARLES
1908-1909

Naissance

A Saint-Pie de Bagot, le 6 octobre 1854.

Famille

Fils de Rosalie Denonville et de Joseph-Charles Bachand, notaire.

Études

A Saint-Hyacinthe, puis à l'école de médecine et de chirurgie affiliée à l'Université Victoria de Cobourg (Ontario); il est reçu médecin en 1878.

Mariage

A Georgine Camirand, fille de Hercule-Olivier Camirand et de Tharsile Gauthier, le 9 septembre 1878, à la cathédrale Saint-Michel de Sherbrooke; le couple aura trois fils: Joseph-Denonville, médecin; Charles-Émile, avocat; et Léonidas, notaire.

Les Maires de Sherbrooke

Décès

Le 5 juillet 1926, à l'âge de 72 ans; il est inhumé au cimetière Saint-Michel.

Carrière municipale

Maire: élu le 20 janvier 1908 pour un mandat de 2 ans.

Activités professionnelles

L.-C. Bachand pratique d'abord la médecine à Coaticook. Tour à tour président de la Commission scolaire et président de la Chambre de commerce, il devient également maire de Coaticook en 1890. Il est aussi co-proprétaire de l'Étoile de l'Est, journal qui paraît pour la première fois le 15 juillet 1887.

Il vient s'établir à Sherbrooke en 1899. Il y pratique la médecine, avec spécialité pour les yeux, le nez, la gorge et les oreilles. Il sera président du Conseil d'administration de l'Hôpital Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke. Au moment de sa mort en 1926, il est coroner pour le district de Saint-François.

Carrière politique municipale

L.-C. Bachand inaugure les mandats de deux ans à la mairie de Sherbrooke. Il est élu, sans opposition, le 20 janvier 1908.

Après une longue lutte menée principalement par les échevins McManamy et Denault, la Ville de Sherbrooke réussit à acheter la

Les Maires de Sherbrooke

Sherbrooke Power, Light and Heat Co. au cours de la première année du mandat du maire Bachand. A compter du 1er mai 1908, les services du gaz et de l'électricité sont assurés par la Ville, qui crée un Département du gaz et de l'électricité. Cette municipalisation est saluée comme "une victoire contre les capitalistes anglais et l'arrogance des grosses compagnies". Le 9 mars 1908, les contribuables approuvent cette transaction lors d'un référendum gagné par 397 voix contre 53. Le Conseil municipal peut ainsi emprunter les 170 000 \$ qu'il doit déboursier pour prendre possession des propriétés de la compagnie. La Ville fournit maintenant l'électricité à 1 634 clients, dont 165 nouveaux abonnés en 1908. Il y a 298 clients pour le service du gaz, dont 51 nouveaux pour l'année en cours. La nouvelle génératrice installée à l'usine Frontenac porte la capacité totale à 1 750 kW.

La Ville construit le barrage Drummond sur la rivière Magog, à trois milles en amont de Sherbrooke. Il a 10 pieds de haut et 297 pieds de large et il doit fournir la ville en eau potable.

C'est également en 1908 que la E.T. Fairbanks Co., succursale d'une compagnie américaine du Vermont, s'établit sur une partie du lot 1444, rue Belvédère (actuelle Place Belvédère). Ce terrain lui est donné par la Ville, qui l'a acheté de la British American Land Co. au prix de 20 000 \$.

Le 19 avril précédent, un nouvel édifice du Y.M.C.A. a été inauguré dans l'ancienne résidence de Walter Blue, à la rencontre de Melbourne (Prospect), Moore et Dufferin. Cette maison a été donnée au Y.M.C.A. par C.B. Howard.

L'année 1908 est aussi marquée par la bénédiction de la nouvelle église Saint-Jean-Baptiste par Mgr Paul Larocque. Pour l'époque, l'intérieur de cette église est une merveille d'illumination avec ses 800 ampoules électriques.

Enfin, à la demande de la Sherbrooke Women's Temperance Union, le Conseil fait installer une fontaine dans le centre de la ville et distribuer de la glace en été.

Parmi les faits marquants de l'année 1909, il faut signaler particulièrement l'ouverture de l'hôpital général Saint-Vincent-de-Paul, le 29 mars. Il se détache de l'Hospice du Sacré-Coeur fondé par les Soeurs de la Charité de Saint-Hyacinthe en 1874 et marque une séparation entre les services aux malades et les services aux vieillards rendus par ces religieuses.

En octobre, le Conseil achète de McManamy et de Denault, pour la somme de 2 000 \$, la portion de la rivière Magog qu'ils ont acquise lorsqu'ils luttèrent pour la municipalisation de l'électricité.

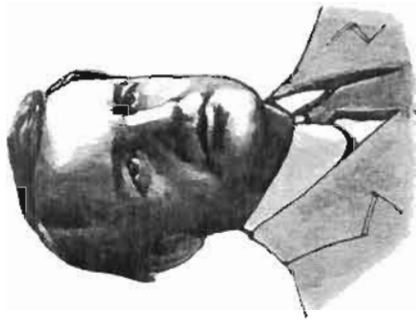
En novembre, la Ville lance une brochure publicitaire destinée à attirer des industriels à Sherbrooke. On y met l'accent sur

la possibilité du pouvoir électrique et le faible coût auquel la Ville peut le fournir.

Deux nouvelles usines pour la production de l'acier ouvrent leurs portes: la Bowman Steel Structural Co. et la Mackinnon Holmes Co. Dans le domaine du textile, la Lomas, fondée en 1842, est intégrée à la Paton.

Au plan sportif, un club de curling est construit; il ouvre ses portes le 2 janvier 1909. Et au plan religieux, une nouvelle paroisse, l'Immaculée-Conception, est créée le 15 avril.

*SOCIÉTÉ DE GÉNÉALOGIE
DES CANTONS DE L'EST INC.
275, rue Dufferin, Sherbrooke
(Québec) CANADA J1H 4M5*



CATE, CHARLES WALTER
1910-1911

Naissance

A Stanstead, le 4 avril 1855.

Famille

Fils de Nathaniel Cate et de Harriet Wright.

Études

Au Wesleyan College de Stanstead; admission au Barreau en décembre 1880.

Mariage

A Mary Marilla Bangs, fille de Leonard L. Bangs de Newell (Iowa) en 1882; le couple aura deux fils.

Décès

A North Hatley, le 2 juillet 1919; funérailles à l'église méthodiste de Sherbrooke.

Carrière municipale

Conseiller: de 1897 à 1904 - président du Comité des finances

Maire: de janvier 1910 à janvier 1912.

Activités professionnelles

Avocat, il est associé tour à tour aux études Hall, White, Panneton et Cate; puis White et Cate; White, Cate et Wells; enfin Cate et Wells. Parallèlement, il remplit les fonctions de syndic, puis de secrétaire du Barreau et, en 1897 et en 1906, de bâtonnier du district de Saint-François. Dans le domaine des affaires, il est président du Mississippi Valley Railway et membre du Conseil d'administration du Sherbrooke Board of Trade. Enfin, au plan social, il est membre du Conseil d'administration du Sherbrooke Hospital, président du Stanstead College, du Y.M.C.A. de Sherbrooke et de la Library and Art Union.

Carrière politique municipale

Le 20 janvier 1910, Cate est élu sans opposition, devenant ainsi le 29^e maire de Sherbrooke. La ville compte alors une population de 16 018 habitants, représentés au Conseil de ville par 5 échevins francophones et 5 anglophones. L'évaluation est de 6 556 011 \$; les rues sont macadamisées sur une étendue de quatre milles et les trottoirs construits sur une étendue de sept milles. En attendant un nouvel hôtel de ville, les services municipaux sont dispersés

depuis quelques années dans l'édifice Brooks et dans celui des Arts, rue Commercial, ainsi qu'au poste central de police, rue Marquette. Le 2 mai 1910, on inaugure l'édifice Whiting, rue Wellington nord, où se tiendront désormais les séances du Conseil de ville.

Le mandat de Cate est d'abord marqué par l'aménagement d'une usine électrifiée de pompage au site Drummond, où s'élève déjà un barrage depuis 1908, et par la construction d'un réservoir de dix millions de gallons, situé près de l'avenue Fairmount et relié à l'usine Drummond.

L'année 1911 apporte une autre grande réalisation dans le domaine hydraulique; il s'agit de l'aménagement du barrage et de l'usine de Rock Forest, connus sous le nom de "Drop off Power". Ce barrage est construit sur la rivière Magog, à la décharge du Petit lac Magog, dans le bassin acquis précédemment de la British American Land par les échevins McManamy et Denault. L'usine produit 2 000 CV et elle est reliée à celle de Sherbrooke par une ligne de transmission.

C'est sous l'administration de Cate qu'est signé, le 7 février 1910, le contrat pour doter le pont Montcalm, "le vieux pont" ou "le pont de la Paton", d'une première structure d'acier. Le travail est confié à la compagnie Mackinnon-Holmes, nouvellement établie dans la ville.

Le 24 février 1910, Le Conseil de ville adopte le règlement 280 à l'effet d'amender le contrat de 1896 qui lie la Ville à la

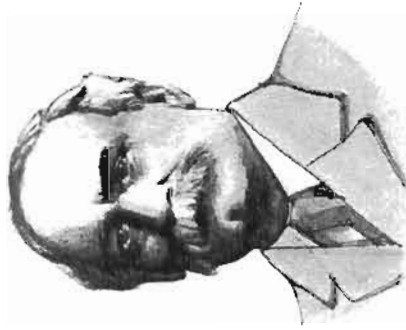
Sherbrooke Tramway and Power Co. Selon ce nouveau règlement et le contrat du 3 octobre suivant, la compagnie a pour quarante ans le droit exclusif de construire et d'exploiter un chemin de fer urbain dans les limites de la ville. En conséquence, dès juillet 1910, la compagnie achète de la British American Land toutes les propriétés situées entre son propre barrage et le confluent des rivières Magog et Saint-François, tous les édifices et terrains situés entre l'édifice Griffith et les rails du Grand Tronc, et les terrains entre le Grand Tronc et la rue Meadow. L'achat s'élève à 75 000 \$.

A l'automne 1910, un commissaire industriel est nommé. Et de concert avec le Board of Trade et la Chambre de commerce canadienne-française, une campagne de promotion est entreprise, le Mouvement du Plus Grand Sherbrooke (Greater Sherbrooke). Le slogan de la campagne semble être plus utilisé en anglais qu'en français: c'est le "Do it for Sherbrooke". Le 6 décembre 1910, le Conseil de ville accepte de déboursier 2 000 \$ pour cette campagne, qui s'oriente vers l'établissement de nouvelles industries à Sherbrooke et qui portera des fruits au cours des années suivantes.

Pendant l'année 1910, le journal La Tribune, pro-libéral, est fondé le 10 février par Michael A. Foley et Jacob Nicol, qui ont acheté l'atelier d'imprimerie du News; la Sherbrooke Racing Association est constituée le 13 juin; le Sherbrooke Symphony Orchestra donne son premier concert le 6 décembre; la compagnie Sherbrooke Pure Milk est fondée par R.W. Reid et M.T. Armitage; la station

de pompiers n° 4 est créée rue King Est; et le scoutisme naît à Sherbrooke avec la formation de trois troupes d'éclaireurs anglophones, rattachées aux Églises Church of the Advent, St. Peter's et Plymouth.

En 1911, la vaccination est décrétée obligatoire par le règlement municipal n° 290; la Congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Coeur de Jésus s'établit à Sherbrooke et achète la maison Ives, rue Bowen, le 29 juin; enfin, l'académie St. Patrick est fondée.



HÉBERT, FÉLIX-HERMÉGILDE
1912-1913

Naissance

A Saint-Aimé, comté de Richelieu, le 8 septembre 1861.

Famille

Fils de Jean-Baptiste Hébert et de Geneviève Trudéau de Sainte-Edwidge.

Études

A l'école publique française et à l'école publique anglaise. Il est reconnu comme étant un autodidacte.

Mariage

A Rose-Délina Therriault, fille de Georges Therriault et de Marie-Reine Dufresne, le 31 janvier 1887, à la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke; le couple aura cinq enfants.

Décès

A Sherbrooke, le 15 juillet 1931, à l'âge de 69 ans.

Carrière municipale

Conseiller: il représente le quartier Est en 1897, 1898 et 1899.

Maire: de 1912 à 1914.

Activités professionnelles

Félix-Herménégilde Hébert s'établit à Sherbrooke en 1889, après avoir été échevin durant cinq ans à Sainte-Edwidge de Clifton. De 1891 à 1906, il s'associe à la maison Gendron et Denault comme comptable. Travaillant également comme comptable pour la firme Brière et Brisson, il fonde en 1907, avec Thomas Fortier, la maison connue sous le nom Hébert et Fortier. Cette firme exploite simultanément un commerce de détail et un commerce de gros, ce dernier étant connu sous le nom de la Cie d'épicerie de Sherbrooke. L'établissement commercial est situé au coin des rues Bridge (King Est) et Bowen.

F.-H. Hébert est un homme d'affaires très en vue à Sherbrooke. Pendant un quart de siècle, il exploite son commerce, qui se développe graduellement pour former une chaîne d'épiceries s'étendant dans les divers quartiers de la ville. Ces cinq établissements portent les noms de Syndicat, Central, Populaire, Victoria et Portland.

Hébert fait une incursion dans le monde journalistique comme assistant-directeur du journal Le Pionnier et directeur du journal Le Peuple, au début des années 1890.

Homme cultivé, F.H. Hébert milite dans un grand nombre d'associations. Président fondateur de la Chambre de commerce canadienne-française de Sherbrooke en 1910, il est aussi président de l'Union Saint-Joseph, de la Société Saint-Jean-Baptiste et de la Ligue du bon parler français. Il est aussi l'un des premiers marguilliers de la paroisse Saint-Jean-Baptiste. Il occupe enfin plusieurs autres fonctions au sein d'organisations littéraires, sociales, sportives et religieuses.

Carrière politique provinciale

F.-H. Hébert se présente aux élections provinciales de 1912, comme candidat conservateur pour le comté de Sherbrooke. Mais il subit la défaite aux mains du libéral Calixte-Emile Therrien, qui l'emporte par 410 voix de majorité.

Carrière politique municipale

F.-H. Hébert est élu maire de Sherbrooke le 1er février 1912, l'emportant par une majorité de 218 voix sur son adversaire, D.O.E. Denault.

Pendant son mandat, qui couvre les années 1912-1913, plusieurs entreprises s'installent à Sherbrooke à la suite des démarches du nouveau commissaire industriel, engagé conjointement par la Ville et par le Board of Trade. En plus, la Ville se targue de ses

cing pouvoirs hydrauliques sur les rivières Magog et Saint-François et prétend fournir l'électricité au meilleur prix à travers tout le Canada.

En 1912, la Ville vend à la Sherbrooke Railway and Power Co. les installations qu'elle possède à Lennoxville, pour une somme de 10 000 \$. Alfred Dion, premier inspecteur des bâtisses de Sherbrooke, entre en fonction. Au mois de mai, le Conseil adopte un règlement délimitant les cinq quartiers de la ville; le quartier Ouest est alors créé. Et la Ville perd les services d'un éminent serviteur, alors que Daniel McManamy, s'opposant à une subvention de 2 000 \$ au Board of Trade pour fins de publicité, remet sa démission après plus de 30 années de service comme échevin et comme maire. Siégeant alors au Comité des finances, il rappelle que la charte ne prévoit pas de dépenses qui ne soient tout d'abord soumises et approuvées par ledit comité.

Enfin, la Ville maintient sa politique d'aide (boni) aux entreprises, pour leur installation ou leur expansion. C'est ainsi que la Canadian Brakeshoe Co., la Canadian Connecticut Cotton Mills Co., la Cosmopolitan Clothing Co., la Crown Manufacturing Co. et la Panther Rubber Co. (aujourd'hui American Biltrite) obtiennent des exemptions de taxes d'une durée de dix ans. Parallèlement, les compagnies E.T. Fairbanks, Jenckes Machine et Sherbrooke Iron Works profitent de la politique d'aide municipale pour agrandir leurs installations. Plusieurs associations volent le jour en 1912. On peut mentionner l'Association des citoyens de Sherbrooke, la

Eastern Townships Associated Boards of Trade, la Eastern Townships Rifle Association et la Sherbrooke City Band. Enfin, c'est le 15 février 1912 que la Eastern Townships Bank est fusionnée à la Bank of Commerce.

Durant l'année 1913, l'administration municipale est réorganisée. Le maire se rend à Québec pour exposer à l'assemblée législative les changements à apporter à la Charte de la Ville. Désormais, les règlements soumis au Conseil seront acceptés ou rejetés par vote secret.

La réorganisation comporte aussi une amélioration de la tenue des livres. En 1913, la perception de 131 000 \$ d'arrérages est entreprise avec vigilance par le personnel. L'argent perçu est reçu par un caissier. Les recettes sont vérifiées tous les soirs avec les livres des caisses respectives de la cité, de l'Aqueduc et du Service du gaz et de l'électricité. Chaque soir, l'argent est remis au trésorier et placé dans la chambre forte, et dès le lendemain matin, il est déposé à la banque. La Ville regroupe aussi ses polices d'assurances pour éviter un chevauchement des polices.

Les salaires des employés de l'hôtel de ville sont haussés et établis selon une nouvelle échelle. C'est ainsi que l'ingénieur en chef reçoit 2 100 \$ annuellement, alors que le salaire du caissier est établi à 1 000 \$ et ceux du dactylographe et sténographe, à 500 \$. Les salaires des secrétaires sont fixés entre 500 \$ et 600 \$ par année, selon l'expérience et l'ancienneté.

Les Maires de Sherbrooke

Dans le domaine privé, le 1er janvier 1913, le Québec Central Railways est loué au Canadien pacifique pour 999 ans, tout en conservant son nom et son administration, avec son siège social à Sherbrooke. La section sherbrookoise du Victorian Order of Nurses est formée à Sherbrooke au cours de l'année 1913. L'école des infirmières de l'Hôpital Saint-Vincent-de-Paul est également inaugurée la même année.

Le 23 novembre, l'historique pin solitaire tombe au cours d'un orage.

Les Maires de Sherbrooke



MACKINNON, JAMES
1914-1915

Naissance

A Londonderry (Irlande), le 30 juin 1850.

Famille

Fils de James Mackinnon et de Mary Allen; il a trois ans lors de son arrivée au Canada.

Études

Au Saint Francis College de Richmond.

Mariage

A Emily S. Robinson de Waterloo (Québec); deux enfants, un fils et une fille naîtront de ce mariage.

Décès

Le 28 janvier 1937, à sa résidence, au 167 de la rue Victoria; funérailles à l'église St. Peter's.

Carrière municipale

Maire: en 1914 et 1915.

Activités professionnelles

A l'âge de 16 ans, en 1866, James Mackinnon est engagé dans la défense contre les raids féniens. Stationné à Richmond, il surveille les trains pendant six semaines. Puis, il est gérant pour la Eastern Townships Bank à Cowansville, de 1876 à 1900, et maire de Cowansville pendant trois ans.

Il séjourne quelques mois à Grand Forks en Colombie britannique, lors de l'ouverture d'une succursale de la banque, en 1901. La même année, il devient assistant-gérant de la Eastern Townships Bank à Sherbrooke. L'année suivante, il est gérant général et il le demeure jusqu'à la fusion de la Eastern Townships Bank à la Canadian Bank of Commerce en 1912. Après la fusion, il demeure gérant pendant cinq autres années et conseiller de la direction, jusqu'en 1927.

En 1908-1909, il préside le Sherbrooke Board of Trade et le Sherbrooke Library and Art Union.

Par la suite, il est un des administrateurs du Sherbrooke Trust, de 1912 à 1937, et président de cette compagnie en 1936-1937.

Il est aussi directeur de l'Imperial Life Insurance, vice-président de l'Empire Trust Co., conseiller de la Canadian Bankers' Association et président de l'Eastern Townships Agricultural Association (E.T.A.A.).

Au plan social, il est président du Dunham Ladies College (St. Helen's School) pendant plusieurs années, et du bureau des syndicats du King's Hall de Compton. En 1903, il est nommé syndic de Bishop's University et il en est un des gouverneurs jusqu'à son décès. Il est enfin directeur puis président du Sherbrooke Hospital, pendant huit ans.

Mackinnon est de l'Ordre maçonnique et, en politique, il appuie le parti conservateur.

Carrière politique municipale

James Mackinnon est élu sans opposition à la mairie le 11 janvier 1914.

La Ville compte alors 31 milles de trottoirs, 36 milles de rues habitées et 22 milles d'égouts. Le rôle d'évaluation atteint 10 256 545 \$. Les industries de Sherbrooke exemptées de taxes municipales sont ainsi évaluées:

quartier Est	82 800 \$
quartier Sud	252 250 \$
quartier Ouest	774 750 \$
quartier Centre	158 000 \$
quartier Nord	169 500 \$

total	1 437 300 \$

La Ville possède dans ses limites des propriétés pour 1 338 800 \$ et, en dehors de Sherbrooke, pour 550 000 \$.

Sous le mandat de Mackinnon, le 14 avril 1914, un nouveau règlement supprime la "licence" d'entrepreneur, qui est de 100 \$, et

y substitue un permis de construire, dont le prix est de 0,5% du coût projeté de la construction. Les travaux de réfection sont entrepris au pont Aylmer et confiés à Mackinnon-Holmes, le plus bas soumissionnaire, pour le montant de 11 200 \$. Enfin, une Cour municipale est créée au poste de police n° 1.

Le Parlement provincial, pour sa part, décide d'effectuer des améliorations à la prison de Sherbrooke; une somme de 8 000 \$ est votée, dans le but d'installer des bains et un système de chauffage à l'eau chaude.

Lorsque la guerre se déclare, dans les premiers jours d'août 1914, des citoyens et citoyennes de Sherbrooke se montrent empressés de faire leur part. Dès le 10 août, 300 Sherbrookoises se réunissent à la Salle des arts pour discuter des moyens d'affrêter un navire-hôpital. Le journal La Tribune souligne la parfaite harmonie qui unit, à cette occasion, des citoyennes anglophones et francophones. Et 20 jours après la déclaration de guerre, un premier contingent de soldats quitte Sherbrooke pour la France.

L'année 1915 commence par un désastreux incendie qui, le 15 janvier, cause la mort d'un homme, inflige des blessures graves à un autre et occasionne des pertes de plusieurs centaines de milliers de dollars au magasin Codère, du 161 de la rue Wellington.

Au printemps, la Ville doit revoir son entente avec la Jenckes Machine Co. Selon l'entente de 1913, la Jenckes, qui avait été

exemptée de taxe et qui avait bénéficié d'une avance de 100 000 \$, devait faire travailler 625 ouvriers sherbrookoises. Les circonstances nouvelles ne permettant pas à la compagnie d'embaucher autant de personnel, une nouvelle entente est conclue entre la Ville et la compagnie le 14 avril 1915: l'entreprise n'est plus tenue qu'à employer 500 ouvriers, à défaut de quoi elle paiera un intérêt de 5½ % sur sa dette.

La Ville entreprend des améliorations à l'Hôpital civique; celui-ci est pourvu d'un réservoir de soixante gallons pour l'eau chaude et de deux lavabos; il est relié au système d'égouts de la ville, et des ampoules électriques sont placées dans les pièces où la chose est jugée nécessaire.

Le 3 août, le Conseil décide la construction d'une nouvelle usine à gaz. L'argent sera prélevé sur les obligations, au montant de 75 000 \$, votées et approuvées par les contribuables en 1912. Le contrat des réservoirs est confié à la Jenckes Machine Co., au prix de 25 800 \$.

Le 18 octobre, le Conseil souscrit 2 500 \$ à la Croix-Rouge. De plus, le Service de l'électricité de la ville donne gratuitement l'éclairage pour les réunions des associations patriotiques, qui recueillent des fonds pour les familles des soldats. Pour l'année 1915, les fonds recueillis dans la population atteignent la somme de 3 116,07 \$.

Les Maires de Sherbrooke

En 1915, 43 permis de construction sont émis pour un total de 350 000 \$. Et la Julius Kayser Co. ouvre ses portes sur la rue Frontenac.

Les Maires de Sherbrooke



SYLVESTRE, ERNEST
1916-1918

Naissance

A Saint-Barthélémy, le 22 mars 1867.

Famille

Fils de Pierre-Georges Sylvestre et d'Emérencienne Malboeuf.

Études

Au collège de Joliette; études de droit à l'Université Laval.

Mariage

A Marie-Marguerite Rochette de Saint-Bathélémy, le 17 juillet 1893; cinq fils et trois filles naîtront de ce mariage, dont Paul et Solange (Madame Léonard Desautels) qui habitent Sherbrooke.

Décès

A Sherbrooke, à sa résidence du 142, rue Gillespie, le 20 novembre 1955; funérailles à la cathédrale Saint-Michel.

Carrière municipale

Conseiller: de 1904 à 1907.

Maire: en 1916 et 1917.

Activités professionnelles

L'année de son admission à l'exercice du notariat, en 1892, Ernest Sylvestre vient s'établir à Sherbrooke. Il pratique d'abord seul, puis il s'associe au notaire Chénier Picard, en 1913.

A partir de 1927, il associe ses fils à son étude et pratique sous la raison sociale Sylvestre et Sylvestre. Pendant sa carrière, Ernest Sylvestre est président de la Chambre des notaires du district de Saint-François et, à quatre reprises, il représente le district à la Chambre des notaires de la province de Québec. En 1944, après 52 ans de pratique, il abandonne le greffe à ses deux fils, Georges et Paul.

Sa carrière l'a aussi conduit dans les affaires: il a été directeur de la Strathcona Fire Insurance Co. et du Crédit canadien.

Sylvestre est aussi actif dans le domaine des arts, religieux et profanes. Au début de sa carrière, il est professeur de piano au Séminaire Saint-Charles-Borromée, de 1892 à 1900, et organiste à la cathédrale de 1893 à 1902. Il est co-fondateur du chœur de la

Cathédrale en 1910 et il est le directeur de 1910 à 1921. Il fait aussi du théâtre amateur et tient des premiers rôles dans des pièces et opérettes jouées à Sherbrooke: "Le voyage en Chine", "Les p'tites Michu" et "Les cloches de Corneville". Enfin, président de la Commission scolaire pendant 20 ans, il y prône les avantages de l'enseignement du solfège dans les écoles.

Conservateur en politique, Ernest Sylvestre appuie Joseph-Alfred Leblanc lors des élections provinciales dans Wolfe, en 1908, contre Pierre Tanguay qui l'emporte par une majorité de 234 voix.

Carrière politique municipale

A l'élection du maire, le 17 janvier 1916, 2 821 personnes ont droit de vote. Ernest Sylvestre triomphe de l'avocat Émile Rioux avec une majorité de 241 voix.

Le 18 avril 1916, la Sherbrooke Railway and Power Co. propose à la Ville qu'au lieu de payer pour l'entretien des rues et des ponts qu'elle utilise, elle lui donne un certain pourcentage de ses recettes. La compagnie promet de construire une double voie sur la rue Wellington, entre la rue King et le carré Strathcona, et d'assurer le service sur tous les prolongements que décidera un comité conjoint, Ville et compagnie.

Le 28 décembre, la Ville signe une entente avec la Sherbrooke Railway and Power pour l'achat de 1 500 chevaux-vapeur additionnels, lesquels seront livrés le 10 janvier suivant et vendus comme suit: 1 200 CV à la

Canadian Ingersoll Rand et 300 pour les autres manufactures. La Ville croit pouvoir développer 600 CV de ses propres ressources. Cela suffirait à fournir l'énergie à toutes ses manufactures en ce temps de guerre.

Le 27 mai, le maire comparait devant le magistrat Mulvena sous l'accusation d'avoir, en automobile, dépassé un tramway à l'angle des rues Wellington et King. Le maire avoue sa culpabilité et paie une amende de 5 \$ plus les frais.

Le Pin Solitaire, fracassé par la foudre en 1913, est aperçu sur le bord de la rive par un entrepreneur menuisier du nom de Gingras. Avec l'aide d'Elzéar Bernard, un épicier de la rue Marquette, il transporte les restes de l'arbre à son usine, où il prend soin de le faire dessécher régulièrement, de manière à l'empêcher de fendiller. Un morceau de pin poli et verni est acheté par E.W. Farwell pour dix dollars. Le Séminaire Saint-Charles en retient un autre. Gingras décide de débiter et de préparer le pin pour distribuer les morceaux à l'occasion du centenaire de la première messe chantée à Sherbrooke, en 1816.

Le nouvel édifice de la compagnie Bell ouvre ses portes au carré Strathcona le 21 juin 1916. La bâtisse est à l'épreuve du feu, le bois est pratiquement absent dans cette construction.

En 1917, le 6 février, le Conseil accorde aux Chinois de la ville la permission de former un club pour fournir à ses membres

les amusements nécessaires. Le club portera le nom de Club Canton.

Le 8 février, un incendie se produit à l'usine Mackinnon-Holmes, rue Industrial (aujourd'hui des Forges), causant des dommages évalués à plus de 40 000 \$. La partie ouest de l'usine est complètement détruite; il s'agissait d'une aile de construction récente, où l'on fabriquait des obus.

La compagnie Two Miles Falls Water Power offre de vendre à la Ville, pour la somme de 375 000 \$, le pouvoir qu'elle possède dans le canton de Weedon. Dans un référendum tenu le 26 février, les citoyens approuvent l'achat par une majorité de 314 voix.

A la réunion du 16 juillet, les conseillers A.C. Skinner et G. Delorme du Comité de la police recommandent de voter une récompense de 25 \$ aux personnes qui ont procuré au Conseil des informations sur les individus qui ont collé ou colleront des affiches sur les édifices publics. Cette proposition s'appliquerait dans l'immédiat à ceux qui collent des affiches anti-conscriptionnistes. Mais la proposition est rejetée par le Conseil.

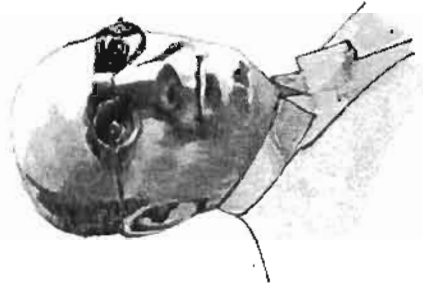
Le 27 juillet 1917, a lieu la première messe dans la nouvelle chapelle Pauline (sous-sol de l'actuelle cathédrale) qui remplace temporairement la vieille cathédrale. Les ouvriers démolissent la vieille cathédrale, et les cloches sont transportées dans la nouvelle.

Les Maires de Sherbrooke

Le 13 août, le docteur J.Emile Noël fonde l'hôpital qui porte son nom (actuel Hôtel-Dieu). L'hôpital peut accueillir 12 patients.

Le 29 novembre, une réunion en vue des élections fédérales, à laquelle participent deux ministres sortants du gouvernement Borden, est convoquée au théâtre His Majesty's. La réunion donne lieu à des actes de violence.

Les Maires de Sherbrooke



WHITE, CHARLES DICKINSON
1918-1920

Naissance

A Sherbrooke, le 6 septembre 1871.

Famille

Fils de William Thomas White, juge et ex-maire de Sherbrooke, et de Mary Cowan Dickinson.

Études

A la Sherbrooke Academy et au Bishop's College; baccalauréat en droit de l'Université McGill en 1896.

Mariage

A Elizabeth Oram Woods, fille d'Alex Woods de Québec, le 13 avril 1903; le couple aura deux enfants.

Les Maires de Sherbrooke

Décès

Le 19 octobre 1949, à l'âge de 78 ans. Sépulture à St. Peter's de Sherbrooke.

Carrière municipale

Conseiller: de 1910 à 1912.

Maire: en 1918-1919.

Activités professionnelles

Charles Dickinson White est l'un des descendants d'une vieille famille dont le nom est intimement lié à la croissance de Sherbrooke. Son père, William White, a été maire de Sherbrooke en 1886, avocat, administrateur du Sherbrooke Trust de 1909 à 1912, et juge de la Cour supérieure de 1895 à 1925.

En 1896, Charles White commence sa carrière juridique avec les anciens associés de son père à l'étude Cate, Wells et White de Sherbrooke. A cette étude, s'associent successivement H.R. Fraser et F.S. Rugg. Pendant sa carrière, Charles White est bâtonnier du Barreau du district de Saint-François; il y détient aussi les postes de syndic et de secrétaire durant plusieurs termes. En 1920, il est nommé juge de la Cour supérieure. Bon criminaliste, il siège pendant plus d'un quart de siècle comme magistrat à cette cour.

Parallèlement à sa carrière d'avocat et de juge, C.D. White est administrateur du Sherbrooke Trust, de 1910 à 1921. Il se dévoue aussi aux affaires municipales, et il est membre du Conseil d'administration de Bishop's University. Il trouve enfin le temps

Les Maires de Sherbrooke

de s'occuper d'oeuvres philanthropiques, notamment de l'oeuvre du Timbre de Noël.

Carrière politique fédérale

C.D. White fait une incursion en politique fédérale aux élections générales de 1911. Candidat conservateur, il est défait par une majorité de moins de 50 voix, par Frank N. McCrea, l'un des premiers libéraux à représenter Sherbrooke aux Communes d'Ottawa.

Carrière politique municipale

Conseiller de 1910 à 1912, C.D. White se retire de la politique active en 1913. En 1918, son retour est marqué par une victoire par acclamation à la mairie de Sherbrooke.

Le Conseil municipal est alors composé de trois échevins anglophones et de sept échevins francophones.

La fin de la guerre entraîne une brève récession; à Sherbrooke, cette dernière se manifeste particulièrement par une baisse de l'emploi et une léthargie dans le secteur de la construction. Ainsi, en 1918, 42 maisons seulement sont mises en chantier; une seule usine est construite au coût de 90 000 \$; et un cinquième poste d'incendie, au coin des rues Belvédère et McManamy, est érigé au coût de 10 000 \$. Quant aux travaux publics, la Ville instaure son premier système de "chlorination" de l'eau.

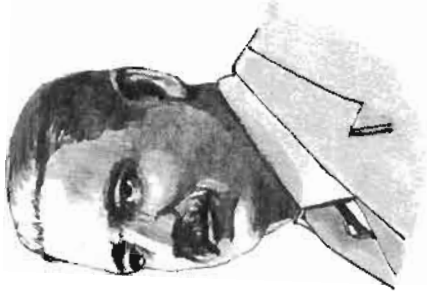
L'année 1919 marque une légère reprise de l'économie: 55 maisons sont construites à Sherbrooke, ainsi que 8 usines d'une valeur totale de 352 800 \$. Par ailleurs, un important développement de la voirie commence

alors. L'opposition aux travaux de pavage a fini par être brisée. L'amorce des travaux a été donnée en 1918 avec le pavage de la rue Dépot. Un emprunt de 542 500 \$, au moyen d'obligations municipales, est demandé pour ces travaux et la construction d'un poste de police dans le quartier Ouest. La taxe foncière passe à 13 millins pour parer aux frais d'entretien des rues, trottoirs, égouts ainsi qu'aux charges administratives et au paiement des intérêts sur la dette.

Le Conseil accorde à la Julius Kayser une exemption de taxes de dix ans. En retour, la compagnie s'engage à investir 200 000 \$ et à employer au moins 500 employés par année. Les installations de la Kayser se situent sur la rue Frontenac. Pour sa part, la Canadian Connecticut Cotton Mills Ltd. inaugure en 1919 sa nouvelle usine d'une valeur totale de 1 500 000 \$. Elle reçoit en échange, elle aussi, une exemption de taxes de dix ans, moyennant l'emploi de 600 ouvriers par année.

L'Hôpital Noël reçoit de la Législature l'autorisation de fonder une école de gardes-malades. Le même bill permet à l'hôpital d'avoir une salle de dissection des cadavres, d'établir des laboratoires de biologie, de bactériologie et de recherches scientifiques et d'acheter des appareils à rayons X. L'hôpital est agrandi et sa capacité est portée de 12 à 25 lits.

Enfin, le 22 mai 1919, le Sherbrooke Rotary Club est organisé sous la présidence de A.C. Skinner.



DENAUT, DONAT-OSCAR-ÉDOUARD
1920-1922

Naissance

A Saint-Urbain, comté de Châteauguay, le 18 août 1859.

Famille

Fils de Édouard Denault et de Emilie David.

Études

Cours primaire à Saint-Urbain; études commerciales à Chicago.

Mariage

A Anna Girard, à Saint-Simon, comté de Bagot, le 26 juillet 1882; douze enfants naitront de ce mariage.

Décès

Le 29 janvier 1942, à l'âge de 82 ans, à sa résidence de la rue Gordon.

Carrière municipale

Conseiller: de 1903 à 1915.
Maire: en 1920 et 1921.

Activités professionnelles

Dès l'âge de 13 ans, Donat-Oscar-Edouard Denault est envoyé par son père chez des parents, à Chicago, afin d'y perfectionner son anglais. De retour au pays, il entre en 1877 comme commis chez L.B.A. Charlebois, marchand à LaPrairie, puis chez Barbeau et Forestier, également marchands à LaPrairie. En 1879, il est vendeur chez Charles Lacaille à Montréal. En 1880, il est principal commis chez N.A. Beauchamp, qui tient magasin à Saint-Simon, dans le comté de Bagot.

En 1881, il prend commerce à son compte et ouvre à Saint-Hugues un magasin général qu'il dirigera avec succès pendant huit ans. Il s'occupe principalement de l'achat et de l'exportation des produits de la ferme, tels le foin, les grains et les animaux. A cette époque, Saint-Hugues est un centre agricole en progrès, et D.-O.-E. Denault s'intéresse à l'avancement des intérêts ruraux. Il donne, par exemple, une forte impulsion à la culture de la betterave à sucre qui trouve alors un débouché rémunérateur à l'usine de Farnham. Il contribue aussi en 1883-1884 à l'organisation d'un syndicat dont naît une importante fromagerie à Saint-Hugues.

En 1890, D.-O.-E. Denault déménage à Sherbrooke où il acquiert, en société avec Prudent Gendron, l'ancienne maison J.H. Gendron. En 1891, les deux propriétaires construisent un entrepôt de grains près de la gare du Canadien Pacifique. L'entreprise Gendron, Denault et Cie devient vite l'une des plus importantes de la région. Au début du XX^e siècle, le commerce sera connu sous l'appellation Denault Grain Provision. Vers la même époque, Denault devient président de la maison Stewart, Denault Ltée de Saint-Jean. Il est aussi l'un des premiers actionnaires de la tannerie Bégin et Lemieux qui ouvre ses portes à Sherbrooke en 1896. En 1898, on le retrouve à la vice-présidence du Board of Trade de Sherbrooke.

Carrière politique municipale

Élu conseiller en 1903 puis réélu sans interruption, D.-O.-E. Denault démissionne en 1915 comme échevin du quartier Sud et comme président du Comité de l'aqueduc. Pendant plus de 12 ans, il prend une part active dans l'administration des affaires municipales et il travaille à la municipalisation de l'électricité avec Daniel McManamy. Après une absence de quelques années de la scène politique municipale, Denault accède à la mairie le 20 janvier 1920, l'emportant par 117 voix de majorité sur son adversaire G.L. De Lottinville (1 204 votes contre 1 087).

A la suite des ravages causés par l'influenza (grippe espagnole), le Conseil de ville décide de l'engagement d'un inspecteur sanitaire en 1920. Le Conseil vote ensuite, le

28 août 1920, un règlement municipal concernant la paix publique et le bon ordre. Les émeutes, le bruit, l'obstruction de passage à une procession religieuse, le langage injurieux, l'usage d'armes à feu et le flânage dans un édifice public sont expressément interdits dans les limites de la ville.

A la suite des demandes de l'ex-député Pantaléon Pelletier, maintenant agent général de la province de Québec à Londres, à l'effet de recevoir des statistiques relatives au commerce de gros ainsi que des photographies de l'intérieur des usines et des commerces de la ville de Sherbrooke, un comité spécial, travaillant en étroite collaboration avec le Board of Trade, est mis sur pied. L'échevin J.S. Tétrault est chargé de veiller à ce que les renseignements fournis mettent en évidence la majorité canadienne-française de Sherbrooke.

Dans le domaine hydro-électrique, le Conseil de ville s'intéresse au réaménagement de la centrale de Weedon. Un barrage en béton est mis en place sur la chute de 28 pieds. La machine électrique est renouvelée par l'installation de turbines génératrices et d'un tableau de distribution portant la capacité de l'usine à 2 600 KW. Une ligne de transmission longue de 30 milles est construite reliant Weedon à une sous-station de Sherbrooke.

Dans le domaine récréatif, les échevins décident du reboisement de certains secteurs du parc Victoria.

Dans le domaine industriel, la Canadian Pacific Railway décide d'investir 130 000 \$ dans ses installations locales. Les permis de construction pour l'année 1920 atteignent la valeur de 3 265 538 \$ (un sommet pour l'époque), dont 1 000 000 \$ seulement pour la nouvelle usine de la Canadian Connecticut Cotton Mills. A la suite d'une suggestion du maire, un comité est formé avec mandat de préparer une liste de sites propices à l'implantation de nouvelles usines, afin de mieux répondre aux nombreuses demandes de renseignements que la Ville reçoit à ce propos.

Quant au secteur domiciliaire, il n'est pas laissé pour compte. Avec la fin de la guerre, le quartier Ouest entre dans une ère de développement. Le "Petit Canada" (secteur des rues Larocque, Alexandre, McManamy, etc.) connaît une expansion rapide.

Enfin, le Conseil de ville clôt l'année 1920 en donnant son assentiment pour la constitution en corporations du Cercle athlétique Régal et de l'Institut catholique canadien-français de Sherbrooke.

A l'hiver 1921, comme la population de Sherbrooke atteint maintenant 23 522 citoyens, la Ville décide d'engager un comptable en chef pour surveiller sa comptabilité. B.A. Dugal est engagé au salaire de 250 \$ par mois.

Lors de la dépression d'après-guerre et dans le but de soulager les nombreux sans-travail, la Ville conclut cette entente:

Les Maires de Sherbrooke

tous les travaux qu'elle entreprendra durant l'hiver seront subventionnés par la municipalité, le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral, dans la proportion du tiers des coûts pour chacun. Cherchant à bénéficier d'une loi provinciale, la Ville emprunte la somme de 500 000 \$ pour la construction de logements ouvriers, somme remboursable en 20 ans. En vertu de ce programme, un total de 70 maisons sont construites en 1921.

Parmi les autres sujets qui aboutissent à la table du Conseil, mentionnons un emprunt de 75 000 \$, au moyen d'obligations, pour la construction du futur Hôtel de ville ainsi que l'acquisition d'un camion-arrosoir au coût de 7 500 \$ et d'une pompe à incendie d'une capacité de 600 gallons à la minute. Il convient aussi de signaler l'exemption de taxes pour 10 ans, dont bénéficie la Regal Fire and Rubber Co., qui s'installe sur la rue Wellington Sud.

Le dossier des tramways retient aussi l'attention des édiles municipaux. Dans une lettre adressée au Conseil de ville le 24 novembre 1921, la compagnie Sherbrooke Railway and Power déclare, pour l'exploitation de son chemin de fer urbain, des pertes de l'ordre de 2 876 \$ pour le seul mois d'octobre 1921. La société se prétend incapable de continuer le service dans de telles conditions.

La même année, la Ville endosse un emprunt de 50 000 \$ contracté par l'Association de l'Exposition Agricole de Sherbrooke (ETAA).

Les Maires de Sherbrooke

Le Conseil refuse d'accorder le permis de la vente de la bière aux tenanciers de tavernes, voulant spécifiquement réserver ce privilège aux hôteliers. C'est le 25 avril 1921 que le premier règlement d'autos-taxis est adopté à Sherbrooke. Les tarifs en vigueur sont de 0,75 \$ à 1 \$ par voyage, selon le cas, ou encore de 4 \$ l'heure.

Mentionnons aussi que cinq requêtes pour constitution en corporations sont approuvées en 1921, soit celles de l'Union Musicale de Sherbrooke, du Cercle Notre-Dame de Sherbrooke, du Cercle catholique des Voyageurs de commerce, de la Caisse de prévoyance Saint-Charles de Sherbrooke et des Missionnaires de Notre-Dame-des-Anges.

Enfin, c'est en 1921 qu'est fondée la paroisse Sainte-Jeanne-d'Arc. La chapelle, rue Drummond (maintenant Galt ouest), est ouverte au culte le jour de Noël 1921.



MORRIS, WILLIAM
1922-1924

Naissance

A Sherbrooke, le 25 janvier 1862.

Famille

Fils d'Isabella Felton et de Livingston Edward Morris.

Études

Droit à l'Université Bishop's; admission au Barreau en 1884.

Mariage

A Margaret Cécilia Scarth, fille du pasteur Scarth de Lennoxville, le 15 décembre 1895; deux enfants naîtront de ce mariage.

Décès

A Sherbrooke, le 9 juillet 1938, à l'âge de 76 ans.

Carrière municipale

Maire: du 9 janvier 1922 au 14 janvier 1924.

Activités professionnelles

Admis au barreau en 1884, William Morris s'associe à H.D. Lawrence dès 1885. En 1900, W.E. McIver se joint à cette étude. Avec l'arrivée de John P. Wolfe en 1924, le bureau devient connu sous le nom de Morris et Wolfe. Durant ses années de pratique légale, Morris est tour à tour examinateur pour l'Association du Barreau de la province de Québec (1891-1905), bâtonnier pour le district de Saint-François (1906 et 1924) et membre du Conseil de l'Association du Barreau canadien (1927).

Il est également membre de plusieurs associations où il occupe, à l'occasion, le poste de président: Conseil des syndics de l'Université Bishop's, Eastern Townships Agricultural Association (ETAA), Civil Improvement Association, St. George's Club, Wolfe County Fish and Game Club, Curling Club, Snowshoe Club. Il est aussi gouverneur du Sherbrooke Hospital.

De religion anglicane, conservateur en politique, Morris s'occupe de politique municipale dès 1893. Il est, en effet, maire du canton d'Ascot de 1893 à 1901 et préfet de comté de Sherbrooke de 1897 à 1901.

Carrière politique municipale

William Morris est élu, sans opposition, maire de Sherbrooke le 9 janvier 1922. C'est sous son administration que se réalise le vieux rêve de rapatrier tous les services municipaux sous un même toit. Le nouvel hôtel de ville est construit au 145 rue Wellington Nord et finalement inauguré le 19 février 1923.

La croissance de la ville se poursuit, et les divers comités continuent les travaux déjà entrepris ou inaugurent de nouveaux projets. Ainsi, le Service de l'aqueduc réalise la construction d'un nouveau réservoir d'une capacité de 6 000 000 de gallons, avenue Fairmount.

Le Département de la voirie effectue des travaux de pavage, achète une niveleuse moderne et devient propriétaire d'une gravière. Le Conseil accorde à la Mackinnon Steel Co. le contrat de reconstruction du pont Dufferin; les électeurs ratifient l'entente le 20 mars 1922.

Le Comité d'hygiène est chargé de voir à ce que l'enlèvement des vidanges ne soit pas interrompu durant l'hiver, afin de ne pas retarder le nettoyage du printemps.

Le Conseil commence en 1922 ses démarches auprès du gouvernement provincial afin de s'assurer la location d'une partie de la rivière Saint-François, à l'endroit dit "Bassin Westbury". La Ville voudrait aménager et développer ce pouvoir d'eau, mais elle ne

prévoit pas pouvoir le faire avant cinq ans et veut s'assurer que le gouvernement lui accorde ce délai. En août 1923, le gouvernement provincial annonce une mise à l'enchère des rapides Westbury; la Ville demande une remise de 90 jours.

La Ville forme une nouvelle commission des logements ouvriers, afin de permettre à des constructeurs de se prévaloir de la loi des logements ouvriers.

C'est en 1922 qu'est inauguré le nouvel Hospice du Sacré-Coeur. Il accueille plusieurs indigents en vertu de la loi de l'assistance publique. C'est aussi en 1922 que l'Hôpital Noël est reconnu hôpital d'assistance publique. Il change de nom et devient l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke.

Parmi les terrains achetés par la Ville en 1922, il y a une partie du terrain sur laquelle est construit le manège militaire. Le Conseil l'acquiert du gouvernement fédéral et le cède à la Corporation de l'école technique, afin que celle-ci puisse y construire une école, coin Ball et Gillespie.

Mais le Conseil n'a pas à acquérir le parc Howardene. Il lui est cédé par son propriétaire Charles-B. Howard, afin de servir comme parc public.

Le 12 avril 1922, la paroisse Sainte-Thérèse est érigée. En septembre de la même année, l'École normale des filles ouvre ses portes. Elle est installée dans une pièce de l'académie Sainte-Marie et ne peut accueillir que

25 étudiantes, à cause de l'exiguïté des lieux.

Pour l'année 1923, une des premières questions à l'ordre du jour des assemblées du Conseil de ville est la réforme de la comptabilité municipale. Les recettes et les déboursés des services de l'Aqueduc, de l'Électricité et du Gaz feront l'objet d'une comptabilité distincte des autres services.

Au Service des incendies, il est surtout question de la construction d'un poste central de police et de pompiers. Ce poste remplacerait le poste n° 1. Les électeurs approuvent ce règlement le 2 mai 1923.

Le Conseil présente un règlement d'emprunt de 800 000 \$ pour des terrains de voirie. Mais il doit ramener cette somme à 300 000 \$ pour obtenir l'accord des citoyens.

Ces derniers donnent leur appui à un autre projet du Conseil; la construction d'un monument à la mémoire des citoyens de Sherbrooke qui ont participé à la guerre 1914-1918. Le Conseil vote 25 000 \$ et lance un concours auprès des sculpteurs. Les architectes Louis-N. Audet, David Brown et A. Marchand sélectionnent le projet du sculpteur montréalais George W. Hill. Le monument sera érigé et inauguré en 1924.

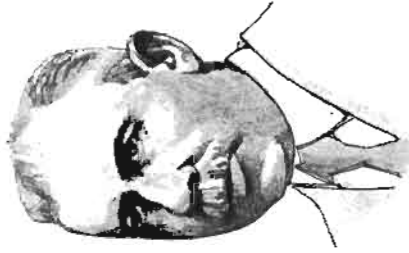
C'est en novembre 1923 que le Conseil accepte un plan d'assurance pour les employés municipaux. Ce plan prévoit également une assurance-responsabilité de la ville envers ceux qui seraient victimes d'accidents dans les rues.

Les Maires de Sherbrooke

Dans le domaine de l'éducation, 1923 voit la construction du Sherbrooke High School.

Le 7 avril 1923, Mgr Oslas Gagnon est nommé évêque auxiliaire du diocèse de Sherbrooke.

Les Maires de Sherbrooke



BRAULT, WILLIAM
1924-1926

Naissance

A North Sheldon (Vermont), au printemps 1869.

Famille

Fils de Hippolythe Brault et de Marie Franklin.

Frères

Mariage

En premières noces, le 2 février 1890, à Olivine Boudreau de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke. En deuxième nocces, à Alma Lareau. William Brault aura huit enfants de son premier mariage, deux fils et six filles.

Décès

A Sherbrooke, le 28 janvier 1942, à l'âge de 73 ans.

Carrière municipale

Conseiller: de 1905 à 1908; de 1912 à 1922.
Maire: du 14 janvier 1924 au 13 avril 1926.

Activités professionnelles

William Brault arrive à Sherbrooke à l'âge de 16 ans, en 1885. Il est peu de temps après, commis à la quincaillerie Codère Ltée et il y travaille pendant 16 ans. Par la suite, il s'installe à son propre compte, comme représentant pour le sirop Mathieu d'abord, puis comme entrepreneur dans deux compagnies qu'il fonde: la National Acetylene Co. et la Sherbrooke Tire Filler Co. Il achète enfin la Ferme Ross qui devient connue sous le nom de Ferme Brault, et il y fait le commerce du gravier.

Carrière politique municipale

Brault est élu conseiller du quartier Est le 16 janvier 1905; il est partisan de la municipalisation. Après un premier mandat de trois ans, il se retire en janvier 1908, mais il revient en 1912 et remplit trois mandats consécutifs. Il est successivement président des Comités du Marché, de l'Électricité et des Finances. Le 1er mars 1920, il se démet de la présidence du Comité de l'électricité parce qu'il juge trop onéreuses les dépenses faites par l'ingénieur de la ville pour la reconstruction des usines d'électricité de Weedon, acquises en 1917.

En 1922, il est à nouveau candidat pour le quartier Est. Mais, fait peu fréquent dans la vie municipale de cette période, il rencontre de l'opposition, et il est défait par Émery Fortier qui obtient 52 voix de majorité, à la suite d'une lutte serrée. Enfin, il est élu maire sans opposition le 14 janvier 1924.

La Ville a alors une évaluation de 34 598 440 \$, dont 22 724 740 \$ sont imposables; elle compte 65 établissements industriels dont les investissements s'élèvent à 20 156 472 \$, qui font travailler 3 243 ouvriers et qui paient annuellement 3 143 729\$ en salaires. Pour sa part, un journalier à l'emploi de la ville gagne 0,30 \$ l'heure.

Une situation difficile et spectaculaire se produit à l'hôtel de ville dès le début du mandat de Brault. En avril 1924, le rapport du vérificateur signale l'incompétence du comptable de la ville B.A. Dugal, de sorte que cinq conseillers demandent le renvoi du comptable. Le Conseil se divise sur cette question; des conseillers quittent la séance, brisant ainsi le quorum; et les cinq conseillers favorables au renvoi démissionnent et demandent un nouveau mandat à leurs commettants. Remercié, le comptable Dugal est réengagé dans des conditions nouvelles. Mais le 24 juin, nouveau coup de théâtre: le maire Brault recommande le renvoi du secrétaire-trésorier E.C. Gatien. Le Conseil se divise à nouveau, à cinq contre cinq, "the Solid Five", et pendant tout le mois de juillet, les séances du conseil sont annulées, faute de quorum. Finalement, le 4 août les conseillers reviennent à la table

Les Maires de Sherbrooke

du Conseil, où la recommandation du maire Brault, à l'effet de renvoyer le secrétaire-trésorier Gatien, est confirmée à six contre cinq, le maire ayant tranché par son vote prépondérant.

Au cours des mois qui suivent, le Conseil vote un règlement d'affichage, le règlement n° 456, qui interdit d'afficher sans permission sur les poteaux, dans les rues et sur les places publiques.

Au début de janvier 1925, le Conseil se prononce sur des amendements à la Charte de la Ville: l'élection municipale est portée de janvier à avril et, à la suite d'une requête de citoyens, un permis annuel d'un maximum de 50 \$ est établi pour les non-résidents qui veulent exercer leur métier à Sherbrooke.

Par la suite, le Conseil impose deux nouvelles taxes: une taxe d'affaires de 5% sur la valeur des commerces et une taxe de locaux de 2% du loyer annuel. Le Conseil achète l'usine d'électricité de Westbury et, emboîtant le pas à des lois fédérale et provinciale, il adopte l'heure avancée, malgré les protestations de certains citoyens.

Dans le domaine de la construction, l'année 1925 connaît un grand développement: la compagnie Kayser complète une importante rallonge de son usine de la rue Frontenac, au coût de 54 500 \$; la Canadian Silk Products construit une usine de 44 000 \$; la bijouterie A.C. Skinner s'ouvre dans un édifice neuf d'une valeur de 59 500 \$; l'Hôpital

Les Maires de Sherbrooke

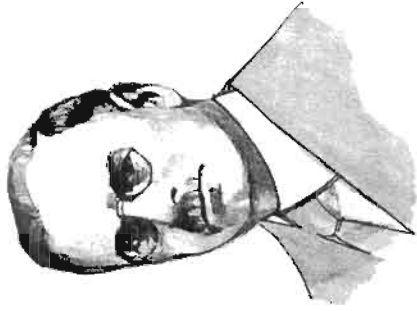
Saint-Vincent-de-Paul est agrandi au coût de 225 000 \$; l'École normale des Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame est construite rue Ontario pour 300 000 \$; le poste de police n° 1 est reconstruit au coût de 20 000 \$; le presbytère Saint-Jean-Baptiste, d'une valeur de 24 000 \$, est construit; enfin, Amédée Cloutier construit 4 magasins et 9 logements, rue Alexandre, pour une valeur de 28 900 \$.

Le mandat de Brault se termine sur un bilan positif. Sans augmenter la taxe foncière, la Ville réalise pour l'année 1925 un surplus de revenus sur les dépenses de l'ordre de 74 135,14 \$, entraînant ainsi une diminution de la dette.

Pourtant, William Brault choisit de n'être pas candidat à l'élection de 1926 et il se concurre de souhaiter, en quittant l'hôtel de ville, que se perpétue le climat de "bonne entente" qu'il a connu entre francophones et anglophones. Il respecte donc la tradition de l'alternance.

Une accusation de vol pèse sur Brault au moment de son retrait. Le 1er juillet 1924, alors qu'il était maire, il a acheté de la ville plusieurs chargements de pierre qu'il a revendus à Collett & Co., entrepreneur en construction. Son procès aura lieu en juin 1926, et le juge Godbout l'acquittera le 11 juin, les témoins ayant prouvé qu'il a agi après avoir soumis le cas au contremaître de la ville et au directeur de la voirie, ainsi qu'au responsable des achats.

Exonéré de tout blâme et réclamé par les citoyens, Brault refusera cependant de se présenter à quelque poste que ce soit en 1928. Porté candidat en 1930, il se retirera quelques jours avant le scrutin, à cause de la règle de l'alternance, laissant élire A.C. Skinner, sans opposition. Mais il continuera à s'intéresser à la chose publique puisqu'à l'âge de 73 ans, deux semaines avant son décès, il assistera encore à une assemblée publique convoquée par la Chambre de commerce.



EDWARDS, JAMES KEITH
1926-1928

Naissance

A Huntingdon, le 27 mai 1871.

Famille

Fils de John Edwards et d'Agnès Muir.

Études

Dans plusieurs écoles de Sherbrooke: Caswell School, Central School, école du Sacré-Coeur et Young Men's Academy. Il termine ses études au Montreal Business School de Montréal.

Mariage

A Florence May Haggett de Boston en janvier 1926; le couple n'aura pas d'enfant.

Décès

A Sherbrooke, le 24 août 1964, à l'âge de 93 ans. Inhumé au cimetière Elmwood de Sherbrooke.

Carrière municipale

Échevin: du 24 août 1914 au 13 avril 1926;
du 9 avril 1929 au 12 avril 1932.
Maire: du 13 avril 1926 au 10 avril 1928.

Activités professionnelles

A son retour d'un voyage d'études en Europe, J.K. Edwards organise une des compagnies d'ameublement les plus renommées de la région, la Edwards' Furniture Co. Il y demeure associé pendant 15 ans, jusqu'à la dissolution de la compagnie. Il organise alors une nouvelle compagnie du nom de Edwards'Realty and Investment Co. Inc. Il termine sa carrière professionnelle comme agent d'immeubles.

Homme d'affaires bien connu, il remplit pendant plusieurs années le poste de commissaire industriel honoraire pour la ville de Sherbrooke, en relation avec le Board of Trade. Il est aussi président honoraire du Club local Y.M.C.A., puis gouverneur et vice-président honoraire du Sherbrooke Hospital.

Il prend une part active dans les affaires politiques provinciales et fédérales. Il est d'ailleurs président de l'Association libérale.

Anglophone, il est reconnu pour la qualité de ses relations avec les francophones et pour sa parfaite connaissance de la langue française.

Carrière politique municipale

Élu par acclamation échevin au siège n° 1 du quartier Centre le 24 août 1914, J.K. Edwards représente ce quartier durant quatre mandats consécutifs. Il est élu chaque fois par acclamation, par une population à 80% canadienne-française.

Le 13 avril 1926, il est élu encore une fois par acclamation au poste de maire de Sherbrooke, où il remplit un mandat de deux ans. Il termine sa carrière politique municipale comme échevin, lors d'un dernier mandat, de 1929 à 1932.

Le 1^{er} juin 1926, le Quebec Central Railway incorpore la ligne Boston and Maine reliant Sherbrooke à Newport (Vermont).

Au Conseil, à la réunion du 21 juin, la Commission des finances refuse une demande de la Walter Blue Co. pour une commutation de taxes de dix ans; le motif du refus est que cette compagnie a déjà bénéficié d'une exemption de taxes de 1896 à 1906. A cette même réunion, le Conseil adopte un règlement sur le commerce de la viande, prescrivant l'inspection sévère de la viande et fixant les conditions d'abattage des animaux. Il adopte enfin un règlement sur les taxis, abaissant les taux à 50 cents du voyage et à 3,50 \$ de l'heure.

Les Maires de Sherbrooke

Le 5 juillet, le Conseil approuve la formation de l'association dite Cercle dramatique de Sherbrooke.

Le 7 novembre est dévoilé le monument érigé sur la rue King à la mémoire des soldats de la région décédés au cours de la première guerre mondiale. Le colonel E.B. Worthington procède au dévoilement. Un discours est prononcé par le colonel J.L. Rabston, ministre de la Milice. Environ 10 000 personnes assistent à la cérémonie.

L'année 1927 est marquée par la mise en place des projets de développement du barrage et de l'usine Westbury et de l'usine Drummond. Les travaux de Westbury débutent le 5 décembre en dépit du conflit sur les droits de propriété des chutes que soulève le gouvernement provincial. Déjà, au mois d'avril 1927, les contribuables sherbrookois ont adopté un règlement d'emprunt de 500 000 \$ à cet effet. Une ligne d'énergie électrique reliera l'usine Westbury à la ligne déjà existante de Weedon-Sherbrooke.

En septembre, le pouvoir Drummond est l'objet de travaux. Par ces changements, le pouvoir Drummond sert simultanément d'usine de pompage pour l'aqueduc de la ville et d'usine électrique pour le département du même nom.

Le 7 mars 1927, le Conseil autorise la formation de la Société d'histoire des Cantons de l'Est. Les instigateurs du projet sont le Dr John Hayes de Richmond, qui devient président; Charles Migneault, secrétaire; Michel Lainé, trésorier; l'abbé Nil Saint-

Les Maires de Sherbrooke

Laurent, secrétaire-archiviste; et l'abbé Michel Couture, archiviste adjoint.

Le 23 juin, Mgr Oslas Gagnon devient le troisième évêque de Sherbrooke, succédant à Mgr Paul Larocque, décédé le 15 août 1926.

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la Confédération canadienne, une plaque dédiée à Sir A.T. Galt, père de la Confédération, est dévoilée le 1er juillet et placée à l'hôtel de ville. Le 30 août, le comte Willingdon, gouverneur général du Canada, et son épouse visitent Sherbrooke à l'occasion de cet anniversaire. Ils sont l'objet d'une grandiose réception à la gare, devant une foule évaluée à 10 000 personnes.

Dans le secteur de la construction, on remarque la fin des travaux d'agrandissement de l'Hôpital Saint-Vincent-de-Paul. La capacité de l'hôpital est portée à 300 lits; il a six salles d'opérations et une salle de radiographie. Le coût des travaux s'élève à 500 000 \$. De son côté, la Panther Rubber Co. érige une manufacture au coût de 100 000 \$.

Le 5 avril 1928, La Tribune quitte l'édifice Casino, rue Wellington, pour venir s'installer dans l'ancien Édifice des Arts, coin Dufferin et Frontenac.



TÉTREAULT, JOSEPH-SYLVINI
1928-1930

Naissance

A Sainte-Madeleine, près de Saint-Hyacinthe, le 9 février 1877.

Famille

Fils de Napoléon Tétreault et d'Ombéline Du-rocher.

Études

Études classiques au Séminaire de Saint-Hyacinthe et études en notariat à l'Université de Montréal. Il devient notaire en 1900.

Mariage

A Marie Léna Caron, fille de Ashen Caron et de Délia Simard, le 4 septembre 1906, à la cathédrale Saint-Michel de Sherbrooke; le couple aura trois filles.

Décès

A Sherbrooke, le 30 avril 1935, à l'âge de 58 ans.

Carrière municipale

Conseiller: du 21 juin 1915 au 10 avril 1928.

Maire: du 10 avril 1928 au 23 avril 1930.

Activités professionnelles

Arrivé à Sherbrooke en 1900 après avoir étudié le droit à Montréal, J.-S. Tétreault exerce sa profession à son propre compte jusqu'à sa mort en 1935.

Parmi toutes les activités auxquelles il collabore, on note qu'il est un des organisateurs du 54^e Régiment des carabiniers de Sherbrooke, dont il est major pendant de nombreuses années. Il est aussi directeur et président de l'Eastern Townships Agricultural Association (ETAA); directeur, au niveau canadien, de l'Union Saint-Joseph des Artistes, de 1908 à 1917, et président de cette association de 1917 jusqu'à sa mort. Il est enfin président du Sherbrooke Board of Trade (1930) et secrétaire de la Chambre de commerce canadienne-française du district de Saint-François.

Carrière politique municipale

Élu par acclamation échevin du quartier Ouest en 1915, J.-S. Tétreault est réélu en 1916, puis à chacune des élections municipales, jusqu'en 1928. Le 4 avril 1928, il est élu sans opposition maire de Sherbrooke.

Sous l'administration du maire Tétreault, les travaux des rapides Westbury se poursuivent. La Ville signe en 1928 avec le gouvernement provincial, un bail d'affermage des rapides pour une durée de 99 ans, au loyer annuel de 2 000 \$. Les travaux d'érection du barrage et de l'usine se terminent en avril 1929. L'énergie électrique de l'usine, reliée à la ligne de Weedon, arrive pour la première fois à Sherbrooke le 24 juillet 1929. La capacité de l'usine est de 2 000 KW.

En reconnaissance des services rendus à la ville par le maire durant son terme d'office, la Commission d'électricité propose, le 18 juin, de poser à l'avenir devant la résidence de chaque maire deux lampadaires électriques avec lanterne portant les armoiries de la ville.

Le 16 juillet 1928, la Sherbrooke Railway and Power Co. demande au Conseil la permission d'établir un service d'autobus dans la ville. Au printemps 1929, cette même compagnie inaugure le premier service d'autobus entre Sherbrooke et Drummondville.

L'Hôpital civique est l'objet de rénovation complète et de modernisation au coût de 30 000 \$. La "Maison Rouge" est démolie, et l'on ajoute un édifice à deux étages en briques, de 130x32. Le contrat de construction est accordé à la firme J.P. Royer Ltée pour la somme de 19 400 \$. Le nouvel édifice sera béni au mois de juin 1929.

Le 27 septembre 1928, les contribuables prioritaires d'immeubles approuvent les règlements 489 et 490, accordant une commutation de taxes de dix ans à la Julius Kayser and Co. Ltd et à la Panther Rubber Co. Ltd.

Le 19 octobre, la Ville accepte la somme de 10 000 \$, en règlement final de sa réclamation contre la Sherbrooke Railway and Power Co. pour le pavage de sa voie de tramway durant les années 1919 à 1924. La demande initiale de la Ville se chiffrait à 41 052,05 \$.

La construction du nouveau pont Aylmer, donnée par contrat à la Mackinnon Steel Co. de Sherbrooke, débute au mois de janvier 1929. Elle est complétée au mois de septembre de la même année. A noter que la Sherbrooke Railway and Power Co. prend les mesures nécessaires pour installer une deuxième voie de tramway sur le pont, afin de supprimer les attentes.

L'Arcadia Knitting Mills Ltd de Patterson (New Jersey), connue aussi sous le nom de Quebec Rayon Mills, décide de s'établir à Sherbrooke et loue de la Ville une section de la Julius Kayser Co., rue Frontenac, pour l'installation de son usine.

La Commission de l'exposition décide de construire un aréna, avec l'aide financière des trois paliers de gouvernements. Le 4 juin, la Ville répond à la demande de la Commission en lui accordant 25 000 \$ à cette fin. Toujours dans le domaine de la construction, la Ville érige en août un parc de

stationnement sur la rue Meadow, afin de décongestionner la rue Wellington. Enfin, elle annonce le 22 août l'engagement des ingénieurs Crépeau et Côté pour la préparation des plans et devis préliminaires, en vue de la construction d'une usine de filtration d'une capacité de 8 000 000 de gallons par jour.

Le 21 octobre, la Ville accorde à la Bell Telephone Co. la permission d'enfouir des fils sous plusieurs rues de la ville.

Le 4 novembre, la Commission de police ordonne l'achat de plaquettes pour indiquer le nom des rues; ces plaquettes métalliques devront être installées sur les lampadaires.

Le 6 novembre s'ouvre à Sherbrooke la troisième convention d'automne de l'Union des municipalités de la province de Québec. Le maire Tétrault prononce un discours de bienvenue, et une conférence est donnée par le député A.C. Crépeau sur la municipalisation des services publics à Sherbrooke. Le soir, un grand banquet est offert par la Ville au New Sherbrooke House.

Le 10 janvier 1930, la Ville achète l'usine vacante (rue Wellington) de la Sherbrooke Pure Milk démenagée rue Belvédère et loue ladite usine à la Canadian Reed Fibre Ltd, nouvelle industrie qui vient s'établir à Sherbrooke.

Les Maires de Sherbrooke



SKINNER, ALBERT CARLOS
1930-1932

Naissance

A Waterloo, le 26 novembre 1871.

Famille

Fils de Carlos Skinner et d'Emily Amanda Elliott.

Études

A la Young Men's Academy; études spécialisées au Horological Institute of Canada, à Toronto.

Mariage

A Margaret Cowan, le 1er août 1899, à la Plymouth Church de Sherbrooke; le couple aura cinq enfants, dont Carlos et Neil qui prendront la succession du commerce familial en 1935.

Décès

A Sherbrooke, le 7 août 1964, à l'âge de 92 ans. Inhumé au cimetière Elmwood.

Carrière municipale

Conseiller: du 7 février 1917 au 15 février 1926.

Maire: du 23 avril 1930 au 4 avril 1932.

Activités professionnelles

Albert Carlos Skinner poursuit sa carrière dans la bijouterie établie par son père en 1859 et connue sous le nom de A.C. Skinner Ltée. Il est un des premiers bijoutiers qui allient l'optique à la bijouterie, et il préside à la fois la Canadian Jewellers Association et la Province of Quebec Optical Association. En 1935, il se démet de ses intérêts dans sa bijouterie, qu'il cède à ses fils Carlos et Neil. Le commerce prend alors le nom de Skinner Bros Ltd, puis de C.C. Skinner et, en 1953, celui de Skinner et Nadeau Inc.

Albert Carlos Skinner est aussi président de la Eastern Townships Telephone, une des plus vieilles compagnies de téléphone indépendantes du Canada. Cette compagnie, fondée par son père, s'est appelée Skinner Telephone, puis People's Telephone, avant de prendre le nom de Eastern Townships Telephone Co. Il est également président de la Stewart Construction Company, entreprise de construction de Sherbrooke.

Pendant plusieurs années, A.C. Skinner est l'un des membres les plus actifs du Sherbrooke Board of Trade. Il préside cet organisme en 1929-1930. Il s'intéresse aussi au Eastern Townships Associated Board of Trade et travaille à son développement.

Il exerce enfin la présidence de nombreux clubs sociaux dont le Rotary Club, le Sherbrooke Curling Club, le St. George's Club et le Canadian Club. Il est président du Wales Home, maison pour personnes âgées située à Richmond.

Carrière politique municipale

Élu échevin du quartier Nord le 7 février 1917, A.C. Skinner démissionne le 15 février 1926. En avril 1930, A.C. Skinner et William Brault sont tous deux candidats à la mairie, mais Brault se retire en rappelant la "bonne entente", et Skinner est élu par acclamation maire de Sherbrooke.

Le mandat de Skinner se situe dans un contexte difficile, à cause de la dépression économique. A Sherbrooke, la crise devient de plus en plus aiguë. Un millier de personnes se trouvent en chômage. On observe un fonctionnement partiel des usines et une inertie dans la construction. Pour remédier à ces problèmes, la Ville a peu de ressources.

Le Conseil élabore cependant une série de mesures pour enrayer temporairement la crise et répondre aux demandes les plus pressantes: diminution de la journée de travail à huit heures pour les employés municipaux;

création d'un programme de travaux publics pour remédier au chômage (120 000 \$ en 1930 et 320 000 \$ en 1931); publicité pour relancer la construction et la rénovation de maisons; demande au Gouvernement provincial à Québec d'une somme de 30 000 \$ pour venir en aide aux indigents; labourage gratuit des jardins pour les gens sans travail; maintien d'un service d'aide aux indigents qui fournit la nourriture, le bois de chauffage et le paiement des loyers; autorisation, au Service de police, de renvoyer dans sa municipalité tout étranger sans emploi et incapable de pourvoir à sa subsistance.

Le Conseil projette aussi de construire une usine de filtration pour améliorer la qualité de l'eau, tout en créant de l'emploi pour les chômeurs. Mais le projet nécessite un emprunt de 265 000 \$, et les contribuables s'y opposent lors du référendum du 21 août 1930.

Un projet modeste d'installation d'un incinérateur est réalisé, au coût de 45 966 \$, entre septembre et décembre 1930. L'incinérateur, d'une capacité de 37½ tonnes par heure, est érigé sur le chemin de Brompton.

A la demande du Board of Trade, représenté par son président J.S. Tétreault, le Conseil approuve aussi l'engagement d'un commissaire industriel. Le 27 octobre, à la suite d'un long débat, Robert G. Davidson, originaire de l'Ouest canadien, est engagé comme commissaire industriel.

Le maire Skinner proclame le 8 octobre 1930, jour de deuil à la suite du désastre du dirigeable anglais R-101 qui a causé la mort de plusieurs hommes politiques et aviateurs anglais célèbres.

Enfin, le 18 décembre, le Conseil permet au Comité des sports d'hiver d'ériger un palais de glace sur la rue King Ouest, à l'occasion du carnaval d'hiver, les 22, 23, 24 et 25 janvier 1931.

Pour l'année 1931, la population de Sherbrooke s'établit à 28 777 habitants et l'évaluation municipale dépasse 27 000 000 \$.

Le 21 janvier 1931, la Commission de police recommande l'installation de signaux automatiques de circulation aux endroits suivants: coin King Ouest et Belvédère; Aberdeen et Wellington Sud; King Est et Bowen; Belvédère, Drummond et Galt; Marquette et Wellington Nord. Une telle installation a déjà été effectuée au coin des rues Wellington et King et semble rencontrer l'approbation des citoyens.

Le 2 mars, le Conseil autorise le maire et le greffier à signer un contrat avec la compagnie du chemin de fer du Canadien pacifique relativement à la construction du viaduc de la rue Galt, près de la rue Laurier.

Le 15 juillet, le Sherbrooke Board of Trade change de nom pour devenir la Chambre de Commerce de Sherbrooke/Sherbrooke Chamber of Commerce.

Les Maires de Sherbrooke

Les travaux de construction de l'église Immaculée-Conception sont entrepris le 19 juillet. Le coût de la construction est évalué à 263 000 \$.

Le Conseil adopte le 2 novembre la liste des travaux à entreprendre en vue de remédier au chômage. Ces travaux sont les suivants: ouverture de la rue Saint-François, 145 000 \$; élargissement de la rue Wellington Sud, 30 000 \$; construction d'égouts, 95 000 \$; pavage et trottoirs dans le quartier Ouest et autres travaux d'ordre public, 50 000 \$; total: 320 000 \$.

Le Conseil ayant refusé de combler le déficit de fonctionnement d'opération des trams, la Sherbrooke Railway and Power Co. arrête la circulation de ses voitures le 1er janvier 1932, laissant Sherbrooke sans transport public. La Ville offre alors à Thomas Sefton de Toronto d'organiser un système de transport urbain par autobus, mais change d'avis le 23 janvier et accorde plutôt ce droit à la Sherbrooke City Transit Co., filiale de la Provincial Transport Co. Le contrat est signé le 22 février 1932.

Les Maires de Sherbrooke



FOREST, LUDGER
1932-1934

Naissance

A Wotton, comté de Wolfe, le 10 novembre 1877.

Famille

Fils d'Isaïe Forest, médecin, et de Hortense Fortier.

Études

Au Séminaire Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke et à l'École de chirurgie dentaire de l'Université de Montréal.

Mariage

A Marie-Emma Benoît, le 18 décembre 1926, à la cathédrale Saint-Michel de Sherbrooke; le couple aura un fils.

Décès

A Sherbrooke, le 28 mars 1943, à l'âge de 65 ans.

Carrière municipale

Conseiller: de 1913 à 1922; de 1926 à 1932.
Maire: du 12 avril 1932 au 27 mars 1934.

Activités professionnelles

Ludger Forest exerce la profession de dentiste à Sherbrooke à partir de 1903. Il est gouverneur du Collège des dentistes de la province de Québec de 1914 à 1917 et membre de la Société d'odontologie de Montréal. Au plan para-professionnel, il est directeur de la Beauce Electric Co. et de l'ETAA. Libéral en politique, il est président de l'Association libérale de Sherbrooke.

Carrière politique provinciale

En 1922, Ludger Forest laisse son poste de conseiller municipal pour se lancer sur la scène provinciale. Il est élu sans opposition à l'élection complémentaire du 7 septembre 1922 pour terminer le mandat de Joseph-Henri Lemay, devenu juge. Mais sa carrière parlementaire est très brève puisqu'il subit la défaite, par une majorité de 298 voix, aux mains du conservateur Moïse O'Bready, à l'élection générale suivante du 5 février 1923.

Carrière politique municipale

Le 13 janvier 1913, il est élu sans opposition conseiller du quartier Sud, charge qu'il remplit pendant trois mandats successifs. Absent de la scène municipale de 1922

à 1926, il y revient à cette date en remplacement d'Armand Crépeau, et il remplit deux autres mandats. Le 12 avril 1932, il devient maire, succédant à l'anglophone A.C. Skinner, selon le principe de l'alternance.

Il accède à la mairie dans les pires moments de la crise. Il faut pourvoir au vêtement, au logement, à la nourriture et aux besoins immédiats des chômeurs. La Ville le fait sous forme de secours directs, grâce à une subvention provinciale. Une cuisine municipale est établie dans l'édifice du Parthénon, rue Marquette, en mai 1932. Des jardins potagers sont ouverts aux chômeurs, de même que des coupes de bois achetées par la Ville; des lopins de terre sont aussi acquis pour créer une colonie de vacances pour enfants pauvres. Autre mesure destinée à contrer le chômage à Sherbrooke: le Conseil demande une subvention provinciale pour établir des chômeurs sur des terres. Ce projet de retour à la terre se propose d'établir 150 chômeurs à raison de 200 \$ par chômeur; en juillet 1932, les gouvernements fédéral et provincial acceptent de participer au projet. En fait, en novembre suivant, 12 chômeurs quittent Sherbrooke pour la Rivière Solitaire, dans le Témiscamingue. En décembre, les misères de la crise obligent à transformer le deuxième étage du poste de police n° 3 en refuge pour célibataires.

Malgré les subventions provinciales et fédérales, la Ville doit assumer une partie du financement de ces divers projets. Elle contracte alors ses plus grands emprunts de toute la décennie: 976 075 \$ en 1932 et

649 318 \$ en 1933, comparativement à des emprunts de 300 000 \$, lorsque le sommet de la crise sera dépassé en 1934, 1935 et 1936.

L'année 1932 voit peu de constructions: seuls un entrepôt de la National Breweries et une école sont mis en chantier. A la fin de l'année, le Conseil se voit obligé de couper les fonds attribués au commissariat industriel. Il ne faudra donc pas se surprendre si l'année 1933 n'apporte ni construction, ni expansion industrielle d'aucune sorte.

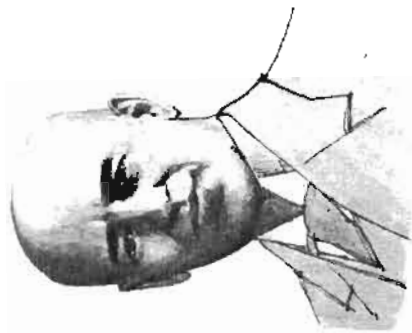
Pendant l'année 1933, au dire de l'ingénieur Thomas Tremblay, dans le Rapport annuel de la ville, les travaux entrepris n'ont pas pour but de répondre aux besoins causés par l'agrandissement de la ville - il n'y a pas d'agrandissement - mais ils ont pour seul motif de donner du travail. Il est fait peu de pavage et de construction de trottoirs, à cause des coûts des matériaux; on fait plutôt du nivellement et de l'aménagement de murs en pierre sèche, travaux qui nécessitent seulement de la main-d'oeuvre.

L'année 1933 voit: la vente, par la Ville, au gouvernement fédéral de la ferme Matheson de Bishopton, en vue d'en faire une piste d'atterrissage; la démission de la Ville comme membre de l'Union des municipalités de la province de Québec; la fermeture du consultat américain de Sherbrooke, le 30 avril; un amendement à la Charte qui fixe l'élection municipale au quatrième mardi de mars; et, surtout, l'aménagement d'une ligne directe de transmission reliant Westbury à

Sherbrooke (jusque-là, on utilisait la ligne de Weedon).

Le budget municipal, pour l'année 1933, prévoit une réduction de 15% du salaire des employés municipaux permanents, et de 0,30 \$ l'heure du salaire des journaliers. Ces derniers touchent désormais 0,25 \$ l'heure pour une journée de travail de neuf heures.

Par ailleurs, l'élection du quatrième mardi de mars est mouvementée: malgré la coutume établie qui prévoit l'alternance des maires francophones et anglophones, le maire Forest tente de se faire réélire pour un second mandat. Il est alors battu à plate couture, perdant son dépôt, chose inaccoutumée à l'élection à la mairie de Sherbrooke.



BRADLEY, FREDERICK HAMILTON
1934-1936

Naissance

A Sherbrooke, le 2 novembre 1873.

Famille

Fils de W.R. Bradley et de Jane Isabell Hyndman.

Études

A Sherbrooke, aux écoles privées de Henri S. Caswell et de Madame Snyder; puis, art dentaire à L'Université McGill.

Mariage

A Mabel Barker en 1910; cinq enfants naîtront de ce mariage, deux fils et trois filles.

Décès

Le 15 septembre 1947, à l'âge de 73 ans, à sa demeure située au 24 de la rue Wolfe; funérailles à la Trinity United Church.

Carrière municipale

Conseiller: de 1926 à 1933.

Maire: du 27 mars 1934 au 25 mars 1936.

Activités professionnelles

Frederick Hamilton Bradley est dentiste à Sherbrooke de 1894 à 1944. Pendant la première guerre mondiale, il s'enrôle dans le Canadian Army Dental Corps, première unité de ce genre dans les forces alliées. Capitaine puis lieutenant-colonel, il sert au camp Valcartier et à l'Hôpital militaire de Sainte-Anne-de-Bellevue, entre 1916 et 1920.

Au plan social, il est vice-président du Board of Protestant School, directeur de l'ETAA, promoteur et président du Metropolitan Amateur Athletic Club (organisme qui s'occupe du développement du hockey, de la crosse et de la boxe) et membre de la Commission athlétique de Sherbrooke.

Carrière politique municipale

Bradley entre au Conseil de ville en 1926, comme représentant du quartier Nord. Président du Comité des parcs et des biens immobiliers de 1926 à 1930, il se fait le promoteur de patinoires et de courts de tennis dans la ville; il procède au développement du Champ de Mars et du parc Dufresne. En 1930, il préside le Comité de l'hygiène et

il obtient la construction d'un incinérateur, sur le chemin de Brompton. En 1931, il devient président du Comité de l'aqueduc, où il prône en vain l'installation d'un filtre à eau; ce que les contribuables ont déjà refusé à l'occasion d'un référendum l'année précédente. En 1933, il se retire, mais revient à la mairie à la demande de ses électeurs, l'année suivante. Le 27 mars 1934, il triomphe de Ludger Forest qui a tenté de briser la règle de l'alternance. Il recueille la majorité dans tous les bureaux de scrutin, 3 351 voix au total.

Bradley doit continuer la lutte contre la crise. En mai 1934, le Conseil remplace l'oeuvre de la cuisine municipale par la distribution de bons qui donnent droit à des secours. Cette mesure est cependant de courte durée, les subventions provinciales étant coupées.

La Ville continue à acheminer des chômeurs vers les lots de colonisation et à réaliser des travaux publics qui permettent d'offrir des allocations aux chômeurs qui s'y emploient. Les travaux d'urbanisme commencés sous Forest se poursuivent sur une vaste échelle: redressement de rues à travers toute la ville; construction de murs de soutènement et aménagement de parcs publics et de terrains de sport. Ainsi naissent les parcs Saint-Jeanne-d'Arc (chemin Drummond, maintenant Galt Ouest), Boudreau (entre la 10^e et la 11^e avenue, sur un terrain cédé par le notaire Edouard Boudreau en juin 1934) et Jacques-Cartier, sur un terrain de 393 629 pieds carrés, situé sur les rives de

la rivière Magog, vendu à la Ville le 5 janvier 1935 par Charles B. Howard. Quant aux parcs déjà existants, ils se développent: le parc Victoria est amélioré; le parc Racine, rue Ball, devient un jardin potager; le parc Pelletier, angle Camirand et Minto, acquiert des balançoires et des jeux; le parc Dufresne, rue Galt, voit s'élever un kiosque dans lequel l'Harmonie de Sherbrooke donne ses concerts; les parcs Sainte-Thérèse, rue Victoria, et Sainte-Jeanne-d'Arc ont leur première patinoire; et l'extrémité ouest du parc Jacques-Cartier devient une colonie de vacances.

Ces initiatives municipales en suscitent d'autres de citoyens et de groupes organisés, particulièrement dans le domaine sportif: on fonde le Sherbrooke Amateur Association Hockey club, le New Wellington Bowling Club, enfin une équipe de hockey et une équipe de baseball représentant Sherbrooke. Dans le domaine socio-culturel, un projet conjoint de la Ville et de la Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Sherbrooke est réalisé en décembre 1934: la société érige une croix sur le rocher du Pin Solitaire pour commémorer à la fois un événement, le tricentenaire de la découverte du Canada, et un lieu historique, le rocher du Pin Solitaire; la Ville, pour sa part, s'engage à illuminer cette croix à perpétuité.

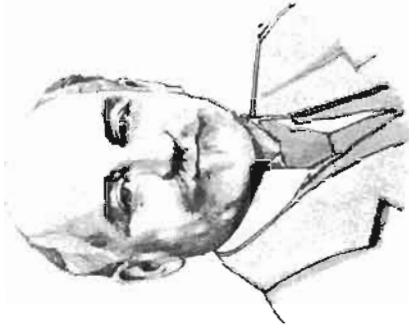
Les efforts qui tendent à assurer la reprise économique sont récompensés et les années 1934-1935 apportent quatre nouvelles entreprises: la fabrique de papier à mouches Aeroxon Fly-Catcher of Canada Ltd qui crée 60 emplois; la Beckwith Box Toe Ltd, 18; la

Fonderie Légaré, 12; et la Modernistik Ltd, 20. S'annoncent pour les mois à venir: la Claxson Knitting Mills avec 110 employés; la Canadian Reed Fibre Co. et la S. Rubin Co. Ltd avec 300 employés. La construction par contre, ne reprend pas.

Dans ce contexte, lorsque la Ville soumet aux propriétaires le projet de verser une indemnité annuelle de 1 000 \$ au maire et de 500 \$ à chaque échevin, les propriétaires se regroupent en Ligue des propriétaires de la Cité de Sherbrooke et rejettent la proposition.

Enfin, sous l'administration de Bradley, l'Union régionale des Caisses populaires Desjardins du district de Sherbrooke voit le jour.

Les Maires de Sherbrooke



RIOUX, ÉMILE
1936-1938

Naissance

A Sherbrooke, le 6 mars 1877.

Famille

Fils du juge Georges-Étienne Rioux et de Marie-Louise Camirand.

Études

Au Séminaire Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke et à la Faculté de droit de l'Université Laval de Québec; admission au Barreau, le 6 juillet 1900.

Mariage

A Alice Lemaire; deux filles naîtront de ce mariage.

Décès

A sa résidence de campagne de Magog, le 5 novembre 1942, à l'âge de 65 ans.

Carrière municipale

Maire: du 25 mars 1936 au 15 mars 1938.

Activités professionnelles

Émile Rioux pratique le droit à Sherbrooke. En septembre 1900, peu après son admission au Barreau, il devient procureur de la Couronne du district de Saint-François; il est alors le plus jeune avocat nommé à ce poste. En 1906, il démissionne pour soutenir Henri Bourassa qui décide de faire la lutte sur la scène provinciale contre le gouvernement de Lomer Gouin. Par la suite, Rioux connaît une carrière de criminaliste réputé, appelé à plaider devant le Conseil privé. Il est élu bâtonnier du district à deux reprises, en 1914 et en 1934.

Parallèlement à sa profession, Rioux a de longs états de service militaire. En 1910, il est co-fondateur du 54^e Régiment dont il est le commandant actif pendant plusieurs années. En 1912, il est promu lieutenant-colonel. Au début de la première guerre mondiale, il est nommé officier-recruteur et il enrôle au-delà de 1 000 hommes dans divers régiment. En 1920, il est promu colonel de milice. Enfin, ses années de service sont reconnues par la Croix de Victoria.

Doté d'une voix de baryton remarquable, Rioux se consacre aussi au chant. Alors qu'il est encore étudiant au Séminaire, il est remarqué par la cantatrice Albani qui

vient y donner un concert. Il se livre à la fois au chant liturgique, au sein de la chorale de la cathédrale dont il est co-fondateur, et au chant lyrique, au sein de la Société chorale canadienne-française de Sherbrooke qui présente oratorios et opéras. Il y joue plusieurs rôles: Satan, en mars 1905, dans Le Paradis perdu; Jacob, en avril 1907, dans l'oratorio Joseph; Méphistophélès, en février 1908, dans Faust.

Carrière politique municipale

Rioux est candidat à la mairie une première fois en 1916. Ernest Sylvestre le défait par 241 voix. A son deuxième essai, en 1936, il est élu sans opposition.

En décembre 1936, le Conseil décide de célébrer le centenaire de Sherbrooke dès l'année suivante. En fait, ce qu'on célèbre, ce n'est pas le centenaire de l'élévation au statut de ville, qui n'arrive qu'en 1939, mais c'est un timide début de l'industrie à Sherbrooke qu'on fait remonter faussement, semble-t-il, à 1837. Cet empressement à célébrer le centenaire a pour motif le bénéfice commercial, industriel, touristique et publicitaire qu'on espère en tirer, en fin de crise. On met l'accent sur "Sherbrooke, ville électrique". Ponts, chutes, pylônes et édifices publics sont illuminés, à l'émerveillement des touristes venus, pour certains d'entre eux, d'aussi loin que New-York, Chicago, le Texas, le Dakota et la Californie.

La célébration du centenaire vaut à la ville des centaines d'annonces et d'articles subventionnés, dans la majorité des cas, par le

gouvernement provincial. Ils paraissent dans les journaux et les revues du Canada et des États-Unis. Un film sur Sherbrooke et les Cantons de l'Est est réalisé en vue de la promotion touristique et industrielle. Un bureau d'information touristique est aussi créé; il est logé à demeure rue du Dépôt, sur un terrain appartenant au Canadian National Railway. Enfin, le parc de l'exposition s'enrichit d'un amphithéâtre permanent, l'Amphithéâtre du centenaire.

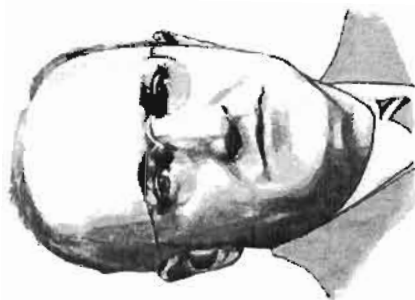
Quant aux manifestations qui s'adressent à la fois aux visiteurs étrangers et aux Sherbrookoïses, ce sont les spectacles traditionnels au Québec au cours des décennies 1920-1950: feu d'artifice, opérette présentée en plein air - en l'occurrence, les célèbres Cloches de Corneville - pageant historique regroupant 1 500 personnages et 800 chanteurs, défilé militaire, défilé de chars allégoriques et tournois sportifs. Ces fêtes sont de la même inspiration que celles du troisième centenaire de Trois-Rivières qui vient d'être célébré en 1934. L'organisateur est le même: c'est Léon Trépanier de Montréal, que le Conseil engage en s'appuyant sur son expérience de Trois-Rivières et sur le succès obtenu.

Le coût total de la célébration du centenaire s'élève à 87 000 \$. La Ville, pour sa part, y investit 25 000 \$; les gouvernements provincial et fédéral, respectivement 25 000 \$ et 20 000 \$; il y a un surplus de 13 919 \$, qui est conservé pour une future

bâtisse industrielle sur le terrain de l'exposition. La célébration du centenaire apparaît donc comme une réussite rattachée au mandat du maire Rioux.

Ce mandat coïncide aussi avec un développement réel de la ville. Les entreprises Rubin Brothers et Classon Knitting Mills ouvrent des succursales; la Sheer Silk y est fondée avec une usine de 22 700 \$, sur la rue Abénaquis; la Paton procède à un agrandissement important au coût de 100 000 \$; enfin, il y a un début d'aménagement de Two-Miles Falls.

C'est sous l'administration de Rioux également qu'un service de radio-police est créé.



ARMITAGE, MARCUS TRENHOLM
1938-1940

Naissance

Dans le canton de Cleveland, près de Richmond, en 1884.

Famille

Fils de Richard Armitage et de Margaret Trenholm.

Études

Mariage

A Agnès Lucile Ralston, de Knowlton, en 1911; le couple aura deux enfants.

Décès

Le 21 novembre 1968, à l'âge de 84 ans.

Carrière municipale

Conseiller: du 14 avril 1931 au 15 mars 1938.

Maire: du 15 mars 1938 au 26 mars 1940.

Activités professionnelles

Marcus Trenholm Armitage arrive à Sherbrooke en 1893, au moment où son père, devenu propriétaire d'une ferme laitière, commence la distribution du lait dans la ville. C'est ainsi qu'il est initié aux affaires commerciales dès son jeune âge. Plus tard, directeur du Conseil national du lait, il assumera aussi la direction de l'Association des distributeurs de lait du Québec et de l'Association des fabricants de crème glacée. Co-fondateur de la Sherbrooke Pure Milk en 1910, il en sera le président jusqu'à sa mort.

Par ses fonctions, Armitage est appelé à s'occuper activement du Board of Trade et de la Chambre de commerce (Chamber of Commerce). Il est également membre du club Saint-Georges et de plusieurs clubs sportifs.

Carrière politique municipale

Le 14 avril 1931, Armitage entre sur la scène municipale pour remplacer S.R. Newton, alors conseiller du quartier Est. De 1934 à 1937, il occupe le poste de conseiller du quartier Nord. Puis, après sept années à l'échevinage, les citoyens le proclament sans opposition maire de Sherbrooke le 15 mars 1938. Il est le 43^e à occuper ce poste.

Le mandat d'Armitage se caractérise par une reprise dans la construction. Certes, les statistiques de 1938 montrent une légère baisse, tant au niveau du nombre de permis accordés qu'au niveau de la valeur des constructions. Mais l'année 1939 surpasse de beaucoup, en valeur, la construction des années précédentes. L'émission de 188 permis atteint le coût élevé de 1 211 950 \$. C'est un premier sommet depuis 1929.

D'une part, dans le monde ecclésiastique et religieux, deux nouvelles églises sont érigées: l'église Sainte-Jeanne-d'Arc, dans l'Ouest, et l'église Saint-Sacrement dans l'Est; l'académie Sainte-Marie est construite au coût de 62 000 \$; le Séminaire Saint-Charles-Borromée s'agrandit d'une aile nouvelle; la maison provinciale des Filles de la Charité du Sacré-Coeur, rue Bowen, est aussi agrandie au coût de 213 000 \$; enfin, le Grand Séminaire des Saints-Apôtres est fondé le 1^{er} août 1939 et construit au coût de 130 000 \$.

D'autre part, la Ville voit à la réparation des ponts Wolfe et Montcalm, respectivement construits en 1903 et 1909. Suivant les pré-occupations de l'ex-maire Bradley, les autorités municipales poursuivent l'aménagement du parc Jacques-Cartier: on y construit un pavillon en 1938 et des courts de tennis en 1939. Au même moment, la première piscine publique est aménagée au parc Saint-François et le stade de baseball (futur stade Amédée Roy) est construit, rue du Parc, au coût de 100 000 \$. On commence aussi à rechercher des endroits appropriés pour ouvrir des pistes de ski.

Le développement domiciliaire des quartiers Est et Ouest témoigne du nombre croissant de citoyens et d'une certaine prospérité retrouvée. Le Conseil s'inquiète donc des problèmes posés par le système d'aqueduc et de l'insuffisance du pouvoir hydro-électrique de la région. Une campagne est entreprise en 1938, en faveur de l'usine de filtration prônée sous Skinner. C'est en vain. Par contre, en 1939, la Ville fait l'achat de l'usine hydro-électrique d'Eustis, sur la rivière Coaticook. Elle acquiert ainsi le barrage et la centrale électrique appartenant à la Consolidated Sulphur and Copper Co. Elle assure aussi ses provisions en passant un nouveau contrat avec la Shawinigan Water and Power Co., qui fournit à Sherbrooke une partie de son énergie électrique.

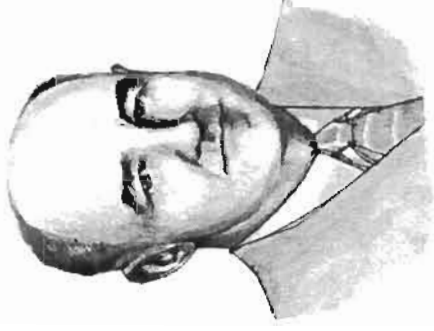
Toujours préoccupé de l'expansion urbaine, le Conseil de ville décide d'entreprendre d'autres travaux. En 1938, se poursuit l'enlèvement des rails de tramways devenus encombrants depuis l'implantation du système d'autobus. En 1939, la compagnie Bell commence à reconstruire presque en entier des lignes maîtresses. Conséquemment, on refait les rues de la ville.

A l'exemple du maire Rioux, Armitage veut attirer de nouvelles industries à Sherbrooke. Une première délégation se rend à Montréal, à la recherche de nouvelles entreprises. Plus tard, c'est vers les Etats-Unis que se tournent les regards. Malgré ces voyages du maire Armitage, seule la Carnation Milk Inc. ouvre ses portes, employant 44 nouveaux employés. Les statistiques d'alors enregistrent, au total, une perte de

plus de 300 emplois. C'est que la reprise économique n'est pas encore bien solide.

Dans le domaine artistique, 1939 voit renaître, sous le nom d'Orchestre Saint-Charles d'abord, l'Orchestre symphonique de Sherbrooke, qui était tombé en 1927. Cette fois, l'orchestre qui regroupait surtout des musiciens anglophones, devient aussi l'affaire des Sherbrookoïis francophones, avec Sylvio Lacharité à sa tête.

Le 12 juin 1939 apporte à Sherbrooke une visite royale, celle de Georges VI. Et le 3 septembre suivant, c'est la déclaration de la Deuxième guerre mondiale.



LABRECQUE, JOSEPH
1940-1942

Naissance

A Saint-Gervais (Comté de Bellechasse), le 1^{er} mai 1885.

Famille

Fils de François Labrecque et de Mathilda Lemieux

Études

A Saint-Gervais et à l'école normale Laval de Québec.

Mariage

A Laura Turgeon de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke, le 14 juillet 1908; trois fils naîtront de ce mariage.

Décès

A Sherbrooke, le 1^{er} septembre 1960, à l'âge de 75 ans.

Carrière municipale

Conseiller: du 21 janvier 1924 au 15 avril 1930.

Maire: du 26 mars 1940 au 17 mars 1942.

Activités professionnelles

Professeur à Saint-Gervais de Bellechasse puis à Québec pendant près de huit ans, Joseph Labrecque s'établit à Sherbrooke en 1911. Il est d'abord commis à l'emploi des frères Edwards, marchands de meubles. Dès 1913, il ouvre rue Galt un commerce de vêtements pour hommes et pour dames. Son fils Roland prendra la relève et continuera ce commerce connu sous la raison sociale Labrecque & Fils. Puis Joseph Labrecque devient évaluateur pour la ville. Enfin, à partir de 1950, il est shérif et il occupe ce poste pendant près de dix ans.

Ex-professeur, il demeure intéressé à l'éducation: il est commissaire de la Commission scolaire catholique de Sherbrooke de 1937 à 1946, et président de 1946 à 1948. Il est aussi président du Conseil d'administration de l'Hôtel-Dieu, marguillier de la paroisse Immaculée-Conception puis de la paroisse Saint-Joseph, président de la campagne annuelle de charité et de la campagne de la Croix-Rouge, enfin vice-président de la Ligue canado-américaine de baseball.

Carrière politique fédérale

Trois ans après son mandat à la mairie, Labrecque tente de poursuivre sa carrière politique, mais cette fois sur la scène fédérale. Il est un des six candidats qui briguent les suffrages en juin 1945. Il se présente comme indépendant après avoir été rejeté par le Bloc Populaire qui lui a préféré Valmore Olivier. Le libéral Maurice Gingues est élu avec une majorité de plus de 3 000 voix sur son plus proche adversaire, John Bassett, et une majorité de près de 6 000 voix sur Joseph Labrecque.

Carrière politique municipale

La carrière municipale de Labrecque est cahotique. Le 21 janvier 1924, il est élu conseiller du quartier Ouest, devançant son adversaire, Alexis Trudeau, par une majorité de 179 voix. Le 12 mai suivant, il démissionne à l'occasion de l'affaire Dugal (cf. William Brault, 1924-1926). Il retire sa démission un mois plus tard. Le 12 avril 1927, il est réélu sans opposition, mais il est défait par J.-C. Morin qui obtient une majorité de 84 voix, le 15 avril 1930. La campagne électorale qui précède cette élection est exceptionnellement violente et porte sur ce qu'on appelle alors "le cabinet noir", du fait que tout se décide au sein des comités, en dehors de la présence des journalistes, et que les questions sont toutes "cuites", lorsqu'elles sont présentées à l'assemblée régulière du Conseil.

Dix ans plus tard, le 26 mars 1940, Labrecque devient maire triomphant de son adversaire, Léopold Chevalier, par 716 voix de

majorité. Mais un protêt est logé contre sa candidature puisque, à titre d'évaluateur, Labrecque est à l'emploi de l'administration municipale. Son élection à la mairie le place en conflit d'intérêt; il serait à la fois employeur et employé. Il remet sa démission le 23 avril 1940, mais il quitte par la suite son emploi d'évaluateur, ce qui le rend éligible et lui vaut d'être réélu sans opposition le 6 mai suivant.

A ce moment, l'essor industriel fait disparaître les dernières séquelles de la crise. Effectivement, les rapports du greffier Antonin Deslauriers évoquent la venue d'au moins six nouvelles industries. Les nécessités de la guerre font naître la Morgan Perrin Co., la Sherbrooke Pneumatic Tool Co, Ltd et les Canadian Pacific Railway Shops. Ces entreprises, les plus importantes, créent à elles seules 572 nouveaux emplois. Parallèlement, plus d'un millier de travailleurs gagnent des postes dans les industries sherbrookoises. Par exemple, dans le secteur de la machinerie, la Ingersoll Rand Canada Inc. inaugure trois nouveaux bâtiments, passant de 494 employés en 1939, à 1 155 en 1941.

La construction connaît aussi une reprise importante. En deux ans, la Ville émet 519 permis, enregistrant un revenu d'environ trois millions. Notons que la construction de l'actuel Hôtel-Dieu, fondé en 1917 par le docteur Émile Noël, coûte à elle seule 886 500 \$. L'annexion de la municipalité d'Ascot et l'accroissement régulier de la population, qui atteint maintenant 35 651 habitants, amènent la construction de 74

nouvelles habitations. Dans le domaine religieux, Mgr Philippe Desranleau, qui devient le quatrième évêque de Sherbrooke, fait construire l'église du Christ-Roi, la chapelle du Séminaire Saint-Charles-Borromée, et fonde la paroisse Notre-Dame-du-Rosaire. Enfin, la guerre exige l'établissement d'un camp d'entraînement militaire, le Lord Sherbrooke, sur le chemin Drummond (aujourd'hui rue Galt Ouest).

Ces nombreuses constructions obligent la ville à des travaux importants dont les services d'égout, d'aqueduc et de gaz. Mais là n'est pas le principal souci des autorités municipales. L'eau potable pose des problèmes grandissants. Pour tenter de résoudre ce problème, une délégation de conseillers assiste à Toronto en juin 1941 au congrès de l'American Water Works Association. L'ingénieur Jean-Charles Côté conclut alors que Sherbrooke devance plusieurs villes de la province, en regard de l'opération et de l'entretien du service complet de l'aqueduc. Mais on songe incessamment à filtrer l'eau. Les débats commencent, et ils dureront longtemps, au cours desquels le conseiller Oliva Déziel tente de faire adopter le filtre-miniature qu'il a inventé.

En vue de développements ultérieurs, la Ville acquiert de Charles B. Howard, le 24 juillet 1940, 77 465 pieds carrés de terrain pour l'aménagement des serres municipales (parc Howard). Le 14 janvier 1941, elle acquiert de la fabrique Sainte-Jeanne-d'Arc un terrain de 257 000 pieds carrés, site du futur parc Sangster.

Les Maires de Sherbrooke

La guerre fait toujours rage; les événements le rappellent. Dans ce climat, une demande est adressée par la Ville au gouvernement fédéral le 17 juin 1940, à l'effet de décréter l'abolition du parti communiste canadien et des droits civils de ses membres. Et une corvette de la marine canadienne, qui part pour l'Europe en 1941, porte le nom de HMCS Sherbrooke.

Les Maires de Sherbrooke



ROSS, ALEXANDER CLARK
1942-1944

Naissance

A Sherbrooke, le 18 septembre 1877.

Famille

Fils de Hector Ross et de Margaret Bonna-lie.

Études

Au Sherbrooke Central School.

Mariage

A Carrie MacKay de Montréal; trois enfants, un fils et deux filles, naîtront de ce mariage.

Décès

A Sherbrooke, à sa résidence de la rue Québec, le 26 février 1964; inhumation au cimetière Elmwood.

Carrière municipale

Conseiller: du 11 avril 1933 au 17 mars 1942; du 16 mars 1948 au 27 mars 1951.

Maire: du 17 mars 1942 au 17 mars 1944.

Activités professionnelles

Alexander Clark Ross fait carrière comme marchand de glace. Il débute comme simple employé, devient co-propriétaire, puis acquiert seul la Sherbrooke City Ice and Fuel Co. Ltd, dont il devient le président. Son commerce de charbon et de coupe de glace est localisé près de la rivière Magog; les glaciers sont situés sur la rue Esplanade. A.C. Ross est aussi membre du Conseil d'administration de la Sherbrooke Pure Milk pendant près de vingt ans. Très actif au sein de l'Eastern Townships Agricultural Association (ETAA), il en assume d'abord la vice-présidence, puis la trésorerie et enfin la direction générale jusqu'à sa retraite en 1961. A différentes époques, Ross est aussi président de la Southern Counties Winter Roads Association, vice-président du Sherbrooke Snow Shoe Club ainsi que président de la Commission athlétique de Sherbrooke.

Carrière politique municipale

Élu sans opposition à quatre reprises comme échevin du quartier Nord, soit en 1933, 1936, 1939 et 1948, Alexander Clark Ross accède à la mairie sherbrookoise le 17 mars

1942, toujours sans opposition. A titre de conseiller, il est successivement associé au Comité de secours aux indigents en 1933, puis au Comité de l'aqueduc en 1934 et au Comité de voirie de la fin de 1934 jusqu'en 1938. En 1935, il joue un rôle de premier plan dans l'établissement du Camp La Croix (plus tard Camp Sherbrooke) dans le canton de Stoke, où plusieurs chômeurs sont engagés par la Ville pour couper du bois au cours des hivers suivants, bois que la Municipalité distribue aux familles pauvres. En 1939, il est très actif lors des négociations avec la Consolidated Cooper and Sulphur Co. qui aboutissent à l'achat par la Ville du barrage et de la centrale électrique de Sustis. De 1938 à 1942, il est affecté au Comité de l'électricité et du gaz.

Alexander Clark Ross vient occuper le fauteuil de maire pendant la difficile période de la Seconde guerre mondiale. En effet devant la pénurie de matières premières, plusieurs industries ne peuvent maintenir leur expansion des années d'avant-guerre. Seule l'industrie de guerre maintient son rythme en 1942. Ainsi la Canadian Ingersoll Rand emploie 1 315 travailleurs dans la fabrication des moteurs marins; la Sherbrooke Pneumatic Tool Co. Ltd en recrute un total de 350 pour sa production de machinerie industrielle et de munitions. Pour sa part, la Paton fournit, grâce à ses 753 employés, le tissu nécessaire à la Rubin S. Ltd, où 415 travailleurs confectionnent des uniformes de guerre.

les bantons d'Ascot et d'Orford. Le 5 avril 1943, la Ville acquiert aussi l'édifice de la Central School (coin Couture et King, face au cinéma de Paris), au coût de 55 000 \$. On projette d'y installer le futur hôtel de ville. Le 28 avril suivant, Sherbrooke se dote du premier pensionnat au Québec pour orphelins, infirmes et tuberculeux, appelé la Société de réhabilitation. La Ville assumé gratuitement le transport de ces enfants aptes à aller à l'école. La même année, le sanatorium Saint-François de l'Hôtel-Dieu (capacité de 350 lits) est ouvert et les nouvelles bâtisses de l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke sont inaugurées, portant la capacité de cet hôpital à 250 lits. La Ligue canadienne de la santé, de concert avec la Ville, met sur pied un plan d'immunisation en masse contre la diphtérie.

Sur le plan touristique, deux faits importants méritent d'être signalés: l'acquisition par le diocèse du domaine de Beauvoit situé sur une colline de 550 pieds, à cinq milles de Sherbrooke, où l'on désire construire un sanctuaire; et l'achat par la Ville de terrains adjacents à la serre municipale sur la rue Portland, ce qui s'inscrit dans un plan d'agrandissement futur de la serre et des jardins municipaux.

Enfin, les années 1942-1943 voient la formation de plusieurs associations, principalement à vocation économique. L'Oeuvre des terrains de jeux (O.T.J.) est aussi mise sur pied.

Le secteur de la construction connaît, lui aussi, une baisse sensible. La valeur des permis de construction, qui avait atteint le million et demi en moyenne pour les années 1940 et 1941, tombe à 533 850 \$ pour 1942 et à 643 524 \$ pour 1943.

L'année 1942 amène une extension de la ville. Avec l'autorisation de la législature provinciale, l'agglomération appelée Collinsville (à l'extrémité ouest de la rue Galt) est rattachée à Sherbrooke. La ville voit ainsi sa population augmenter de 1 450 habitants.

A la mi-juin 1942, le centre-ville de Sherbrooke connaît une des pires inondations de son histoire. A la suite de pluies diluviennes, la Saint-François dépasse de 20 pieds son niveau normal. Les opérations de nettoyage et les réparations coûtent près de 500 000 \$.

Au même moment, le Conseil de ville nomme W. Percy Donahue à la direction du Département de police et d'incendie et ce, pendant un congé de maladie de son prédécesseur à ce poste, Arthur Maranda. Ce même Donahue innove au Québec en utilisant le lance-brume pour l'extinction des incendies. A l'automne 1942, le Conseil autorise le paiement d'un boni de vie chère de 3 \$ par semaine aux pompiers et policiers de la ville.

Les années 1942 et 1943 connaissent peu de travaux permanents. En prévision d'un développement industriel à long terme, la Ville acquiert cependant en 1943 des terrains dans des secteurs annexés l'année précédente dans

En février 1944, la Ville renouvelle pour un an la franchise de la firme d'autobus Sherbrooke City Transit, la compagnie s'engageant à mettre en service deux nouveaux autobus de 28 sièges et à établir un service direct entre l'Est et l'Ouest de la ville.

En toute fin de mandat, le 6 mars 1944, le Conseil décide de rendre hommage aux militaires revenant d'outre-mer, en établissant un tableau d'honneur et un livre d'or pour les soldats volontaires et conscrits, avec une mention spéciale aux volontaires. Par contre, au même moment, les autorités municipales s'opposent vivement à un projet du gouvernement fédéral, voulant favoriser la venue au Québec de nombreux réfugiés d'Europe. On y voit une menace à l'ordre socio-économique.



GENEST, JOSEPH-WENCELAS
1944-1946

Naissance

A Sainte-Julie de Somerset (Laurierville),
le 6 décembre 1873.

Famille

Fils de Charles-Onésime Genest et de Céline
Roberge.

Études

Au Séminaire Saint-Charles-Borromée de Sher-
brooke.

Mariage

En premières noces, à Léa Michon, à l'église
Saint-Edmond de Coaticook, le 18 octobre
1899; en secondes noces, à Bernadette
Archambault-Barbeau, de l'Avenir, le 7 juillet
1943.

Décès

A Sherbrooke, le 1er novembre 1949, à l'âge de 75 ans.

Carrière municipale

Conseiller: du 29 mai 1935 au 23 mars 1944.
Maire: du 23 mars 1944 au 26 mars 1946.

Activités professionnelles

Arrivé à Sherbrooke en 1881, J.-W. Genest entre au service de la firme paternelle C.O. Genest et Fils, magasin général et épicerie. Vers 1930, il passe au service du magasin Sherbrooke Provision, qui se fusionne en 1933 avec la firme C.O. Genest et Fils, sous le nom de Genest, Nadeau Ltée. Il se retire presque aussitôt de la nouvelle compagnie, après plus de 30 ans de service dans le commerce d'épicerie. Il sera par la suite et à différentes époques courtier d'assurances et courtier en immeubles. Président de la Chambre de commerce, il est aussi actif au sein de la Société Saint-Jean-Baptiste et des Chevaliers de Colomb. Il contribue enfin à mettre sur pied l'Association régionale des voyageurs de commerce (1919) et à fonder l'oeuvre des retraites fermées pour les voyageurs de commerce.

Carrière politique municipale

Entré à l'hôtel de ville en tant qu'échevin du quartier Centre le 29 mai 1935 par acclamation, Joseph-Wencelas Genest est successivement réélu en 1936, 1939, 1942, encore par acclamation. Il se voit confier la présidence de la commission des parcs de 1935 à 1942, puis celle du Comité de l'électricité

et du gaz de 1942 à 1944. Le 23 mars 1944, il accède par acclamation à la mairie, au moment où s'amorce une remontée significative dans la construction.

C'est d'abord une époque active de construction de bâtisses résidentielles. De plus, le Conseil donne son appui à un programme intense d'amélioration, de rénovation et même de subdivision de vastes résidences en plusieurs logements. Enfin, on planifie la construction de 75 habitations pour les vétérans de guerre.

C'est, par ailleurs, une époque de rationnement des matériaux affectés aux travaux de la ville. En 1945, on met donc en marche, à l'incinérateur, un programme de récupération des cendres, des bouteilles, des guenilles, des journaux, etc. Cette dîsette aiguë et croissante se fait également sentir au niveau des appareils et du matériel téléphonique. On vise, là aussi, un programme de récupération, d'inspection, de substitution de pièces, afin de maintenir l'efficacité du service, d'autant plus que l'on assiste à une progression constante des communications interurbaines. Il faudra pourtant retarder à l'après-guerre l'amélioration du système téléphonique dans les régions rurales. De tous côtés, les commandes sont en souffrance. Les matières premières, en effet, servent avant tout à la production directe de guerre.

En cette période d'inflation et d'instabilité causée par la guerre, les citoyens cherchent à se prémunir. En 1945, le Conseil de

ville signe tour à tour les conventions collectives des policiers, des employés des services du Gaz et de l'Électricité, des employés civiques, tous maintenant regroupés en associations. C'est d'ailleurs l'ère des syndicats, des coopératives, des caisses populaires, des associations de toutes sortes, visant pour la plupart à assurer une sécurité financière à leurs membres. Le 5 juin 1944, à la suite de la démission de l'ingénieur Armand Crépeau, Jean-Charles Côté devient l'unique ingénieur municipal, au salaire de 5 000 \$ par année avec allocation de 50 \$ par mois pour fins de transport.

Après l'ouverture du Bureau du tourisme municipal à l'hiver 1945, les autorités de la ville étudient attentivement un projet d'aménagement du parc Victoria, visant particulièrement à le doter d'une piscine. Dans le domaine du tourisme, on compte toujours sur l'ETAA qui, cette même année, fête son soixantième anniversaire. Cette association, fondée dans le but d'écouler les ressources agricoles des Cantons de l'Est, a permis à Sherbrooke, depuis 1885, de maintenir son titre de centre de commerce et de distribution des Cantons. De plus, elle soutient toujours assidûment l'Exposition de Sherbrooke, autrefois la Grande exposition de l'Est du Canada (Great Eastern Canada Exhibition), apport touristique important.

Dans le domaine de l'industrie, la Ville poursuit l'achat de terrains pouvant devenir

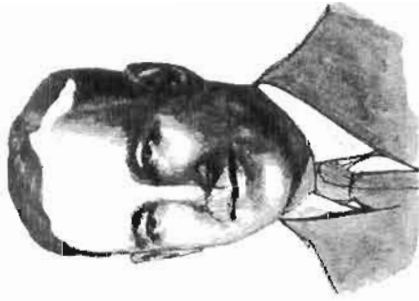
des sites industriels et nomme l'échevin Alphonse Trudeau premier président de la Commission industrielle de Sherbrooke. Ce dernier sera le principal responsable de la venue de la Bruck Silk Mills Ltd. (137 employés en 1947) qui entreprend la construction de sa manufacture sur la rue Woodward en 1945. La firme Julius Kayser emploie en 1945 pour sa part, 1 203 travailleurs et produit 10 000 douzaines de paires de bas par semaine. La réputation de Sherbrooke dans le textile n'est déjà plus à faire. On installe le 29 mars 1945 sur les terrains de la Dominion Textile Co. Ltd, une plaque commémorant le 100^e anniversaire de la création à Sherbrooke du premier moulin à coton, connu sous le nom de Sherbrooke Cotton Factory.

Face aux difficultés économiques nombreuses engendrées par la Deuxième guerre mondiale, le Conseil de ville doit reporter à plus tard certaines dépenses non prioritaires pour le moment, telles l'engagement d'un géant municipal, la rémunération pour les membres du Conseil, la requête concernant une bibliothèque municipale, l'exécution de travaux en vue de prévenir les inondations futures, ainsi que le controversé projet d'usine de filtration. Par contre, cédant aux pressions morales de l'époque, le Conseil vote à l'été 1944 un règlement sans incidence financière, réprovoquant le port des "shorts" dans les limites de la municipalité.

La guerre tire à sa fin. Le 17 décembre 1945, la Ville accueille le 27^e Régiment blindé canadien, composé des Fusiliers de

Sherbrooke et du Sherbrooke Regiment, qui revient d'outre-mer. Enfin, en guise de souvenir du dernier conflit mondial, la Ville reçoit le char d'assaut "Bomb" qui lui est cédé en permanence. Ce tank, aujourd'hui installé en permanence au Champ de Mars, est un des seuls à avoir servi depuis le débarquement de Normandie jusqu'à la fin de la guerre.

L'année 1944 a vu la fondation de la paroisse Sainte-Famille. L'année suivante, on assiste à la création de l'Association forestière des Cantons de l'Est, du Cercle théâtral de Sherbrooke et du club de raquettes, l'Audacieux.



BRYANT, JAMES GUY DIXON
1946-1948

Naissance

A East Angus, le 2 avril 1893.

Famille

Fils de John Henry Bryant et de Ida Wearne et neveu de George Gilman Bryant qui fut maire de Sherbrooke en 1889 et en 1896.

Études

A la East-Sherbrooke School, au Sherbrooke High School, puis à l'Ontario Business College de Belleville (Ontario).

Mariage

A Olive Marion Cunning de Sherbrooke en 1921; deux enfants, un fils et une fille, naîtront de ce mariage.

Résidence actuelle

A Victoria (Colombie Britannique).

Carrière municipale

Conseiller: du 25 mars 1938 au 26 mars 1946.

Maire: du 26 mars 1946 au 16 mars 1948.

Activités professionnelles

Arrivé à Sherbrooke à l'âge de trois ans, au moment où son père fonde la firme J.H. Bryant spécialisée dans l'embouteillage des eaux gazeuses et du Ginger Ale Bull's Head, Guy Bryant entre au service de l'entreprise familiale en 1919. Il revient alors de France, où il a passé quatre ans dans l'armée. Il devient ensuite le directeur de l'entreprise familiale, puis le co-proprétaire avec ses deux frères Albert et Cliff, à la mort de leur père en 1934. Durant le second conflit mondial, il fait partie de la garde des vétérans de Sherbrooke. Parallèlement à ses activités principales, il est président de la Légion canadienne de Sherbrooke, du Sherbrooke Snow Shoe Club, du Club St-Georges Inc. et de nombreux autres mouvements civiques dans Sherbrooke.

Carrière politique municipale

Élu par acclamation échevin du quartier Nord le 25 mars 1938, James Guy Dixon Bryant fait, tour à tour, partie des comités de l'hôtel de ville, de l'Hygiène, de l'Aqueduc et des Finances. Fort de cette expérience, il accède finalement à la mairie sherbrookeuse le 26 mars 1948, l'emportant avec 1 026 voix de majorité sur l'ex-conseiller du quartier Sud Eugène Thibault. Ce dernier

tente à nouveau de briser le vieux principe de l'alternance, prétendant qu'il n'est plus raisonnable, le nombre de francophones dans les limites de la ville dépassant largement celui des anglophones.

Sous l'administration de Bryant, la relance de la construction se poursuit. Ainsi, entre 1945 et 1948, 182 maisons pour les vétérans sont construites, dont 132 par la Wartime Housing et 50 par la Société centrale d'hypothèque. De ce nombre, 97 sont érigées dans l'Ouest de la ville et 85, dans l'Est. La Ville voit aussi s'installer plusieurs nouvelles industries. Signalons, en 1947, la Austin Glove Mfg. (gants) avec 172 employés, la Bemis Associates of Canada Ltd (plastique) avec 12 employés, la Dominion Burlington Mills Ltd (tissus de rayonne) avec 339 employés, l'Elegant Hosiery Mills (bas de nylon) avec 21 employés, la Filigrane Specialty (bijouterie) avec 44 employés, les Produits de Ciment Sherbrooke Ltée (tuyaux de béton) avec 21 employés, ainsi que la Sherbrooke Footwear (chaussures) avec 25 employés.

Dans le domaine des travaux publics, la Ville poursuit sa politique d'amélioration des parcs. Après l'acquisition du parc Sainte-Jeanne-d'Arc au début de 1941 puis l'ouverture du parc Sangster en 1941-1942 (ainsi nommé en l'honneur de Andrew Sangster, un des premiers dirigeants de la Canadian Ingersoll Rand), du parc Saint-Alphonse (Nord) et du parc Notre-Dame-du-Rosaire (Ouest) en 1944, le parc Saint-François (Est de la ville) est parachevé au printemps de 1946.

Dans le domaine du divertissement, une quatrième salle de spectacles est en voie d'érection en octobre 1946. Il s'agit du théâtre Rex (près du parc Dufresne) qui vient s'ajouter aux salles du Premier, du Granada et du Cinéma de Paris. La Ville décrète trois congés civiques, soit la fête de la Saint-Jean-Baptiste, les lendemains de Noël et du Jour de l'An. La Chambre de commerce s'offre à prendre la relève de la ville qui a fondé son Office du tourisme l'hiver précédent (1945) mais qui n'a toujours personne à nommer à la direction de cet office. Finalement, la Ville nomme Gilles Boire à la direction de son Bureau du tourisme.

Dans le secteur de la santé, la Ville fait l'acquisition d'un poumon d'acier au coût de 1 200 \$. Ce respirateur mécanique, qui sert au traitement des victimes de la poliomyélite, est gardé à l'Hôpital civique mais il est disponible aux autres hôpitaux.

Il est aussi beaucoup question sur la scène municipale de la location de l'aéroport de Windsor Mills (à 11 milles de Sherbrooke). Cet aéroport, aménagé en 1941 par le gouvernement fédéral, pourrait faire l'objet d'une location à un dollar par année, à condition que la Ville en assume l'entretien normal ainsi que certains coûts de la transformation d'aéroport militaire en aéroport civil. La Sherbrooke Airways Ltd y opère déjà cinq avions de transport commercial. Le projet ne se concrétisera toutefois pas.

L'année 1947 s'amorce avec la formation d'un groupe, la Compagnie de transport urbain de Sherbrooke, ayant à sa tête Armand Nadeau,

qui désire un contrat d'un an avec la Ville. Mais c'est pourtant la Sherbrooke City Transit qui voit renouveler sa franchise d'autobus dans Sherbrooke pour cinq ans. A la même époque, la Ville demande et obtient de Québec un amendement à sa Charte qui lui permet de gratifier le maire de 2 000 \$ par année et les échevins de 1 000 \$ par année.

Le 12 janvier 1947 a lieu l'ouverture officielle de l'École d'apprentissage des métiers de la construction des Cantons de l'Est (École technique, sur la rue Camirand). Ce terrain, rappelons-le, a été acquis en 1922 du gouvernement fédéral et transformé en parc (Pelletier). C'est aussi en 1947 que les Missionnaires de Mariannahill s'installent à Sherbrooke (Mont Sainte-Anne). En avril de l'année précédente, la paroisse Saint-Jean-de-Brébeuf était fondée.

Enfin, dernier souvenir de guerre, la Ville reçoit des autorités navales d'Ottawa la cloche historique de la Corvette HMCS Sherbrooke qui appelait au combat les marins de la marine canadienne. Cette cloche se trouve maintenant au musée de la Société d'histoire des Cantons de l'Est.

La fin de l'année est marquée par un conflit de travail. Les 6 000 employés de la Dominion Textile de Sherbrooke, Magog, Drummondville et Montmorency font une grève d'une semaine en novembre 1947 et obtiennent une augmentation de 20 cents l'heure.

Les Maires de Sherbrooke

Au cours des premiers mois de 1948, les autorités municipales achètent le nouveau drainage officiel de la province de Québec et donnent un montant de 30 000 \$ à la campagne de souscription pour l'agrandissement et le parachèvement de l'Université de Montréal. L'épineux problème de la construction d'une usine de filtration surgit une fois de plus à la table du Conseil. Bien sûr, l'eau de l'aqueduc municipal est sale et beaucoup de citoyens s'en plaignent. Mais les solutions sont lentes à mûrir.

Les Maires de Sherbrooke



TRUDEAU, ALPHONSE
1948-1950

Naissance

A Coaticook, le 28 décembre 1900.

Famille

Fils de Médéric Trudeau, cultivateur, et de Adèle Gagnon.

Études

Au collège des Frères du Sacré-Coeur et au Séminaire Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke.

Mariage

A Yvonne Métivier, à la cathédrale Saint-Michel, le 14 mai 1923; deux filles naîtront de ce mariage.

Décès

A Sherbrooke, le 28 décembre 1970.

Carrière municipale

Conseiller: du 17 mars 1942 au 16 mars 1948.

Maire: du 16 mars 1948 au 29 mars 1950.

Activités professionnelles

Boulangier pendant 18 ans, Alphonse Trudeau entre dans la construction en 1939. Il s'occupe surtout de développement domiciliaire à partir de 1952. Quatre ans plus tard, il assume la présidence des entrepreneurs généraux du district de Sherbrooke et fonde l'Association des constructeurs d'habitations domiciliaires de Sherbrooke et des environs.

Alphonse Trudeau fait partie de l'Armée de réserve lors de la Deuxième guerre mondiale. Il s'engage aussi dans divers organismes sociaux. Le 28 octobre 1961, un accident d'automobile le rend invalide; malgré cet handicap, Trudeau poursuit certaines activités et fonde en 1967 le Club de l'âge d'or de Sherbrooke.

Carrière politique fédérale

Le maire Trudeau brigue les suffrages comme candidat libéral dans la circonscription de Sherbrooke à l'élection fédérale du 27 juin 1949. Il doit céder la victoire à Maurice Gingues qui récolte 48,87% des votes contre ses quatre adversaires.

Carrière politique municipale

Alphonse Trudeau est élu sans opposition conseiller du quartier Sud en mars 1942. Il succède alors à Eugène Thibault. En 1945, le maire J.W. Genest lui confie la première présidence de la Commission industrielle de Sherbrooke. C'est sans opposition que le conseiller Trudeau accède à la mairie le 16 mars 1948 pour un terme de deux ans. Il tente un retour au conseil le 25 mars 1952, mais il est défait par le maire Émile Lévesque.

Depuis la guerre, on observe une expansion considérable de la ville de Sherbrooke. L'annexion de 6 740 acres du territoire d'Orford, d'une partie de la municipalité de Rock Forest et d'un secteur du canton d'Ascot appelle de nombreux développements domiciliaires, mais aussi la construction de grands édifices. Aussi, les années 1948 et 1949 voient poindre un nouveau sommet dans la construction: 1 124 permis sont émis pour une valeur totale de 10 459 825 \$.

Le 2 avril 1949 marque le début des travaux du Sherbrooke Hospital et de son pavillon des infirmières, dans le Nord de la ville. Le conseiller Armand Nadeau fait la promotion d'un projet de construction d'un centre civique-aréna, à l'angle des rues King Ouest et Couture. Mais il recueille une forte opposition au référendum tenu à cet effet le 9 juin 1949. C'est donc un édifice fédéral (actuel bureau de poste) qui sera construit à cet endroit à l'automne 1949. En septembre 1949, le pont Joffre s'apprête à relier l'Ouest et l'Est, au pied de la rue Galt,

sur la rivière Saint-François. Bâti par la compagnie Fabi et Fils au coût de 860 000 \$, il sera inauguré sous le mandat du maire Howard en 1951.

La Ville met également l'accent sur les travaux publics, négligés pendant la guerre et suscités par l'expansion continue de Sherbrooke. On procède à des travaux de pavage et à l'élargissement de rues. L'oeuvre d'embellissement de la ville se poursuit à l'aide de subventions provinciales. La Ville se retrouve pourtant avec un déficit, les dépenses continuant à augmenter avec la hausse du prix des matériaux et des salaires.

Devant ces ennuis, les autorités municipales poursuivent d'importants débats. Les conseillers Nadeau et Charpentier proposent l'imposition d'une taxe de vente de 2%. Le maire Trudeau désapprouve cette mesure, qui est pourtant adoptée par le Conseil. Mais le 18 janvier 1949, le règlement est rejeté par les contribuables. Un mois plus tard, Charpentier démissionne, protestant ainsi contre l'administration de la Ville et sa politique financière.

Le Conseil songe alors à engager un gérant municipal, mais ce projet est aussi rejeté lors d'un référendum tenu le 27 avril 1949. Les conseillers poursuivent l'étude d'une autre solution. Ils essaient d'augmenter les bénéfices du Service de l'électricité en augmentant ses ressources. Comme première mesure, la Ville réduit de 10 à 3% l'escompte accordé à ceux qui paient leur compte d'électricité dans un délai de quinze jours. En second lieu, les contribuables acceptent,

à 1 001 voix contre 282, l'emprunt de 1 500 000 \$ pour l'achat de la propriété de la Brompton Pulp and Paper Co. et l'aménagement de l'usine hydro-électrique à cet endroit.

Bien que le maire Trudeau ait représenté l'Association des commissaires industriels de la province au Congrès des industriels d'Europe, peu de nouvelles entreprises viennent s'établir à Sherbrooke sous son mandat. On relève la Canadian Unitcast Steel et la Sherbrooke Woodcraft, fondée par Léo Drolet et maintenant connue sous le nom de Sherwood-Drolet Corp.

Le mandat d'Alphonse Trudeau se termine sur l'ajournement de plusieurs projets. Effectivement, les propriétaires écartent les règlements d'emprunt visant la construction d'une usine de filtration, d'une gare centrale d'autobus, ainsi que de l'agrandissement du marché Landsdowne.



HOWARD, CHARLES BENJAMIN
1950-1952

Naissance

A Smith's Mills (comté de Stanstead), le 27 septembre 1885.

Famille

Fils de Benjamin Cate Howard et de Helen E. Salls.

Études

Au Sherbrooke High School, au Westleyan College de Stanstead, au Bugbee Business College et études de français au Séminaire Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke.

Mariage

En premières noces, à Alberta-May Campbell, le 3 juin 1908; deux fils naîtront de ce mariage; en deuxième noces, à Klaire D. Shoup

Les Maires de Sherbrooke

le 19 septembre 1944; en troisièmes noces, à Simone Lemieux-Walters, le 24 septembre 1959.

Décès

A Sherbrooke, le 25 mars 1964.

Carrière municipale

Maire: du 29 mars 1950 au 25 mars 1952.

Activités professionnelles

Dès l'âge de 15 ans, C.B. Howard s'occupe de commerce de bois et d'immeubles. Il est d'abord employé de son père dans la B.C. Howard and Co. Ltd de Valley Junction. Il devient associé de son père et de D.J. Salls à partir de 1908. En 1923, à la mort de son père, il se retrouve président de la compagnie. Il vend les propriétés de B.C. Howard and Co. Ltd et de English Lake Lumber and Co. poursuit des activités à Charny, sous la raison sociale Howard-Bienvenue Lumber Co. Ltd à partir de 1925. Il possède plusieurs moulins dans le comté de l'Islet, dans le comté de Montmagny et en Abitibi. Il est président de commerces et industries aux États-Unis, au Canada, et plus spécialement dans la région de Sherbrooke: à C.K.T.S., au Telegram Printing, au Sherbrooke Real Estate Co. Il est aussi directeur du Sherbrooke Trust, de La Tribune, de la Sherbrooke Milk Co. et du Sherbrooke Hospital. Il est enfin membre de plusieurs clubs sociaux et sportifs et membre à vie de l'Association des commissaires industriels du Québec.

Les Maires de Sherbrooke

Carrière politique fédérale

Élu député libéral à la Chambre des communes le 27 octobre 1925, Howard est réélu sans interruption jusqu'en 1940. Délégué du gouvernement fédéral aux Bermudes, en Australie et en Nouvelle-Zélande, il s'intéresse aux procédés industriels et agricoles et à la législation sociale de ces pays. Il est nommé sénateur le 9 février 1940 pour représenter la division de Wellington.

Carrière politique municipale

Le sénateur Howard se présente à la mairie de Sherbrooke précédé d'une réputation d'homme d'affaires efficace et d'homme public prestigieux. Il est élu le 29 mars 1950 par 1507 voix de majorité sur Armand Nadeau.

La ville de Sherbrooke poursuit alors son expansion en annexant le 1^{er} juillet 1951 une autre partie du canton d'Ascot et 7 000 acres du canton d'Orford. Le recensement de 1951 lui donne 50 543 habitants dont 26 882 francophones.

Le sénateur Howard est un administrateur habitué à la planification à long terme. Il suggère donc et obtient un amendement à la Charte de la Ville pour prolonger le mandat du maire de deux à trois ans.

Conscient des limites imposées par le recours régulier au référendum, il obtient un autre amendement à la Charte. Ce dernier permet à la Ville d'emprunter annuellement un montant maximum de 200 000 \$, au moyen d'obligations, sans être tenue de faire ratifier ces règlements d'emprunt par les propriétaires.

C'est également en 1951 que le Conseil impose la taxe de vente de 2%, qui avait été rejetée sous le mandat du maire Trudeau.

Le pont Joffre est déjà ouvert à la circulation. Les autorités municipales fusionnent donc la rue Joffre (Galt Est) à la rue Galt, dont elle est le prolongement.

Sous le mandat du maire Howard, la Ville accorde 18 permis de construction à des industries qui veulent se construire ou s'agrandir. Notons la venue de la Sherbrooke Paper Products et de la Seal-Dri Sportswear, qui fabrique des vêtements de plastique, selon un procédé unique au Canada.

Le projet de transformation de l'Hôpital civique en unité sanitaire se réalise en 1951.

C'est l'époque du téléphone à cadran, inauguré en mai 1950. La période est aussi marquée par des événements importants dans la vie religieuse de Sherbrooke. Il y a d'abord l'année sainte en 1950 et l'érection d'une croix lumineuse au sommet du mont Bellevue en souvenir de cette démonstration de foi. Il y a aussi, le 2 mars 1951, l'élévation du diocèse de Sherbrooke au rang de siège archiépiscopal et métropolitain. Il y a enfin la fondation de la paroisse Saint-Esprit.

Le 5 mars 1951, l'Académie canadienne-française décrète que le nom Estrie mérite d'entrer dans le lexique géographique pour

remplacer les Cantons de l'Est, dont Sherbrooke est la métropole. Ce vocable, créé par Mgr Maurice O'Bready, a été lancé au festival de la Bonne chanson le 24 juin 1946.



LEVESQUE, J. ÉMILE
1952-1955

Naissance

A Norton Mills (Vermont) en 1895.

Famille

Fils de Louis Lévesque, forgeron, et de Georgianna Bérard. Il a 8 ans lorsque ses parents viennent habiter Sherbrooke.

Études

Cours commercial au Séminaire Saint-Charles-Borromée, de 1912 à 1914.

Mariage

A Adrienne Chevalier, le 27 octobre 1919, à la Cathédrale Saint-Michel; huit enfants naîtront de ce mariage.

commandant de différents camps d'entraînement militaire: Saint-Jérôme, Valleyfield, Joliette et Châteauguay.

Il est aussi membre du Choeur de la cathédrale et en devient président en 1934. Quand le Choeur de la cathédrale demande au Parlement canadien que toute monnaie émise par la future Banque du Canada soit officiellement bilingue, la résolution est donc signée par le président Émile Lévesque.

En 1951, il devient président du club Rotary et, en 1958, il est président de l'Eastern Townships Agricultural Association (ETAA). Très actif dans l'Association de la Croix-Rouge, il en occupe aussi la présidence. A son décès, il est directeur du Comité provincial de la Croix-Rouge.

Carrière politique municipale

Trois candidats sont en lice aux élections à la mairie du 25 mars 1952: Émile Lévesque, marchand; Armand Nadeau, avocat; Alphonse Trudeau, entrepreneur. Émile Lévesque est élu par une majorité de 442 voix. Sur une possibilité de 15 729 électeurs, 9 029 exercent alors leur droit de vote. Émile Lévesque inaugure le mandat prolongé de deux à trois ans à la mairie.

Le rôle d'évaluation de la ville s'élève alors à 84 272 240 \$ pour les propriétés imposables. Le budget est de 3 952 156,66 \$; le service de la dette se chiffre à 708 353,39 \$, soit une augmentation de 39 514,05 \$ par rapport à l'année précédente. A sa première année d'existence, la taxe de vente municipale rapporte 463 016,60 \$.

Décès

Le 8 janvier 1961, à l'hôpital militaire de Sainte-Anne-de-Bellevue; funérailles à la cathédrale Saint-Michel de Sherbrooke.

Carrière municipale

Maire: du 25 mars 1952 au 26 avril 1955.

Activités professionnelles

En 1910, dès l'annonce qu'un nouveau journal paraîtrait sous peu, Émile Lévesque recherche des clients. Il devient le premier camerlot de La Tribune ayant d'abord une cinquantaine de clients, puis 100, enfin 200. C'est qu'il achète la clientèle des autres camerlots.

Émile Lévesque travaille pendant deux ans dans une usine à East Angus puis il devient vendeur au magasin de meubles H.C. Wilson and Sons de Sherbrooke. Une expérience de dix-sept ans dans la vente de meubles lui permet de devenir gérant en 1931 du magasin de meubles P.T. Légaré. En avril 1935, Émile Lévesque acquiert ce commerce et, un mois plus tard, il fonde la compagnie J.E. Lévesque Ltée. Le magasin a des succursales à Cookshire et Rock Island.

De 1912 à 1918, il est soldat dans l'armée de réserve canadienne, les Fusiliers de Sherbrooke. Promu sergent en 1919, lieutenant en 1920, il devient le 1^{er} janvier 1937 lieutenant-colonel et commandant des Fusiliers de Sherbrooke. Il le demeure jusqu'en 1942. Pendant la guerre, le lieutenant-colonel J. Émile Lévesque devient

Les Maires de Sherbrooke

Par référendum, les contribuables acceptent le 11 juin un emprunt de 100 000 \$. Cette somme complète le montant total des 255 000 \$ nécessaires pour reconstruire le stade de baseball, incendié le 19 septembre 1951. Construit en béton et en bois, le nouveau stade aura une capacité de 3 800 sièges et il logera des entrepôts ou des garages municipaux.

Le règlement 761 du 6 mai inaugure le système de taxi-mètre. Le nombre de taxis ne doit pas dépasser 75. Les détenteurs de permis sont soumis à la semaine de 40 heures. Le montant initial, comprenant le premier mille ou fraction de mille est de 50 cents; le voyage à l'heure, 3 \$; un mariage sans voyage chez le photographe, 4 \$; un mariage avec voyage chez le photographe, 5 \$.

Le 15 août 1952, 24 rues de Sherbrooke changent de nom. Par exemple, Drummond, Joffre, Dufresne deviennent Galt; Royale devient boulevard McManamy; Couvent devient Brooks; une partie de Wellington Nord et Grandes Fourches deviennent Frontenac; Lansdowne devient Grandes Fourches; Wolfe devient Belvédère Nord; une partie de Melbourne et chemin de Brompton deviennent boulevard Queen Nord; une partie de Melbourne devient Belmont; Belmont devient King Est; Orford devient boulevard Jacques-Cartier.

On établit aussi le système parallèle de numérotation des édifices, ayant pour base la rue King pour diviser le Nord et le Sud et

Les Maires de Sherbrooke

la rivière Saint-François pour diviser l'Est et l'Ouest. Conséquence de ce nouveau système de numérotation: 12 500 numéros de domiciles sont changés.

L'année 1952 marque aussi le début de la construction du pont Jacques-Cartier sur la rivière Magog. En janvier, les contribuables ont approuvé un emprunt de 950 000 \$, selon les évaluations faites par les ingénieurs l'année précédente. Mais une hausse générale du prix des matériaux et des salaires augmente les coûts, de sorte que la plus basse soumission est de 1 250 000 \$. Par référendum, le 14 octobre, les contribuables autorisent donc la Ville à emprunter 300 000 \$ de plus. Le contrat pour la sous-structure est attribué à Fabi et Fils pour 495 522,25 \$. Quant au contrat pour la super-structure, octroyé d'abord à McKinnon Structural Steel, il lui est enlevé à cause de coûts ajoutés à la soumission. Après un débat animé au Conseil, le 17 décembre, le contrat est donné à Betit Metals de Montréal pour 627 470 \$.

Le 6 octobre, le Conseil décide de créer une bibliothèque municipale dans l'édifice du Central School, face au cinéma de Paris, acqui\$ en 1943.

A partir du 31 décembre 1952, tous les employés de la ville ayant atteint l'âge de 70 ans seront à la retraite. Après cette date, aucune personne de 50 ans et plus ne sera embauchée.

En 1952, des permis de construction sont accordés pour 8 519 225 \$. La Bruck Mills inaugure le 5 juin un agrandissement à son

Les Maires de Sherbrooke

usine au coût de 1 300 000 \$. La Superheater entreprend la construction d'une annexe de 1 500 000 \$; c'est la première tranche d'un vaste programme d'expansion de 4 000 000 \$. L'American Biltrite, qui emploie 325 ouvriers, construit avec l'aide de la Ville une annexe de 600 000 \$; au moins 100 ouvriers y trouveront du travail en plus de ceux que l'entreprise emploie déjà.

Trois écoles sont construites: Bussièrre, La-porte et une troisième dans la paroisse Saint-Esprit. On érige l'église Saint-Colomban au coût de 65 000 \$. On investit 800 000 \$ dans l'agrandissement de l'Hospice du Sacré-Coeur. Les religieuses de la Prédication construisent un couvent dans l'Est, rue Conseil. L'aréna est réparé et agrandi pour un montant de 123 000 \$.

Le 2 septembre, commencent les travaux de construction de l'édifice qui abritera le Bureau de poste. C'est un contrat de 1 989 485 \$ que vient d'obtenir la Newton Construction de Sherbrooke.

En novembre, se tient la première exposition de 2 700 plants de chrysanthèmes aux serres municipales du parc Howard.

Dans le domaine religieux, Mgr Philippe Desranleau décède le 28 mai 1952, et Mgr Georges Cabana, co-adjuteur depuis le 12 avril, lui succède au siège archiépiscopal.

Le budget pour l'année 1953 est présenté le 2 mars. La taxe des locataires est portée de 2 à 5%. La taxe d'eau augmente de 40% et le

Les Maires de Sherbrooke

gaz de 10%. En mars, la nouvelle convention collective des employés municipaux est signée. Ceux-ci obtiennent une augmentation de quatre cents l'heure pour les uns et de deux dollars par semaine pour les autres. La semaine de travail est de 48 heures.

Après plusieurs décennies de débats, le Conseil adopte un règlement qui rend obligatoire, à partir du 1^{er} décembre, la pasteurisation du lait et de la crème pour les hôtels, restaurants et places publiques où l'on mange. A partir du 1^{er} septembre 1954, le lait devra être livré au consommateur ou au client dans des bouteilles ou contenants scellés par le vendeur.

En avril, Sherbrooke achète 325 parcomètres à 80,79 \$ l'unité. Ils seront installés sur le terrain de stationnement de la rue des Grandes Fourches et sur le terrain à l'arrière de la Central School, rue King. Les parcomètres rapportent 350 \$ par semaine.

Le 30 avril, un rapport de l'Engineering Institute of Canada est soumis aux autorités municipales. On préconise l'installation d'un filtre. La Ville pourrait se procurer de l'eau à cinq endroits, soit les lacs Montjole, Massawippi, Memphrémagog, Webster et Brompton. Finalement, quatre lacs sont éliminés pour diverses raisons, qui tiennent à leur dimension ou à leur volume d'approvisionnement. Il reste le lac Memphrémagog. Cet approvisionnement nécessite la construction et l'aménagement de conduites qui coûteraient plus cher qu'un filtre. Le 29 juin,

les contribuables sont appelés à se prononcer, pour la quatrième fois, sur la nécessité d'un filtre. Les consultations précédentes ont été faites en 1930, 1948, 1952. Le Conseil présente un projet d'un million et demi, soit un demi-million de plus qu'en 1952. Des 6 111 propriétaires appelés à se prononcer, 700 votent pour et 1 624 contre. Le projet de filtration de l'eau est donc une fois de plus reporté.

Le Conseil adopte le 2 mai 1953 les armoiries de la ville, réalisées par l'Institut Drouin de Montréal.

Le 31 octobre, Antonin Deslauriers, greffier de la ville depuis trente ans, décède d'une crise cardiaque, à l'âge de 58 ans. Il a servi sous quinze maires. Il est remplacé par Henri-Paul Émond qui l'assiste depuis deux ans.

En novembre, Sherbrooke devient la première ville du Canada à employer un appareil à radar pour percevoir les excès de vitesse.

A la suite d'amendements à la Charte de la Ville adoptés au Parlement provincial en décembre 1953, la Ville pourra réglementer et interdire la danse à Sherbrooke. Le Conseil vote donc le règlement 828 qui interdit la danse dans tous les cafés, restaurants, auberges, endroits où l'on donne des spectacles.

En 1953, les 86 industries de Sherbrooke emploient 7 926 personnes, dont 5 667 hommes et 2 259 femmes. Les plus importantes sont

la Dominion Textile avec 853 employés, la Canadian Ingersoll Rand avec 792, la Kayser avec 661 et la Domil avec 588 employés.

En février 1954, un projet de gare centrale d'autobus est soumis au Conseil par Alphonse Laramée qui a pris la responsabilité du Service de transport urbain à Sherbrooke en 1952. En juin, il obtient le droit de l'ériger à la place du marché. Un nouveau marché public sera donc construit et les travaux débiteront en avril 1955. Le toit du marché servira de terrain de stationnement.

Le 5 mars 1954, la loi 52 créant l'Université de Sherbrooke est sanctionnée par le lieutenant-gouverneur.

A la fin de décembre 1954, la comptabilité mécanisée est inaugurée à l'hôtel de ville avec l'achat de six appareils électroniques.

Pendant l'année 1954, La Tribune investit 300 000 \$ dans l'agrandissement de ses ateliers, rue Frontenac; Steinberg's, 750 000 \$ dans un magasin, coin Wellington et Frontenac; et le Club social, 150 000 \$ pour un édifice de la rue Prospect.

L'année 1955 débute par la création d'une escouade spéciale pour lutter contre la littérature obscène.

Aux élections à la mairie le 26 avril 1955, Émile Lévesque est à nouveau candidat mais il est défait. Le quartier Nord seul lui demeure fidèle.



NADEAU, ARMAND
1955-1970

Naissance

A Saint-Agapit de Lotbinière, le 16 octobre 1910.

Famille

Fils de J. Albert Nadeau et de Valéria Fraudet.

Études

Au High School de Woonsocket (Rhode Island), au Séminaire de Nicolet et au Séminaire de Trois-Rivières; études en droit à l'Université Laval de Québec; admission à la pratique du droit en juillet 1937.

Mariage

A Gertrude de Lottinville, le 5 janvier 1941, au Cap-de-la-Madeleine; quatre enfants naitront de ce mariage.

Décès

A Sherbrooke, le 1^{er} avril 1982.

Carrière municipale

Conseiller: du 23 mars 1948 au 7 mars 1950.

Maire: du 26 avril 1955 au 30 janvier 1970.

Activités professionnelles

Armand Nadeau est encore enfant lorsque ses parents déménagent à Drummondville. Il commence son cours primaire à l'école Saint-Frédéric; il le termine à Woonsocket (Rhode Island) où ses parents déménagent pour un temps. Au cours secondaire, il fréquente le Séminaire de Nicolet puis celui de Trois-Rivières lorsque ses parents viennent habiter le Cap-de-la-Madeleine. Son père, Albert Nadeau, est maire du Cap-de-la-Madeleine de 1931 à 1935. Armand Nadeau travaille pendant deux ans à l'étude de Léon Méthot de Trois-Rivières, puis il entreprend ses études de droit. De 1937 à 1939, il pratique à Trois-Rivières. Venu à Sherbrooke comme avocat de la défense dans une cause criminelle, il décide de s'y établir. De 1944 à 1947, il est coroner du district de Saint-François. De 1951 à 1960, il est conseiller juridique de la Régie des loyers.

Après sa carrière politique municipale, qui occupe 15 années de sa vie, Armand Nadeau devient commissaire à Loto-Québec en 1970 puis conseiller juridique de la Commission des loteries et courses du Québec l'année suivante. En 1971, il retourne aussi à la pratique privée.

Carrière politique provinciale

Il est candidat à la direction de l'Union nationale en septembre 1961. Ses adversaires sont Daniel Johnson et Jean-Jacques Bertrand. Il n'obtient que 23 voix. Aux élections provinciales du 14 novembre 1962, le libéral Carrier Fortin le défait dans Sherbrooke par une majorité de 1 825 voix.

Carrière politique municipale

En 1948, Armand Nadeau est élu échevin au siège n° 2 du quartier Centre avec une majorité de 33 voix. Il préside la Commission du bien-être public en 1948, puis celle de la protection (Police et Feu) en 1949. Dans l'espoir de rompre la tradition de l'alternance des maires anglophones et francophones, il démissionne comme échevin et se présente contre C.B. Howard le 20 mars 1950. Il est défait par 507 voix. Il est de nouveau candidat le 25 mars 1952 contre J. Émile Lévesque. Il est encore défait, par 442 voix.

Aux élections du 26 avril 1955, 14 058 contribuables ont le droit de vote. Armand Nadeau est élu avec une majorité de 2 223 voix sur J. Émile Lévesque qui sollicite un deuxième mandat. Ainsi s'ouvre la plus longue carrière à la mairie de Sherbrooke, puisqu'Armand Nadeau sera maire sans interruption de 1955 à 1970.

Premier mandat (1955-1958)

Au moment où Armand Nadeau devient maire en 1955, les états financiers font apparaître

un déficit annuel de 20 375 \$ au Service du gaz. Il s'ensuit un long débat sur l'avenir de ce service qui enregistre des déficits depuis 15 ans. La vente de ce service est envisagée par le Conseil, mais aucune décision n'est prise. Ce n'est qu'à l'automne de 1957 que le règlement 929 autorisera un emprunt de 825 000 \$ pour construire une sous-station électrique, en bordure du boulevard Saint-François Nord. Ainsi, se terminera la série des discussions sur le projet de vendre l'ensemble des usines hydro-électriques de la ville.

Des amendements à la Charte de Sherbrooke sont adoptés le 1er février 1956. On porte les allocations annuelles de 2 000 \$ à 5 000 \$ pour le maire, qui se consacre à plein temps aux affaires de la ville, et de 1 000 \$ à 2 000 \$ pour les échevins. On crée un régime de retraite en faveur des employés municipaux. On décrète que les emprunts du Service de l'électricité n'affecteront plus le pouvoir d'emprunt général de Sherbrooke et seront garantis par les revenus du système hydro-électrique. Au début de janvier 1957, un autre amendement à la Charte de la Ville autorisera de tenir les élections en septembre.

En juillet 1956, La Ville achète du gouvernement fédéral l'ancien bureau de poste rue Dufferin, au coût de 45 000 \$, afin d'y aménager la bibliothèque municipale, qui est logée dans l'ancienne école centrale.

Le 28 septembre 1957, la nouvelle cathédrale de Sherbrooke est inaugurée et bénite. Elle

s'éleve sur le sous-bassement qui existait depuis 40 ans et servait pendant ce temps de cathédrale.

Le maire Nadeau bénéficie d'un large appui de la part du Conseil de ville et de la population. Le 29 avril 1957, le Conseil ratifie à l'unanimité le principe d'adjudication, à Fabi et Fils, d'un contrat de plus d'un demi-million de dollars visant à l'exécution de travaux permanents, sans exiger de soumissions. Cette façon de procéder est coûteuse à l'époque et le maire Nadeau la justifie par son désir de favoriser les entreprises locales.

Les contribuables laissent passer, sans référendum, un emprunt de 250 000 \$ pour reconstruire le pont Montcalm, alors que sous le maire précédent, tous les emprunts ont été refusés. En octobre, un autre emprunt de 135 000 \$ est approuvé sans référendum. C'est pour l'achat de 2 000 acres de terrain dans le canton d'Ascot, terrain qui sera remis au ministre fédéral des transports, afin de construire un aéroport.

Au début de 1958, la Ville renonce à développer son barrage de Bromptonville et le vend à Richmond Pulp and Paper, le 24 juillet, pour la somme de 125 000 \$ payable en 20 ans. Les pourparlers duraient depuis 1956. La compagnie endosse tous les déboursés de la Ville depuis décembre 1957.

Deuxième mandat (1958-1961)

Armand Nadeau est réélu par acclamation le 24 septembre 1958.

Le 15 décembre 1958, le règlement 1 001 est adopté, autorisant un emprunt de 410 000 \$ pour un stationnement à étages, entre les rues Meadow et Albert. Advenant un déficit, les propriétaires et les contribuables du centre-ville paieront.

En janvier 1959, un nouvel amendement approuvé à la Charte de la Ville permet que le traitement du maire passe de 5 000 \$ à 7 200 \$, et celui des échevins de 2 000 \$ à 2 500 \$.

Le Conseil adopte un amendement au règlement du bon ordre, pour définir ce qu'il entend par "vêtements indécents", prohiber le port des dits vêtements et des shorts dans les endroits publics et les terrains privés qui seraient exposés à la vue du voisinage.

Le 22 avril 1960, un plan d'urbanisme est présenté au Conseil par l'urbaniste-conseil, Jean-Claude La Haye, qui y travaillait depuis 1956. Ce plan est essentiellement basé sur un ensemble de cellules domiciliaires reliées par un réseau de circulation routière qui tient compte des accidents du terrain, de la superficie des cellules et de tout l'ensemble planifié. Dans chaque cellule, les règlements de zonage délimitent les espaces affectés aux différentes catégories d'activités groupées suivant un plan d'ensemble plus rationnel et fonctionnel. Déjà en janvier 1960, a eu lieu l'inauguration de

la piste de ski Bellevue et le 10 juillet, de la même année sera inaugurée au parc Victoria, la piscine "A la Claire Fontaine", aux dimensions olympiques.

En 1961, Sherbrooke est en pleine croissance, avec une population de 65 683 habitants. La propriété foncière imposable est évaluée à 119 000 000 \$; 6 031 familles sont propriétaires et 10 007, locataires. La ville de Sherbrooke compte aussi 3 545 bicyclettes et 15 chevaux.

Le premier centre commercial dans la région des Cantons de l'Est ouvre ses portes le 17 novembre 1960. Il s'agit du centre commercial de la rue King Ouest, coin Lomas. En septembre 1951, la compagnie Steinberg's achète l'usine Fairbanks-Morse, rue Belvédère, pour y construire le centre commercial Belvédère qui sera inauguré en mars 1966.

Dans le secteur industriel, c'est l'arrivée de la Lowney's qui s'engage à embaucher plus de 1 200 travailleurs. Les travaux de construction de l'usine sur la ferme Graham commencent le 3 mai 1961. Le coût total prévu est de 6 617 500 \$. La Ville contribue à la construction par un prêt, jusqu'à concurrence de 3 000 000 \$.

Troisième mandat (1961-1964)

Le 3 octobre 1961, Armand Nadeau est réélu maire de Sherbrooke. Il obtient une majorité de 203 voix sur Alphonse Trudeau, ancien maire de 1948 à 1950.

Ce nouveau mandat s'ouvre sur une acquisition importante. En décembre 1961, les contribuables propriétaires se prononcent pour l'achat des trois bâtiments qui constituent Howardene, rue Portland, ce qui nécessite un emprunt de 287 000 \$.

La Ville poursuit l'aménagement urbain. Le 29 juillet 1963, Sherbrooke achète la ferme Beckett pour 200 000 \$.

En août, la rue Acadie, qui relie le quartier Ouest à la rue Wellington Sud, s'ouvre à la circulation. C'est la rue la plus abrupte de Sherbrooke.

En octobre suivant, le règlement 1350 permet d'emprunter 1 800 000 \$ pour la construction d'une route longeant les voies ferrées du Canadien national, à partir de la route de Brompton jusqu'à la rue des Grandes Fourches. Cela nécessite un pont pour enjamber la rivière Magog, le pont Grandes-Fourches, et un autre pour la Saint-François, le pont Saint-François. L'ouverture des ponts à la circulation se fait le 15 décembre 1964.

Fait marquant, la réalisation d'une conduite d'adduction au lac Memphrémagog, pour solutionner le problème d'alimentation en eau potable. En septembre 1963, les plans de la nouvelle station de pompage et la conduite d'adduction, longue de 19 milles, sont déposés à l'hôtel de ville.

En décembre suivant, le Service municipal de gaz et d'électricité de la ville est constitué sous le nom de Hydro-cité Sherbrooke.

Pendant ce troisième mandat du maire Nadeau, le statut des édiles municipaux s'améliore. En janvier 1963, le salaire du maire passe à 5 700 \$ par année, plus 3 300 \$ de frais de représentation. Les échevins auront 2 350 \$, plus 1 150 \$ de frais de représentation. Au début de l'année 1964, un nouvel amendement est fait à la Charte de la Ville en ce sens. À compter du 1^{er} janvier 1965, toute personne, qui aura été membre du Conseil pendant au moins 12 années, recevra une pension annuelle de 1 500 \$. Cette pension sera augmentée de 500 \$ pour chaque année ou partie d'année pendant laquelle la personne aura occupé la fonction de maire. Le maximum sera 5 000 \$. Quant à la contribution des conseillers à ce régime de retraite elle est fixée à 5% de la rémunération annuelle.

La Ville encourage le domaine laissé à l'entreprise privée. En mai 1963, la Ville accorde un prêt de 750 000 \$ pour défrayer le coût d'un autre agrandissement de l'American Biltrite. L'entreprise lancera, en janvier 1964, un nouveau produit, une tuile de vinyle à base d'amiante.

La Ville a un atout de plus grâce à l'auto-route des Cantons de L'Est qui est ouverte à la circulation à la fin de décembre 1963.

Pour l'année 1963, les permis de construction représentent une valeur de plus de 22 000 000 \$, soit 10 000 000 \$ de plus que l'année précédente. Parmi ces constructions, figure l'école LeBer, au coût de 940 000 \$.

L'ouverture officielle du premier centre de loisirs à Sherbrooke, le centre Sainte-Jeanne-d'Arc, a lieu le 9 juin 1963.

Quatrième mandat (1964-1967)

Aux élections du 7 octobre 1964, alors qu'il y a 5 984 électeurs de plus qu'en 1961, Armand Nadeau obtient une majorité de 6 618 voix sur son adversaire Roger Gauthier, qui perd son dépôt.

Le 25 mai 1965, la Société agricole des Cantons de l'Est (ETAA) accepte de vendre à la Ville une partie de ses propriétés pour construire un palais des sports. Le 16 février 1966, le maire lève la première pelle-tée de terre pour marquer les débuts de la construction.

En 1967, un chalet d'une valeur de 135 000 \$ est construit pour servir de bureau central pour les compétitions du dixième championnat mondial de ski nautique qui se déroule au parc Jacques-Cartier. Le chalet est baptisé Pavillon Armand Nadeau et le lac du parc Jacques-Cartier, Lac des Nations. A défaut d'une fontaine lumineuse qu'on a rêvé de construire pour commémorer le centenaire de la Confédération, c'est le Pavillon Armand Nadeau, inauguré le 17 août 1967, qui devient le monument commémoratif du centenaire.

En septembre, la Société gazière de la vallée du Saint-Laurent Ltée, filiale en propriété exclusive de la Corporation du gaz naturel du Québec, achète le réseau du gaz

de Sherbrooke pour 500 000 \$. Ceci efface la dette du Département du gaz.

Cinquième mandat (1967-1970)

Le 4 octobre 1967, 22 307 citoyens ont le droit de vote. Armand Nadeau est réélu pour un cinquième mandat, l'emportant sur Lionel Belleau par 1 201 voix.

Le 7 octobre, la Ville reçoit le contre-amiral Robert St. Vincent Sherbrooke, dernier descendant de Sir John Coape Sherbrooke. Le visiteur remet à la Société d'histoire des Cantons de l'Est une lettre adressée à Sir John Coape Sherbrooke par les Ursulines de Québec, le 31 décembre 1816; un sac à main de soie, peint de motifs indiens, une paire de mocassins et un collier qui avaient été présentés à Sir John par une indienne; et le sceau de Sir John Coape Sherbrooke.

En avril 1969, l'ancien Hôpital civique, rue Calé Ouest, est réaménagé pour y loger les services techniques de la ville de Sherbrooke.

En juin, la "taxe volontaire" d'un dollar voit officiellement le jour à Sherbrooke. Cette loterie servira expressément à la construction de l'hôtel de ville dont on parle depuis le début des années 1940. L'adoption, à la fin de l'année, de la loi provinciale sur les loteries et les courses rend la "taxe volontaire" illégale.

Les Maires de Sherbrooke

En 1969, il y a 8 210 employés dans les entreprises qui emploient plus de dix personnes. Les plus importantes sont: la Canadien Ingersoll Rand, usine de machinerie lourde, avec 1 004 emplois; la Lowney's, manufacture de chocolat, avec 832 employés; la Combustion Engineering Superheater Ltd, usine de chaudières industrielles à vapeur et de centrales thermiques, avec 614 employés; et la Paton, manufacture de textiles, avec 500 employés.

Le 30 janvier 1970, Armand Nadeau démissionne pour occuper la nouvelle fonction de commissaire à la Société des loteries et des courses du Québec. Il est de nouveau candidat à l'élection du 4 novembre 1974 contre Jacques O'Bready. Mais ce dernier l'emporte avec 64% des voix.

Les Maires de Sherbrooke



BUREAU, MARC
1970-1974

Naissance

A Sherbrooke, le 12 mars 1936.

Famille

Fils de J. Ernest Bureau, marchand de meubles, et de Julienne Couture.

Études

Études secondaires au Séminaire Saint-Charles-Borromée, de 1948 à 1950; à l'École du centre en 1950-1951 et à l'École supérieure (école Saint-Michel) en 1951-1953.

Mariage

A Jeanne d'Arc Dutil, le 5 novembre 1960, à l'église Sainte-Jeanne-d'Arc; quatre enfants naîtront de ce mariage.

Carrière municipale

Conseiller du 3 octobre 1968 au 5 février 1970.

Maire: du 5 février 1970 au 3 novembre 1974.

Activités professionnelles

Marc Bureau entre dans l'entreprise de son père, marchand de meubles, rue Alexandre. D'abord secrétaire de Bureau et Bureau, il devient président de l'entreprise en 1970. En 1973, le magasin déménage au 600 Galt Ouest. Marc Bureau devient alors administrateur de Prestige Ltée, puis président en 1980. En 1982, il est président d'un regroupement de marchands de meubles à travers tout le Canada.

Socialement, Marc Bureau s'engage dans la J.O.C., tout particulièrement dans le Service de préparation au mariage de 1956 à 1964. Il anime les cours et prononce plusieurs conférences à titre de responsable du secteur.

Carrière politique municipale

Le 3 octobre 1968, Marc Bureau est élu échec-vin du quartier Sud. Et le 5 février 1970, il apparaît comme le candidat du compromis lorsqu'il faut choisir un échevin pour terminer le mandat d'Armand Nadeau. Les deux prétendants à la succession du maire Nadeau sont Roméo Quintal, échevin de l'Est, et Raymond Martin, représentant le Nord. Après trois scrutins, qui se terminent à égalité, les échevins se tournent vers Marc Bureau qui est élu à l'unanimité.

A la fin de février 1970, on constate que l'eau a été coupée sans préavis 40 fois en trois mois dans le développement Dubreuil. On veut une enquête. Le Conseil est taxé d'incompétence. Les autorités municipales décident d'aller de l'avant avec le projet d'une nouvelle station de pompage d'une capacité de 2 millions de gallon d'eau par jour, à l'intersection des rues Woodward et Bourque. Ces travaux entraînent des déboursés de 250 000 \$ et porteront à 6 millions de gallons par jour le total d'eau pompée dans le quartier Est.

Un contrat intervenu avec le Quebec Central Railway pour la reconstruction de deux ponts ceaux fait l'objet d'une longue discussion sur les documents présentés aux membres du Conseil uniquement en langue anglaise. Le 20 avril 1970, après un rapport de l'acheteur municipal Maurice Rhéaume, il est décidé que les demandes de soumissions de la ville continueront de se faire en anglais pour l'électricité, la plomberie, le chauffage et la mécanique, les catalogues à la disposition de la Ville étant, dans 80% des cas, rédigés en anglais. Il serait pratiquement impossible de les traduire en français sans créer de confusion.

En août, le Service d'évaluation dépose le premier rôle d'évaluation scientifique jamais réalisé à Sherbrooke. La valeur imposée passe de 188 138 750 \$ en 1969 à 328 301 000 \$ en 1970. Il apparaît que le taux des taxes foncières devra être diminué.

Le 1^{er} novembre 1970, 43 000 Sherbrookoïsis sont appelés à élire un nouveau Conseil municipal. L'élection met en lice deux équipes: l'Action civique avec Marc Bureau et le Parti sherbrookoïsis avec Marcel Savard. L'Action civique fait élire tous ses candidats et Marc Bureau obtient personnellement une majorité de 12 281 voix. Tous les échevins sont de langue française.

Pour la première fois depuis 1965, le budget de 1971 sera équilibré. Il en coûtera 8,80 \$ du 1 000 \$ d'évaluation foncière, puisque le millin passe de 13,6 à 8,8. Cependant, la baisse n'est qu'apparente en raison du nouveau rôle d'évaluation. Au niveau des réductions de dépenses, il y a les coupures de subventions à une trentaine d'organismes et la disparition de quatre patinoires extérieures sur un total de 34.

La récession se fait sentir. L'industrie de la construction connaît une baisse de 20% en 1970, la valeur des permis de nature commerciale diminuant de 71,85%.

En quelques mois, 600 emplois industriels disparaissent à Sherbrooke avec la fermeture de James United Steel, du Fil national, de Glenhill et la diminution des emplois à la Bruck Mills et à la Paton. Si le projet de rénovation du secteur Saint-François, dont on parle depuis trois ans, se met en marche, ce n'est pas sans d'importantes coupures. En effet, l'acquisition des édifices à démolir a coûté 900 000 \$ de plus que prévu, entraînant par le fait même un réaménagement du budget.

Le 15 novembre, le Conseil vote la disparition du Marché public par sa vente aux Placements SIDALI.

C'est au tout début de 1971 qu'un système de feux de circulation, qui n'a pas son pareil au Canada, est inauguré à l'intersection des rues King et Jacques-Cartier, et que la construction de la route trans-québécoise débute. Le 2 février, Bernard Pinard, ministre de la Voirie, pose l'enseigne qui marque les débuts des travaux de l'échangeur de la rue King Ouest.

Au recensement de 1971, la population de Sherbrooke est de 80 422 habitants.

En 1972, le 26 janvier, la majorité des échevins se prononcent en faveur de l'établissement d'un centre commercial régional, propriété du groupe SMADA Developments Ltd de Montréal, situé dans le prolongement du boulevard Portland. Le centre commercial Carrefour de l'Estrie voit donc le jour. Des logements municipaux sont aussi construits, grâce à un prêt de la Société d'habitation du Québec. Ce sont les complexes Dorion, Lawford, Genest-Delorme et les édifices à logements du secteur Goupil-Triest qui s'ouvrent dès le mois de mai. Enfin, le pont Gingues est construit sur le nouveau boulevard industriel. Ces diverses constructions portent à 30 millions \$ la valeur des permis pour 1972.

Le 9 mai, le Conseil abolit le poste de gé-rant municipal et crée celui de directeur général. Sous la responsabilité du Conseil,

Les Maires de Sherbrooke

Le directeur général contrôle et ordonne tous les services municipaux. Dans ses relations avec le Conseil, il a la responsabilité des dossiers présentés au Conseil et la mise en application des décisions de ce dernier.

Le 5 septembre, le Conseil vote l'annexion du territoire de l'Université de Sherbrooke pour profiter de la loi des municipalités qui permet de taxer les institutions d'enseignement. Sherbrooke obtient ainsi un supplément de revenus de l'ordre de 125 000 \$.

Un budget de 31 millions \$ est prévu pour 1973. Les réaménagements faits par la législature provinciale permettent à la Ville de récupérer 6/10 de millin de la Commission scolaire, soit 698 000 \$; de percevoir du CECEP et de l'Université 194 200 \$; des centres hospitaliers et d'accueil 58 200 \$; enfin des institutions religieuses 700 000 \$. Ces revenus supplémentaires atteignent 1 650 400 \$.

L'année 1973 débute par l'inauguration de l'aréna Ivan Dugré, le 21 janvier.

Le 16 avril, après trente années de tergiversations, la première pelletée de terre du nouveau quartier général de la police, rue Marquette, est levée. Dix jours plus tard, débudent les travaux de réfection du carrefour des rues Queen, Portland, Belvédère et Montréal. Le 16 avril voit aussi la désignation de la ferme Beckett comme parc urbain, au même titre que les parcs Victoria, Bellevue et Jacques-Cartier.

Les Maires de Sherbrooke

Pour surveiller les parcomètres, la Ville se dote d'une équipe volante, "les souris vertes". Le nombre des contraventions distribuées par elles dépasse le 500 \$ par semaine.

Fin mai, se déroule à Sherbrooke le premier Festival des Cantons. La semaine du 26 mai au 2 juin y est consacrée. Le but des activités municipales qui lancent ce festival est de faire de Sherbrooke une capitale des arts populaires et du folklore. Le Festival des Cantons se répétera chaque année à la même période jusqu'en 1980.

Le 16 juillet, le Conseil donne son accord à la première phase du réaménagement du centre-ville. Outre l'élargissement des trottoirs, ce plan prévoit leur recouvrement par une marquise. Le projet, qui vise la revitalisation du centre-ville, est défrayé et par la Ville, pour une somme de 1,5 millions et par les marchands, pour une somme de 3/4 d'un million.

Au cours de l'année 1973, Combustion Engineering investit 1 million \$ pour agrandir les ateliers de fabrication de systèmes à haute pression, utilisés pour la production de la vapeur dans les centrales thermiques et nucléaires. Cette construction, jointe à l'investissement prévu pour l'aménagement du CECEP de Sherbrooke, permet à l'industrie de la construction d'atteindre le sommet de 13,6 millions \$ pour l'année 1973.

Les Maires de Sherbrooke



O'BREADY, JACQUES
1974-1982

Naissance

A Sherbrooke, le 15 juin 1936.

Famille

Fils de Lucienne Lacroix et de Hertel O'Bready, avocat.

Études

Études classiques au Séminaire Saint-Charles-Borromée et au collège de Rigaud; droit à l'Université de Sherbrooke.

Mariage

A Pierrette Marquis, à l'église Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke, le 9 septembre 1961; le couple a trois enfants.

des gestionnaires de réseaux électriques municipalisés et coopératifs.

Au conseil de planification et de développement de la province de Québec, il a été invité en 1977 à un comité consultatif national sur les grandes questions canadiennes. En 1977, il a aussi été membre de la Commission Saulnier chargée d'étudier la situation de la police au Québec.

Carrière politique municipale

Jacques O'Bready entreprend sa carrière politique en mars 1971 comme échevin du quartier Nord, en remplacement de Luc Lamoureux qui a démissionné. Selon les derniers amendements à la loi des cités et villes du Québec, il est nommé par le Conseil et non élu.

En 1974, après avoir quitté son poste de conseiller et de président de la Commission d'administration et des finances de la ville de Sherbrooke, Jacques O'Bready entreprend une campagne électorale pour accéder à la mairie. Il l'emporte alors sur Armand Nadeau. Cette élection est contestée, mais le recensement officiel confirme la victoire de Jacques O'Bready par 3 528 voix de majorité. Il est donc assermenté le 12 novembre 1974 en tant que 53^e maire de la ville de Sherbrooke. Il est élu pour un second mandat le 29 octobre 1978, sans opposition.

Au cours de la campagne électorale de 1974, Jacques O'Bready souligne la nécessité de favoriser le développement industriel de la

Carrière municipale

Conseiller: du 12 mars 1971 à octobre 1974.
Maire: du 3 novembre 1974 au 15 novembre 1982.

Activités professionnelles

Admis au Barreau en 1960, Jacques O'Bready est conseiller juridique chez André Trotter et Cie de 1960 à 1970. Par la suite, il s'associe à l'étude légale Desmarais, Scott et O'Bready, d'août 1970 à septembre 1971. Il devient alors associé senior du bureau O'Bready, Rivard et Bessette. En 1983, il est à l'étude Grenier, Martel, O'Bready, Savoie et Beaulieu. Il a été chargé de cours en droit corporatif et en droit fiscal à l'Université de Sherbrooke. Il a également été secrétaire-trésorier et contrôleur de la compagnie Les Produits de caoutchouc Marquis Inc.

Tant à titre personnel qu'en sa qualité de maire de Sherbrooke, il siège à divers comités et corporations: Corporation de l'Université de Sherbrooke, Corporation du centre hospitalier Saint-Vincent-de-Paul, Fondation des maladies du cœur, Institut canadien pour les aveugles. Il est à l'Union des municipalités du Québec (comme président, 1979-1981), à la Fédération canadienne des municipalités, au comité de consultation en vue de la mise en place des municipalités régionales de comté. Membre du comité d'organisation de la conférence Québec-Municipalités en 1978, Jacques O'Bready s'est retrouvé au comité provincial d'étude de la réforme fiscale formé au lendemain de cette conférence. Il préside aussi l'Association

ville. Les dirigeants municipaux s'efforcent donc de mettre l'accent sur les avantages offerts par Sherbrooke: parc industriel de plus de 2 000 acres situé au Nord-Ouest de la ville, au carrefour de l'autoroute des Cantons de l'Est et de la Transquébécoise; présence des grandes maisons financières du Canada; services gouvernementaux pour l'investisseur; réseau de communications complet; système d'éducation en français et en anglais, de la maternelle à l'université; sans compter une situation financière municipale saine avec un excédent de revenus de 650 000 \$ en 1974. Pour développer l'infrastructure du parc industriel inauguré le 11 septembre 1974, la Ville reçoit environ 15 millions de dollars en vertu d'une entente auxiliaire. Il s'agit d'une entente signée le 26 mars 1974 entre Québec et Ottawa, pour mettre sur pied un programme d'aide à la création et au développement de parcs industriels bien équipés. Afin de rentabiliser ces investissements, la Ville restructure sa commission industrielle.

Autre promesse électorale, plusieurs travaux de voirie, d'égouts et d'aqueduc sont entrepris en 1975. La Ville prévoit alors que plusieurs millions seront consacrés à la réalisation de divers travaux d'immobilisation et de réparation. Soulignons la revitalisation du centre-ville avec la construction d'un mini-mall et l'amélioration des terrains de stationnement, la réfection du pont Joffre sur la Saint-François et la reconstruction du pont H.C. Cabana (ancien

pont Wolfe) sur la rivière Magog, l'amélioration du quartier Centre-Sud. Un égout collecteur, le tunnel Queen, pourra être construit grâce à une subvention fédérale. Un nouveau réservoir d'eau potable devra être construit pour 1977, les prévisions de consommation, 17 millions de gallons par jour, dépassant de 2 millions la capacité des réservoirs déjà en place. Mais l'eau ne sera pas fluorée, étant donné les opinions divergentes des experts sur ce sujet.

En 1975, le cabinet du maire est restructuré par l'addition de personnel de secrétariat et la nomination d'un chef de cabinet ou secrétaire exécutif, qui assiste le maire dans la préparation des dossiers et la correspondance quotidienne.

En 1976, les dirigeants municipaux se conforment aux directives provinciales et introduisent une réforme fiscale qui conduira à l'abolition de la taxe de locataire le 1^{er} juillet 1978. C'est également en 1976 que des démarches sont entreprises à Québec afin de créer une corporation municipale du transport en commun. La Ville subventionne déjà une partie du déficit d'opération de la compagnie Sherbrooke Transit. C'est en 1978 que la Corporation municipale de transport de Sherbrooke voit le jour.

La Ville subventionne également le centre culturel de l'Université et accorde annuellement la somme nécessaire à l'opération des ateliers d'animation culturelle installés à l'école Racine. Elle permet aussi à la Société d'histoire des Cantons de l'Est d'utiliser le pavillon n° 3 du Domaine Howard.

Les Maires de Sherbrooke

Poursuivant sa politique de loisirs, la Ville de Sherbrooke assure le développement du mont Bellevue, en collaboration avec le Haut Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports.

À la veille des élections de 1978, le maire O'Bready dresse un bilan de son administration et des questions qui ne sont pas encore réglées. Il reconnaît la nécessité de l'harmonie au Conseil et se dit prêt à poursuivre le travail entrepris, en se rapprochant de la population qui sera consultée sur ses besoins.

Il est donc question de décentralisation. À la suite d'un colloque tenu en mai 1978 sur l'activité municipale dans le domaine des loisirs, le Conseil crée un nouveau service municipal désigné sous le nom de "Services récréatifs et communautaires". Le Conseil doit statuer sur la formule de décentralisation que ce service adoptera. Il s'oriente vers le recours à des animateurs de quartier à l'écoute des besoins du milieu.

Mais il est aussi question de rationalisation et de meilleure utilisation des ressources. Le Conseil crée une division de l'habitation au cours de 1978 pour voir à l'application des règlements et normes de construction, à la coordination des programmes et à la réalisation d'études particulières d'aménagements urbains. À la suite du départ du chef de la division d'urbanisme en décembre 1980, le Conseil procède à la fusion de deux divisions Habitation et Urba-

Les Maires de Sherbrooke

La Ville a divers projets de construction. Elle prévoit 60 unités de logement à loyer modique pour les résidents délogés par le programme de réaménagement du centre-ville. Il est encore question d'hôtel de ville. On parle maintenant d'un projet "place de l'hôtel de ville" et de travaux d'agrandissement de l'hôtel de ville afin d'y relocaliser certaines unités administratives dispersées sur le territoire de la ville. On prévoit également la reconstruction du stade Amédée Roy.

Certaines constructions sont déjà réalisées. L'aéroport municipal est agrandi pour permettre la relocalisation des services de télécommunication de Transport-Canada. Le stationnement Webster est rénové. Le réaménagement physique du centre opérationnel du service des travaux publics s'est fait par la construction d'un nouveau garage municipal, par l'aménagement d'ateliers spécialisés et par l'agrandissement de la remise servant pour l'outillage lourd de la ville.

La Ville effectue aussi divers travaux de voirie, tels que l'élargissement de rues et l'enfouissement de conduits souterrains pour les câbles de synchronisation des feux de circulation. Le Conseil doit aussi prévoir un poste budgétaire particulier, à cause de la situation géographique de la ville. Il s'agit de l'entretien des ponts. La Ville s'en tire cependant avec un bilan positif, profitant d'une augmentation de l'évaluation foncière imposable: de 531 882 410 \$ en 1978 à 743 250 840 \$ en 1980.

Le dossier de l'heure est cependant celui de l'Hydro-Sherbrooke. Le Service municipal exploite sept centrales hydro-électriques aménagées sur les rives du bassin de la Saint-François, à l'intérieur comme à proximité des limites de la ville. Jusqu'en 1939, l'Hydro-Sherbrooke suffisait aux besoins de la ville. Depuis, profitant d'un tarif de gros consommateur, Hydro-Sherbrooke achetait et revendait avec profit le surplus nécessaire à l'alimentation de ses abonnés. La loi 87, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1980, prévoit l'uniformisation des tarifs. Il y a donc maintenant un manque à gagner pour la Ville qui doit acheter son électricité au tarif régulier. Le Conseil demande un statut de distributeur qui lui accorderait une réduction du coût de l'énergie achetée de l'Hydro-Québec. Cette dernière refuse, et le dossier reste ouvert.

Finalement, le Conseil pense aux élections qui se tiendront à l'automne 1982. Il vote le règlement 2785 qui divise la ville en 12 districts électoraux. On prévoit 53 855 électeurs, ce qui donnera une moyenne de 4 488 électeurs par conseiller. Selon le recensement municipal de 1981, Sherbrooke compte maintenant 86 283 habitants.

En vue de l'élection du 7 novembre, un parti municipal, le Parti municipal de Sherbrooke, est constitué autour de Jacques O'Bready qui est à nouveau candidat à la mairie. Le parti est défait, ne faisant élire que deux candidats sur douze. O'Bready est également défait par une majorité de 1 845 voix.



PELLETIER, JEAN-PAUL
1982

Naissance

A Moncton (Nouveau-Brunswick), le 23 avril 1937.

Famille

Fils de Alfred D. Pelletier et de Marie-Anne Nadeau.

Études

Études secondaires à l'école Cormier d'Edmunston (Nouveau-Brunswick); études universitaires à l'Université de Saint-Thomas (Nouveau-Brunswick), Sir George Williams (Concordia) de Montréal, l'Université d'Ottawa et l'Université de Sherbrooke (MBA).

Mariage

A Monique Thibert, de Saint-Jean (Québec), le 9 juillet 1962; deux fils sont nés de ce mariage.

Carrière municipale

Maire: 15 novembre 1982-

Activités professionnelles

Jean-Paul Pelletier est le cadet d'une famille de six enfants. Son père, originaire du Nouveau-Brunswick, fait partie de la Gendarmerie royale du Canada, ce qui amène tout d'abord la famille à Moncton, Shediac, Grand Falls, Bathurst et Edmunston. Après des études à l'Université Saint-Thomas, Jean-Paul Pelletier entre dans les Forces armées canadiennes et il y devient pilote de l'air. Puis il suit les traces de son père et s'engage dans la Gendarmerie royale du Canada. Il y sert comme instructeur à Régina, enquêteur dans les cas de trafic de stupéfiants et de terrorisme à Montréal, spécialiste des documents négociables à Ottawa. En 1968, il quitte la Gendarmerie pour le poste d'adjoint à la direction du Service de police de Sherbrooke. En 1975, il assume la direction de ce service et en 1981, il passe au secteur privé comme directeur général d'une entreprise manufacturière.

A Sherbrooke, il est membre-fondateur de Secours-Amitié.

Carrière politique municipale

A la mi-octobre 1982, Jean-Paul Pelletier se porte candidat à la mairie de Sherbrooke. Pendant sa campagne électorale, il s'engage à couper dans les dépenses du Cabinet du maire, à défendre les intérêts des travailleurs sherbrookoïses, à faciliter l'obtention de subventions pour les entreprises, à redéfinir la mission du Commissariat industriel, à planifier les services techniques et à en réduire le fardeau bureaucratique, à encourager les initiatives susceptibles de développer le tourisme, et à ne pas augmenter le niveau des taxes pour l'année 1984. Le 7 novembre, il est élu par 1 845 voix de majorité.

BIBLIOGRAPHIE

A. SOURCES

1. Archives nationales du Québec à Sherbrooke

- L'administration municipale de Sherbrooke, Répertoire numérique détaillé, 1980, 179 p.
- Budget de la Cité de Sherbrooke, 1925; 1935-1950, 13 vol.
- Déclarations d'associations, 1910-1946, 34 chemises.
- Documents concernant l'administration municipale, 1914-1924, une chemise.
- Élections municipales, 1911-1949, 38 chemises.
- Éphémérides municipales, 1919-1929, 5 vol.
- États financiers de la Cité de Sherbrooke, 1919-1952, 17 vol. et 15 chemises.
- Index aux règlements adoptés par le Conseil municipal, 1852-1948, 2 registres.
- Procès-verbaux du Conseil municipal, 1871-1948, 19 registres.
- Index aux procès-verbaux du Conseil municipal, 1876-1948, 12 registres.

Rapports de l'ingénieur, 1925-1949, 16 vol.

Rapports de la Commission du gaz et de l'électricité, 1909-1949, 5 registres.

Rapport de Son Honneur le Maire Émile Rioux sur les activités du Conseil du 1er avril 1936 au 31 décembre 1937, carton 82.

Rapports des Commissions spéciales, carton 73.

Rapports du greffier de la Cité de Sherbrooke, 1930-1949, 14 vol.

Rapports financiers annuels, 1919; 1926-1945, 22 vol.

Règlements adoptés par le Conseil municipal, 1852-1948, 4 registres.

Rôles d'évaluation, 1883-1949, 143 registres.

Statistiques annuelles, 1943-1957.

Statistiques diverses, 1914-1936, 11 chemises.

2. Archives du Séminaire de Sherbrooke

Annuaire du Séminaire Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke, 1875-1959.

Le Borroméen, 1931-1982.

3. Société d'histoire des Cantons de l'Est.

Budget de la Cité de Sherbrooke, 1959; 1966-1977; 1981.

Bulletin d'information municipale, 1975-1981.

City of Sherbrooke Annual Reports, 1884-1921.

The Dominion Illustrated, 1890.

Dossier Howard et Howardene, 3 chemises.

Eastern Townships Bank, Charter and Annual Report, 1859-1912.

The Eastern Townships Gazetteer and General Business Directory, 1867.

Sherbrooke Directory, 1864; 1888-1901; 1908-1913; 1950-1974.

Sherbrooke Hospital, 75th Annual Report, 1971.

Sherbrooke Illustrated, 1898.

Sherbrooke industriel 1974, Société d'édition montréalaise.

Statistiques, Bureau du greffier de la ville de Sherbrooke, 1943-1959; 1961-1971.

Statistiques annuelles, Cité de Sherbrooke, 1954-1959; 1961-1971.

Succession Léon Trépanier, (non classé).

Ville de Sherbrooke, Rapport du comité ad hoc d'étude sur l'activité municipale dans le domaine des loisirs, juillet 1978.

Ville de Sherbrooke, Rapport financier annuel, 1975; 1978-1980.

4. Bibliothèque du Séminaire de Sherbrooke

Annuaire de Sherbrooke, Sherbrooke City Directory, Marcotte éd., 1958.

City of Sherbrooke Annual Reports, 1890-1914.

Rapport annuel du Bureau du greffier - Statistiques, 1945-1950.

Rapport du Service du gaz et de l'électricité, 1929; 1934; 1935.

Sherbrooke Directory, 1896-1897; 1900-1918; 1925-1935; 1939-1944.

5. Société de généalogie des Cantons de l'Est

Répertoire des mariages du comté de Sherbrooke.

6. Collections privées

3 albums sur les mandats de Marc Bureau, propriété de Marc Bureau.

10 albums sur Louis-Edmond Panneton, propriété de Jean Panneton.

B. JOURNAUX

Le Pionnier de Sherbrooke, 1866-1902.

Le Progrès de l'Est, 1883-1924.

Sherbrooke Daily Record, 1905-1982.

The Sherbrooke Examiner, 1878-1905.

The Sherbrooke Gazette, 1851-1908.

The Stanstead Journal, 1845-1982.

La Tribune et particulièrement le cahier historique Les romantiques Cantons de l'Est, 1910-1982.

C. INSTRUMENTS DE RECHERCHES

DÉSILETS, Andrée et al. Bibliographie d'histoire des Cantons de l'Est, Université de Sherbrooke, Groupe de recherche en histoire régionale, 1975, 120 p.

LEGENDRE, René. Biographies et monographies des Cantons de l'Est, Sherbrooke, Les Éditions sherbrookoises, 1971, 410 - XXXVI p.

PIERCE, Erastus G. Men of Today in the Eastern Townships, Sherbrooke, Sherbrooke Record, 1917, 297 p.

ROY, Pierre-Georges. Les juges de la province du Québec, Québec, Imprimeur du roi, 1933, 585 p.

An Encyclopedia of Canadian Biography, Toronto, Rose, 1888, 816 p.

Répertoire des parlementaires québécois, 1867-1978, Québec, Bibliothèque nationale du Québec, 1980, 796 p.

D. MONOGRAPHIES

BLANCHETTE, Roger et CAMERON, Louise. La municipalisation de l'électricité à Sherbrooke, étude chronologique (1905-1912), Université de Sherbrooke, 1978, II - 63 p.

BRUNELLE-LAVOIE, Louise. Les débuts du mouvement ouvrier à Sherbrooke, 1873-1919, Université de Sherbrooke, Groupe de recherche en histoire des Cantons de l'Est, 1979, 141 p.

CHANNELL, L.S. History of Compton County, Cookshire, 1896, 289 p.

CLOWERY, Freeman. Un siècle de confiance, L'histoire du Sherbrooke Trust, Sherbrooke, 1979, 79 p.

CRÉPEAU, Armand. Municipalisation de l'électricité à Sherbrooke, 27 p.

DEMERS, Louis-Philippe. Rues de Sherbrooke et leur symbole, 2^e éd. Sherbrooke, 1964, 51 p.

DEMERS, Louis-Philippe. Sherbrooke, Légendes et documents, Sherbrooke, 1966, 106 p.

MASTERS, D.C. Bishop's University, The First Hundred Years, Toronto, Clarke, Irwin & Co, 1950, 253 p.

MC GREGOR, J.A. Histoire du développement des services d'utilités publiques à Sherbrooke depuis 1880 jusqu'à nos jours, 1928, 11 p.

MERCIER, Jean. Autour de Mena'San, Sherbrooke, Éditions Paulines, 1964, 224 p.

MERCIER, Jean. L'Estrie, Sherbrooke, Apostolat de la Presse, 1964, 262 p.

O'BREADY, Maurice. De Ktiné à Sherbrooke, Esquisse historique de Sherbrooke: des origines à 1954, Université de Sherbrooke, 1973, 197 p.

PAQUETTE, Romain, dir. Sherbrooke, ses assises, sa population, sa croissance, Sherbrooke, Éditions Sherbrooke Inc., 1979, 195 p.

PARENT, GILLES. Deux efforts de colonisation française dans les Cantons de l'Est, 1848 et 1851, Université de Sherbrooke, Groupe de recherche en histoire régionale, 1980, VI - 168 p.

TREMBLAY, Gérard. Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Sherbrooke, Éditions Paulines, 1966, 484 p.

CAUDREULT, Amédée. Les Maires de Sherbrooke, Sherbrooke, La Tribune, 1954 52 p.

GERRISH, Doug. Images du passé, Images of the Past, Sherbrooke, Sherbrooke, Imprimerie Létourneau, 1975, 17 p.

GRAVEL, Albert. Vade-mecum du Sherbrookoïs, Sherbrooke, La Tribune, 1961, 169 p.

HUBBARD, B.F. Forests and Clearings, The History of Stanstead County, Montréal, Lovell, 1874, 361 p.

Centième anniversaire de "The Stanstead & Sherbrooke Fire Insurance Company", 1835-1935, Historique, Sherbrooke, La Tribune, 1935, 63 p.

50th anniversary; 1859-1909, Eastern Townships Bank, 133 p.

L'Hôtel de ville de Sherbrooke et ses histoires, Sherbrooke, Les Éditions Sherbrooke Inc., 1979, 49 p.

Laus Deo, A History of Saint Peter's Parish, Sherbrooke... (1822-1947), 79 p.

Plymouth Church, Past-Present, 1855-1955, 1956, 65 p.

Index des noms d'associations, d'entreprises, d'institutions et des principaux services de la Ville de Sherbrooke.

A

Aeroxon Fly-Catcher of Canada Ltd, 221
American Biltrite (voir Panther Rubber Co.)
Arcadia Knitting Mills Ltd (ou Quebec Rayon Mills), 205
Aréna Yvan Dugré, 293
Association des citoyens de Sherbrooke, 159
Association des constructeurs d'habitations domiciliaires, 258
Association forestière des Cantons de l'Est, 250
Association régionale des voyageurs de commerce, 246
Austin Glove MFG., 253
Aylmer (pont), 19; 114; 165; 205

B

Ball & Kimball, 16
Beauvoir, 243
Beckwith Box Toe Ltd, 221
Begin et Lemieux (tannerie), 113; 180
Bell Telephone Co., 54; 56; 59; 63; 65; 66; 171; 206; 231

Bellevue (parc et piste de ski), 281; 282; 293; 300
Bemis Associates of Canada Ltd, 253
Bibliothèque municipale, 271; 279
Bishop's College, 92
Board of Trade (voir Sherbrooke Board of Trade)
Boston and Maine Railway, (voir Quebec Central Railway)
Boston Store, Olivier Brothers, 140
Boudreau (parc), 220
Bowman Steel Structural Co., 150
British American Land Co., 22; 89; 96; 138; 145; 154
Bruck Silk Mills Ltd, 249; 271; 291
Bryant (G.G. Bryant & Co.), 83
Bryant (J.H. Bryant, firme d'embouteillage d'eaux gazeuses), 252
Bureau de poste, 272
Bureau du tourisme (ou office du tourisme), 248; 254
Bureau et Bureau (magasin de meubles), 289
Bush Bros' & Ash and Door Shop, 141
Bussière (école), 272

C

C.K.T.S. (radio), 263
Cabana (pont) (aussi pont Wolfe), 63; 89; 125; 130; 230; 298
Caisse de prévoyance Saint-Charles de Sherbrooke, 184
Camp Lacroix, 241
Canadian Brakeshoe Co., 159
Canadian Club, 209
Canadian Connecticut Cotton Mills Co., 159; 177; 182

Canadian Ingersoll Rand (voir Canadian Rand Drill)
 Canadian Meat Produce Co. Ltd, 32; 42; 59-60
 Canadian Pacific Railway et Canadian Pacific Railway Shops, 182; 236
 Canadian Rand Drill, 114; 138; 171; 236; 241; 275; 287
 Canadian Reed Fibre Ltd, 206; 222
 Canadian Silk Products, 194
 Canadian Unitcast Steel, 261
 Carnation Milk Inc., 231
 Cathédrale, 172; 279-280
 Carrefour de l'Estrie, 292
 Casernes de pompiers, 41; 43; 84-85; 154-155; 176; 189
 Cegep de Sherbrooke, 294
 Central School, 43; 243
 Centre culturel de l'Université de Sherbrooke; 299
 Cercle athlétique Régis, 182
 Cercle catholique des Voyageurs de commerce, 184
 Cercle dramatique de Sherbrooke, 200
 Cercle Notre-Dame de Sherbrooke, 184
 Cercle théâtral de Sherbrooke, 250
 Chambre de commerce canadienne-française, 154; 158
 Chambre de Commerce de Sherbrooke / Sherbrooke Chamber of Commerce, 211; 254
 Champ de Mars, 26; 41; 219; 250
 Chapelle Pauline, 172
 Choeur de la Cathédrale, 169-170; 269
 Christ-Roi (église), 237
 Cie d'épicerie de Sherbrooke, 157
 Civil Improvement Association, 186
 Classon Knitting Mills, 222; 227
 Club Canton, 171-172
 Club de l'âge d'or de Sherbrooke, 258

Club de raquettes l'Audacieux, 250
 Club social, 275
 Codère et Boucher (ferronnerie), 37; 165
 Collège d'agriculture, 98
 Collett Co., 195
 Colonie de Rapatriement, 87
 Combustion Engenering Superheater Ltd (voir Superheater)
 Comité de l'aqueduc, 137; 187
 Comité de l'éclairage, 59; 166
 Comité de protection contre les incendies, 31; 50; 59; 64; 66; 84-87
 Comité de voirie (aussi département des chemins), 50; 89; 131
 Comité des finances, 49; 159
 Comité des pauvres, 59
 Comité d'hygiène (aussi Comité Sanitaire), 20; 35; 42-43; 49; 59; 67; 89; 105-106; 141; 187
 Commission athlétique de Sherbrooke, 240
 Commission industrielle de Sherbrooke, 248-249; 259; 298
 Commission scolaire protestante de Sherbrooke, 71
 Compagnie de colonisation et de crédit des Cantons de l'Est, 74; 87
 Compagnie de sirop Mathieu, 129
 Compagnie de transport urbain de Sherbrooke, 254-255
 Compagnie typographique des Cantons de l'Est, 52; 113-114
 Consolidated Sulphur and Copper Co., 231; 241
 Cookshire Mills Co., 46
 Corporation municipale de transport de Sherbrooke, 299
 Corsét Co., 93; 141
 Cosmopolitan Clothing Co., 159
 Crédit canadien, 169

Crown Manufacturing Co., 159
Curling Club, 92

D

Diocèse de Sherbrooke (plus tard Archi-
diocèse), 32; 265
Domil, 275
Dominion Bridge, 114
Dominion Brussels Carpet, 107
Dominion Burlington Mills Ltd, 253
Dominion Castle Co., 46
Dominion Lime Co., 46
Dominion Telephone Co., 65
Dominion Textile Co. Ltd, 249; 255; 275
Drawing and Art School, 31
Drew's Machine Shop, 141
Dufferin (pont) (aujourd'hui pont Hyatt),
54; 117; 187
Dufresne (parc), 219; 221
Dunham Ladies College (St. Helen's School),
164

E

Eastern Townships Agricultural Association
(ETAA), 12; 65; 67; 183; 248
Eastern Townships and Kennebec Railway, 35-
36; 37
Eastern Townships Associated Boards of
Trade, 160
Eastern Townships Bank, 12; 16; 48; 128;
160; 163
Eastern Townships Fairbanks Co. (plus tard
Fairbanks-Morse), 145; 148; 159; 282

Eastern Townships Rifle Association, 160
Eastern Townships Telephone Co. (voir Sher-
brooke Telephone Association)
École du Centre, 60
École normale des filles (des Soeurs de la
Congrégation de Notre-Dame), 188; 195
École Sacré-Coeur, 60
École supérieure de Sherbrooke, 60
École technique, 188; 255
Edward's Furniture Co. (plus tard Edward's
Realty and Investment Co. Inc.), 198
Élections, 36; 81; 194; 279
Elegant Hosiery Mills, 253
Empire Trust Co., 128
Enterprise (bateau à vapeur), 48
L'Étoile de l'Est (journal), 147
Examiner (journal), 48

F

Fabi et Fils, 260; 271; 280
Fairbanks (voir Eastern Townships Fairbanks
Co.)
Ferme Beckett (parc), 293
Filigrane Specialty (bijouterie), 253
Filles de la Charité du Sacré-Coeur, 47;
155; 230
Fil national, 291
Fletcher (boulangerie), 54
Forsyth (parc), 81
Fortier (S. et W. Fortier Ltée), 113
Free Reading Room, 25
Fusiliers de Sherbrooke, 249; 268

G

Gardner Tool Co., 106
 Gendron (J.H. Gendron , puis Gendron Denault et Cie, enfin Denault Grain Provision), 180
 Genest, C.O. (magasin général et épicerie, plus tard Genest, Nadeau Ltée), 55; 246
 Gibson and Co., 29
 Gingues (pont), 292
 Glenhill, 291
 Gordon (J. Gordon & Son), 89
 Gordon and Leomis (Briqueterie), 100
 Grandes-Fourches (pont), 283
 Grand Séminaire des Saints-Apôtres, 230

H

Harmonie de Sherbrooke, 68; 221
 Hereford Railway Co., 46
 Hiram N. Turner Co., 129
 Hôpital civique, 43; 89; 145; 166; 204; 254; 265; 286
 Hôpital Général Saint-Vincent-de-Paul, 149; 161; 195; 201
 Hospice du Sacré-Coeur, 37; 76; 149; 188; 272
 Hôtel de ville, 19; 41; 59; 116; 125; 152-153; 183; 187; 201; 243; 286; 301
 Hôtel-Dieu (d'abord Hôpital Noël), 173; 177; 188; 236; 243
 Howardene (ou parc Howard) 188; 237; 272; 283
 Hyatt (pont) (voir pont Dufferin)
 Hydro-Cité Sherbrooke (Hydro-Sherbrooke), 283; 302

I

Immaculée-Conception (église), 212
 Immaculée-Conception (paroisse), 150
 Imperial Laundry, 141
 Imperial Life Insurance, 163
 Institut catholique canadien-français de Sherbrooke, 182
 Institut littéraire de Sherbrooke, 14; 17
 Institut Mc Kay, 58

J

Jacques-Cartier (parc), 220; 221; 230; 285
 Jacques-Cartier (pont), 271
 James United Steel, 291
 Jenckes and Son (ou Jenckes Machinery Co.), 18; 101; 106; 159; 165-166
 Joffre (pont), 259-260; 265; 298

K

Kayser (Julius Kayser Co.), 167; 177; 194; 205; 249; 275
 Kilburn et Morrill, 128
 King's Hall, 164

L

Labrecque & Fils, 234
 Laporte (école), 272
 LeBer (école), 284

Légaré (Fonderie), 221
Légaré (P.T. Légaré magasin de meubles),
268
Légion canadienne de Sherbrooke, 252
Lévesque (J.E. Lévesque Ltée, magasin de
meubles), 268
Ligue des propriétaires de la Cité de Sher-
brooke, 222
Ligue du bon parler français, 158
Ligue pour la prévention de la tuberculose
du district de Saint-François, 129
Lomas & Co. (aussi A. Lomas & Son Woolen
Mills), 23; 62; 141; 150
Long (Geo. Long Planning Mill), 131
Lowney's, 282; 287

M

Mackinnon Holmes Co. (aussi Mackinnon Steel
Co.), 150; 153; 165; 171; 187; 205; 271
MacManamy (D. MacManamy and Co.), 58; 96
Magog Woolen Mills, 62; 141
Mairie, 20; 26; 30; 36; 44; 64; 66; 89; 217;
253; 264; 284
Marché public, 10; 19; 59; 75; 261; 292
Massawippi Railway Co., 17
Mc Rae and Keeler (bijouterie), 145
Metropolitan Amateur Athletic Club, 111
Modern Bedstead, 141-142
Modernistik Ltd, 221
Montcalm (pont), 153; 230; 280
Mont Notre-Dame, 17
Mont Sainte-Anne, 255
Montreal Telegraph Co., 27
Monument national, 123; 142
Moore Carpet, 141
Morey Art Building and Library, 25

Morgan Perrin Co., 236
Moulins nantais, 88

N

National Acetylene Co., 192
National Breweries, 216
New Sherbrooke House, 206
New Wellington Bowling Club, 221
Newton Construction de Sherbrooke, 272
Notre-Dame-du-Rosaire (parc), 253
Notre-Dame-du-Rosaire (paroisse), 237

O

Oeuvre des terrains de jeux (O.T.J.), 243
Opera House (voir théâtre Clément)
Orchestre Saint-Charles (voir Orchestre Sym-
phonique de Sherbrooke)
Orchestre Symphonique de Sherbrooke, 232
Organisation of Caledonian Society of Sher-
brooke, 138

P

Palais de justice, 38; 97; 116; 121; 126;
130; 131; 142
Palais des sports, 285
Panther Rubber Co. (aujourd'hui American
Biltrite), 32; 159; 201; 205; 272; 284
Parc industriel, 298
Passumpric (voir Quebec Central Railway)

Paton & Co., 23; 91; 141; 150; 227; 241;
287; 291

Pavillon Armand Nadeau, 285

Pelletier (parc), 221

People's Telephone Co. (voir Sherbrooke
Telephone Association)

Le Peuple (journal), 79

Le Pionnier (journal), 52; 53; 79; 88; 103

Police, 31; 42; 50; 59; 75; 227; 242

Prison, 38; 41; 165

Les produits de caoutchouc Marquis Inc.,
296

Produits de ciment Sherbrooke Ltée, 253

Le Progrès (journal), 32; 103; 104

Le Progrès de l'Est (journal), 60; 104

Q

Quartiers de Sherbrooke, 32; 36; 159

Quebec Central Railway, 19; 30-31; 37; 56;
60; 107; 162; 199; 290

Queen Cigar Co., 68

R

Racine (parc), 89; 97; 222

Regal Fire and Rubber Co., 183

Royal Electric Co., 76

Royal Pulp and Paper Co., 46

Rubin (S. Rubin Co. Ltd), 222; 227; 241

S

Saint-Alphonse (parc), 253

Saint-Colomban (chapelle), 14

Saint-Colomban (église), 272

Saint-Esprit (paroisse), 265

St. Francis Megantic and International Rail-
way, 35; 37

Saint-François (parc), 230; 253

Saint-François (pont), 283

St. Georges's Club, 186

Saint-Jean-Baptiste (église), 65; 149

Saint-Jean-Baptiste (paroisse), 65

Saint-Jean-de-Brébeuf (paroisse), 255

Saint-Joseph (paroisse), 234

Saint-Michel (église), 14

Saint-Michel (paroisse), 65

St. Patrick (académie), 136; 155

St. Patrick (église), 74; 111

St. Patrick's Society, 74

Saint-Sacrement (église), 230

Sainte-Famille (paroisse), 250

Sainte-Jeanne-d'Arc (centre de loisirs),
285

Sainte-Jeanne-d'Arc (église), 230

Sainte-Jeanne-d'Arc (parc), 220; 221

Sainte-Jeanne-d'Arc (paroisse), 184

Sainte-Marie (école, puis académie), 72;
188; 230

Sainte-Thérèse (parc), 221

Sainte-Thérèse (paroisse), 188

Sanatorium Saint-François, 243

Sangster (parc), 237; 253

Scotstown Lumber Co., 46

Seal-Dri Sportswear, 265

Séminaire Saint-Charles Borromée, 37; 84;
107; 169; 224-225; 230; 237

Service de l'électricité (voir comité de l'éclairage)
Sheer Silk, 227
Sherbrooke Academy, 17; 31; 43
Sherbrooke Airways Ltd, 254
Sherbrooke Amateur Association Hockey Club, 221
Sherbrooke Amateur Athletic Association, 138
Sherbrooke Board of Trade, 74; 83; 154; 158-159; 181; 210; 211
Sherbrooke Boating and Canoeing Club, 107
Sherbrooke Bridge Co., 72
Sherbrooke, Charte de la ville, 9; 36; 50; 81; 88; 92; 115; 116; 131-132; 160; 194; 217; 255; 264; 272; 279; 281; 284
Sherbrooke City Band, 160
Sherbrooke City Ice and Fuel Co. Ltd, 240
Sherbrooke City Transit Co., 212; 244; 255; 299
Sherbrooke Cotton Factory, 23; 249
Sherbrooke Daily Record (journal), 110
Sherbrooke Eastern Townships and Kennebec Railway, 26; 30; 35-36
Sherbrooke Footwear (usine de chaussures), 253
Sherbrooke Gaz and Water Co., 53-54; 64; 75; 80-81; 84; 110
Sherbrooke Gaz Co., 42
Sherbrooke Gazette (journal), 71
Sherbrooke Gun Club, 111
Sherbrooke High School, 190
Sherbrooke Hospital, 26; 81; 91; 107; 114; 259
Sherbrooke Iron Works, 141; 159

Sherbrooke Ladies Musical Club, 111
Sherbrooke Light, Heat and Power Co. (ou Sherbrooke Power, Light and Heat), 71; 130; 132; 136-137; 138; 141; 144-145; 148
Sherbrooke Loan and Mortgage Co. (voir Sherbrooke Permanent Building Society)
Sherbrooke & Magog Road Co. (Sherbrooke and Magog Turnpike Road) 23; 34
Sherbrooke News (journal) 103-104; 154
Sherbrooke Paper Products, 265
Sherbrooke Permanent Building Society (Sherbrooke Trust), 34; 72
Sherbrooke Pneumatic Tool Co. Ltd, 236; 241
Sherbrooke Power, Light and Heat (voir Sherbrooke Light, Heat and Power Co.)
Sherbrooke Protestant Hospital (voir Sherbrooke Hospital)
Sherbrooke Pure Milk, 154; 206; 229
Sherbrooke Racing Association, 154
Sherbrooke Railway and Power Co. (voir Sherbrooke Street Railway)
Sherbrooke Real Estate Co., 263
Sherbrooke Regiment (53^e Bataillon d'infanterie), 8
Sherbrooke Rotary Club, 177
Sherbrooke Steam Heating, 129
Sherbrooke Street Railway (aussi Sherbrooke Railway and Power Co.), 105; 107; 110; 141; 154; 159; 170; 183; 204; 205; 212
Sherbrooke Symphony Orchestra, 154; 232
Sherbrooke Telephone Association (People's Telephone Co., puis Eastern Townships Telephone Co.), 66; 107; 208
Sherbrooke Tire Filler Co., 192
Sherbrooke Tramway and Power Co. (voir Sherbrooke Street Railway)
Sherbrooke Trust (voir Sherbrooke Permanent Building Society)

Sherbrooke Woodcraft (aujourd'hui Sherwood Drolet Corp.), 261
Sherbrooke Women's Temperance Union, 149
Sherwood Drolet Corp. (voir Sherbrooke Woodcraft)
Short Line, 23
Skinner (A.C. Skinner Ltée, bijouterie), 194; 208
Smith Elkins Manufacturing Co., 32
Snowshoe Club, 186
Société chorale canadienne-française de Sherbrooke, 225
Société de réhabilitation, 243
Société d'histoire des Cantons de l'Est, 200; 255; 286; 299
Société médicale du district de Saint-François, 123
Soeurs de la Charité de Saint-Hyacinthe (Soeurs Grises), 89
Soeurs de la Présentation, 272
Soeurs de la Sainte-Famille (Petites Soeurs de la Sainte-Famille), 106; 145
Soeurs du Précieux-Sang, 106
Soeurs Missionnaires de Notre-Dame-des-Ange, 184
Southern Counties Winter Roads Association, 240
Spring Brewery (brasserie), 54
Stade de baseball (stade Amédée Roy), 230; 270; 301
Steinberg's, 275; 282
Stewart Construction Co., 208
Strathcona (Square), 130; 142
Strathcona Fire Insurance Co., 169
Superheater, 270; 287; 294

T

Telegram Printing, 263
Télégraphe, 27
Théâtre Clément (ou Opera House), 121
Théâtre His Majesty's, 173
La Tribune (journal), 154; 201; 275
Two Miles Falls Water Power, 172

U

Union Musicale de Sherbrooke, 94; 184
Union mutuelle des Cochers Unis de Sherbrooke, 101
Union régionale des Caisses populaires des-jardins du District de Sherbrooke, 222
Union Saint-Joseph des Artisans de Sherbrooke, 53
Unité sanitaire (voir Hôpital civique)
Université de Sherbrooke, 275; 293

V

Victoria (parc), 92; 98; 181; 221; 248; 282
Victorian Order of Nurses, 161

W

Wales Home, 209
Walter Blue Co., 106; 199
Waterloo & Magog Railway Co., 66
White Cloud Novelty Co., 106

Wiggett Bros Co., 58
 Wilson (H.C. Wilson and Sons, magasin de
 meubles), 268
 Wolfe (pont) (voir H.C. Cabana)
 Wolfe County Fish and Game Club, 186
 Wamen Christian Temperance Union, 80

Y

Y.M.C.A., 148
 Young Ladies Academy, 43
 Young Men's Academy, 48

TABLE DES MATIÈRES

	Page
AVANT-PROPOS	1
BIOGRAPHIES	7
1 Bowen, George Frederick	7
2 Robertson, Joseph Gibb	11
3 Ball, Albert Phillips	15
Robertson, Joseph Gibb (du deuxième au sixième mandats)	19
4 Heneker, Richard William	21
Robertson, Joseph Gibb (septième mandat)	27
5 Morkill, Richard Dalby	28
6 Griffith, John	33
Clark, Eleazar	39
Heneker, Richard William (deuxième mandat)	44
8 Yves, William Bullock	45
Clark, Eleazar (deuxième mandat)	49
9 Cabana, Hubert-Charon	51
Griffith, John (deuxième mandat)	55

10 Wiggett, James William 57
 11 Lomas, Alexander Galt 61
 Cebana, Hubert-Charon (deuxième mandat) 66
 12 White, William Thomas 69
 13 Murray, William 73
 14 Panneton, Louis-Edmond (1893) 77
 15 Bryant, George Gilman 82
 16 Chycoyne, Jérôme-Adolphe 86
 17 Wood, Israël 90
 Chicoyne, Jérôme-Adolphe (deuxième mandat) 93
 18 McManamy, Daniel 95
 19 Gordon, Clark 99
 20 Bélanger, Louis-Charles 102
 Bryant, George Gilman (deuxième mandat) 107
 21 Fraser, Harry Redfern 108
 22 Fortier, Stanislas 112
 Fraser, Harry Redfern (deuxième mandat) 116

1900
 23 Bélanger, Louis-Charles (deuxième mandat) 117
 24 Worthington, Edward Bruen 118
 25 Camirand, Judes-Olivier 122
 26 Farwell, William 127
 Camirand, Judes-Olivier (deuxième mandat) 131
 26 Leonard, John 134
 27 Olivier, Charles-Frédéric 139
 Farwell, William (deuxième mandat) 144
 28 Bachand, Léonilde-Charles (1898-1900) 146
 29 Cate, Charles Walter 151
 30 Hébert, Félix-Herménégilde 156
 31 McKinnon, James 162
 32 Sylvestre, Ernest 168
 33 White, Charles Dickinson 174
 34 Denault, Donat-Oscar-Edouard 178
 35 Morris, William 185
 36 Brault, William 191
 37 Edwards, James Keith 197
 38 Tétreault, Joseph-Sylvain 202

39	Skinner, Albert Carlos	207
40	Forest, Ludger	213
41	Bradley, Frederick Hamilton	218
42	Rioux, Émile	223 ✓
43	Armitage, Marcus Trenholm	228
44	Labrecque, Joseph	233
45	Ross, Alexander Clark	239
46	Genest, Joseph-Wenceslas	245
47	Bryant, James Guy Dixon	251
48	Trudeau, Alphonse	257
49	Howard, Charles Benjamin	262 - 1950
50	Lévesque, J.-Émile	267
51	Nadeau, Armand	276
52	Bureau, Marc	288
53	O'Bready, Jacques	295
54	Pelletier, Jean-Paul	303
	BIBLIOGRAPHIE	306
	INDEX	314

55- Paul Gervais

56- Jean Perreault.